- FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE



e Monde

DERNIÈRE ÉDITION

DIMANCHE 29 - LUNDI 30 AVRIL 1990

Jérusalem : la colère des chrétiens

TÉRUSALEM a offert vendredi 27 mril un spectacle sans précédent. Tandis que sonnait le glas, à intervalles régu-liers, le lourd portail du Saint-Sépulore est resté fermé aux pèlerins, de l'aube au crépuscule. Pour la première fois depuis des temps immémoriaux, les Eglises chrétiennes avaient - de Bethléem à Nazareth - volontairement fermé leurs dizaines de lieux saints, en signe – spectaculaire - de protestation contre les agissements d'un groupe d'extrémistes juits religieux à Jérusalem. Par solidarité, les dignitaires religioux musulmans interdirent au public les deux grandes mosquées de cette ville trois fois sainte.

La coière et l'Inquiétude des Eglises se comprennent sisément. Animés d'une foi rédemptrice et ouvertement favorables à la « reconquête » géographique, maison par maison s'il la faut, des quartiers non juifs de Jéruselem, des ultra-nationalistes israéliens, disciples d'une école palmudique, ont acheté, dans des conditions fort douteuses, un hospice grec-orthodoxe. Pie : le ministre de l'habitat. M. Devid Lévy, l'un des « faucons » du Likoud, a reconnu que son admi-nistration avait financé pour moi-

At her de désentes replacement les inspirateurs de opération, le gouver avec solennité le « droit des juits à vivre pertout à Jérussiem et à y acheter des biens ». Un communimai anaisant - mais tardif - do premier ministre et l'ordre d'expulsion donné par la Cour suprême n'ont pas suffi à ressurer la minorité chrétienne.

Dans cette affaire. l'Etat juif a beaucoup à perdre. Jérusalera c'est l'évidence - n'est pes une ville comme les autres. Loin de devenir un « creuset » mélant intimement ses diverses commu nautés, elle est restée une mosaïque humaine où juifs, musulmans et chrétiens de toutes obédiences vivent, tant bien que mal, côte à côte. Ce fragile équilibre doit beaucous à l'intelligence et à la tolérance du maire de Jérusaiem, M. Teddy Koliek, qui, depuis plus de vingt ans, déploie des trésors de diplomatie pour garder sa ville en paix. Avec tristesse, il dénonce aujourd'hui les « faux messies » dont l'aveuglement risque de compromettre le précieux « statu

DLUS grave : la complai-sance du gouvernement israélien envers les apprentis sorciers de Jérusalem Indispose fortement l'Amérique. La Maison Blanche voit dans l'attitude des extrémistes juifs une inadmissible a provocation ». Et, surtout, le puissant lobby pro-israélien d'outre-Atlantique a mis en garde M. Shamir contre le risque d'une nouvelle dégradation du climat entre Washington et Jéru-

ement prompt et ferme, de la communauté juive américaine devrait utilement faire réfléchir les dirigeants iaraéliens au moment où caux-ci tentent à tout prix d'obtenir du Congrès une rallonge budgétaire pour financer l'installation des immints coviétiques.

Lise page 3, l'article de ALAIN FRACHON



Nouvelles manifestations à Bucarest

Le président lliescu refuse

Les manifestations d'hostilité ou de soutien au régime du président lon fliescu se poursuivent à Bucarest. Le Parti national paysan a appelé à manifester, dimanche, dans la capitale roumaine contre le Front de salut national. A Timisoara, divers mouvements d'opposition devaient se réunir ce week-end pour former une « Alliance nationale de lutte anticommuniste ». Vendredi, M. Illescu avait rejeté toute forme de dialogue avec l'oposition, mais exclu le recours à la force contre les contestataires.

> place de l'Académie-militaire, un « rassemblement électoral » - en fait une gigantesque contre-manifestation - au cours duquel plus de trente mile personnes acciamèrent le président kon Iliescu. Celui-ci, dans ım long discours, a stigmatisé l'action de « ceux qui refusent la confronta-tion électorale ». Il a rejeté toute forme de dialogue avec un mouvement « contre-révolutionnaire ». « non représentatif », et estimé qu'il était impossible de négocier les demandes des contestataires, qui réclament notamment que les dizigeants de l'ancien Parti communiste roumain soient rayés des fistes élec-

Le nouveau statut de Renault

M. Rocard a condamné tout dialogue avec l'opposition les «mauvais combats» du PCF

Le premier ministra a engagé, samedi 28 avril, devant l'Assemblée nationale, la responsabilité du gouvernement - en vertu de l'article 49-3 de la Constitution - sur le projet de loi relatif au statut de la régie Renault. Cette initiative met un terme à deux jours et deux nuits d'obstruction de la pert des députés communistes, qui avaient utilisé toutes les procédures. M. Rocard a dénoncé le caractère « vain, illégitime et sans objet » de la tactique du PCF.

Après que M. Rocard eut engagé la responsabilité de son gouvernement, samedi 28 avril, le projet de loi sur le starut et l'ouverture du capital de Renault devait être considéré comme adopté, sans vote, dimanche matin, puisque les communistes ne sont pas assez nombreux pour déposer une motion de

M. Rocard, en expliquant sa démarche, a estime que le groupe communiste « a pu longuement exposer ses conceptions », « C'est la première sois de cette législature, a+il dit, que nous sommes confron-tés à une volonté délibèrée d'obstruction, sièrile par essence. D'où vient-JOSÉ-ALAIN FRALON tion, sièrile par essence. D'où vient-Lire in suite page 4 ? elle ? Du Pani communiste français.

Sur quoi porte-t-elle? Sur un combat d'arrière garde, vain, illègatime et sans objet. » « l'ous étes experts, depuis quelques annecs, dans l'art de choisir les maurais combats ». a ajouté le premier ministre.

Le ches du gouvernement consi-dère la modification du statut de Renauk comme « un élément essentiel du développement économi de notre pays ». Il estime que, grâce à l'alliance Renault-Volvo, la France disposera a non seulement de capacités d'action plus larges sur les marchés extérieurs, mais aussi d'un savoir-faire, d'une faculté de recherche plus etendus ».

Lire page 7 l'article de PIERRE SERVENI

L'austérité en Pologne Stabilité monétaire et récession éconor

Relance des affaires

Nouvelles auditions audiciums à propos de Pechney et de la Société générale

M. de Maizière

à Moscou Berlin-Est veut respecter

ses engagements avec l'URSS

page 8

Le marché de la douleur Un procès en diffumation < thérapies miracles >

u Grand-Jury RTL-Le Monde »

M. Nicolas Sarkozy secrétaire général adjoint du RPR, invité dimanche à partir de

制練 FE VIE

The Annual of the last to the to a

the marm & in call friere

the state of wheel the sents in AND THE PARTY OF PERSONS IN

to reflect the green to four

7, rue des Italiens

S GRAND FURES

> Où partir? Avec qui Partir? Promotion Voyage Les P.A. du tourisme

3615 VOYAGEL Le marter du tourisme

Un Cudean Regal

Officerous Dior Carven Fath...

Radio Killing productive. Plats Tall

Club des Dix - David 34

POINT DE VUE Pour une télévision publique sans publicité

Plusieurs personnalités demandent que les chaînes dépendant de l'État ne soient plus soumises à la dictature des scores d'audience

Depuis pins de deux ans nous tionnels »! Nous savions, hélas, n'avons cessé de l'écrire, dans ces

colonnes et ailleurs (1). De le dire sur les chaînes de radio, chaque fois que l'on nons en a donné Nous ne nous sommes pas

de notre envoyé spécial

Quatre mois après la chute de

Nicolae Ceausescu, et trois

remaines avant les élections géné-

rales fixées au 20 mai, la Roumanie

semble toujours courir après sa

révolution. La journée du vendredi

27 avril à Bucarest a illustré une

fois encore l'immense ambiguité qui

règne dans le pays. Pour réagir, en effet, contre le happening - prati-

quement ininterrompu depuis

dimanche dernier - qui se déroule

jour et muit sur la place de l'Uni-

versité et qui regroupe entre cinq et quinze mille opposants au pouvoir en place, celui-ci avait organisé,

contentés d'e analyser » la situa-tion de l'audiovisuel dans son ensemble - qui ne l'a fait ? Nous avons regardé les chiffres de près, rassemblé des compétences, fait parler le bon sens, élaboré des propositions concrètes, simples, claires. Nous nous sommes acressés aus hommes politiques, à ceux qui détiennent le pouvoir dans les cabinets ministériels et l'administration, aux plus hautes autorités de l'Etat. Une proposition de loi a été déposée dans ce sens, il v a un an. Sans résultat. Nous ctions utopiques, nali's, irréalistes... voit « anticonstitu-

> A nos lecteurs Ce numéro du Monde est le

dernier à avoir été réalisé dans

l'immeuble de la rue des Ita-

lians, où notre journal était ins-

tallé depuis sa création, en décembre 1944. Le prochain

numéro, celui du lundi 30 avril

(daté 2 mai), sera concu et

préparé dans les nouveaux

locaux du 15, rue Falguière, à

Paris (154). Le week-end aura

été mis à profit pour procéder

au déménagement de l'ensem-

tle des services rédactionnels

Cette opération, forcément

complexe, nous conduit à pré-

voir pour les jours prochains

des numéros à pagination un

peu allégée. Ces dispositions

sont prises dans le double but

d'assurer le continuité de la

publication du Monde et d'évi-

ter all meximum les retards de

fabrication, et donc de distri-

bution, que pourrait entraîner

le passage d'un site à l'autre.

Nos lecteurs peuvent être

assurés que tout est fait pour

une transition sans désagré-

ment, du Monde... su Monde.

at de fabrication associés.

que le temps jouait en faveur de nos thèses, mais minait chaque jour un peur plus cette télévision publique qui aurait du rester le bien de tous les Français, l'instrument premier d'information, de communication, de culture, de distraction, d'enrichissement. La télévision publique est

entrée depuis bientôt vingt ans dans une spirale suicidaire qui n'a cessé de s'accélérer. Elle est en train de l'emporter. A la fin du printemps 1988 tout était encore possible. Tans d'erreurs ont été commises depuis. Avec une inconscience dévastratrice on s'est ingénié à sermer l'une après l'autre les issues. Est-il encore temps ? Aujourd'hui des voix s'élèvent. Le ministre de la culture s'interroge, le commandant Cousteau nous emboîte le

sonne l'alarme. Nos analyses sont reprises, nos propositions font surface. Demain - qui sait ? elles seront banales. « Comment n'y a-t-on pas pensé plus tôt ? » diront certains. Lire la suite page 9

pas, parfait, Laurent Fabius

(i) Le Monde des 19 octobre 1988 (« Pour que vive la télévision publique ») et 11 mai 1959 (« Tombeau pour une

▶ Ce texte est signé par Pierre Bourdieu, professeur au Collège de France, Ange Casta, réalisa-teur, Max Gallo, écrivain et jour-naliste, Cleude Marti, conseil en communication, Jean Martin, avocat à la cour, Christian Pier-ret, député PS des Vosges, pré-sident de la Caisse des dépûts et consignations, ancien rapporteur général du budget.

L'union politique de l'Europe au sommet de Dublin



Lire page 3 l'entretien avec M. Jean François-Poncet : « L'Europe sera une construction du troisième type ».

Un gène-clé pour le diabète

Des chercheurs français déconvrent le « terrain » qui favorise la maladie chez les enfants

coordonnée par le docteur Jacques Hors et dirigée par le pro-lesseur Laurent Degos (unité 93 de l'INSERM, hôpital Saint-Louis, Paris) vient de réussir à déterminer la séquence du gène qui favorise le développement du diabete insulino-dépendant. Grace à ce travail, il devient possible d'effectuer, très tot après la naissance, un dépistage du risque d'apparition de cette maladie auto-immune qui touche actuellement 120 000 Français (1).

On soupçonne depuis long-temps que des facteurs génétiques favorisent le developpement de certaines maladies auto-immunes, parmi lesquelles le diabète insulino-dépendant (que l'on appelle aussi le diabète juvénile). Il s'agit de la plus frequente des maladies endocriniennes de l'enfant puisqu'elle touche, en

Une équipe de chercheurs France, avant l'âge de quinze ans, un sujet sur 4 200. Elle se caractérise par une atrophie des ilots de Langerhans du pancreas et, en consequence, par une absence de sécretion d'insuline,

Même si on ne connaît pas

encore le mécanisme qui déclenche la réaction auto-immune à l'origine de la destruction des flots de Langerhans, on sait en revanche, grace à de nom-breuses études, qu'il existe un lien entre la fréquence de cerraines molécules du système d'histocompatibilité (HLA-DR3/DR4) et l'apparition du

FRANK NOUCHI Lire la suite page 8

(1) Ces travaux sont publics dans le Jeurnal of clinical investigation (1990, vols5).

A L'ETRANGER : Algérie, 4.50 DA; Marce, 6 de.; Tunicie, 650 m; Alemegne, 2.10 DM; Austiche, 20 sch; Balgique, 40 fr.; Chruck, 2.25 \$; Amilian/Ritarian, 7.20 F; Chu-d'Note, 315 F CFA; Denorment, 12 is; Espagne, 160 per; G-B., 60 p.; Chruck, 2.25 \$; Amilian/Ritarian, 7.20 F; Chu-d'Note, 315 F CFA; Denorment, 12 is; Espagne, 160 per; G-B., 60 p.; Chruck, 2.25 \$; Amilian/Ritarian, 7.20 F; Chu-d'Note, 315 F CFA; Denorment, 12 is; Espagne, 160 per; G-B., 60 p.; Chruck, 2.25 \$; Amilian/Ritarian, 7.20 F; Chu-d'Note, 315 F CFA; Denorment, 12 is; Espagne, 160 per; G-B., 60 p.; Chruck, 2.25 \$; Amilian/Ritarian, 7.20 F; Chu-d'Note, 315 F CFA; Denorment, 12 is; Espagne, 160 per; G-B., 60 p.; Chruck, 2.25 \$; Amilian/Ritarian, 7.20 F; Chu-d'Note, 315 F CFA; Denorment, 12 is; Espagne, 160 per; G-B., 60 p.; Chruck, 2.25 \$; Amilian/Ritarian, 7.20 F; Chu-d'Note, 315 F CFA; Denorment, 12 is; Espagne, 160 per; G-B., 60 p.; Chruck, 2.25 \$; Amilian/Ritarian, 7.20 F; Chu-d'Note, 315 F CFA; Denorment, 12 is; Espagne, 160 per; G-B., 60 p.; Chruck, 2.25 \$; Amilian/Ritarian, 7.20 F; Chu-d'Note, 315 F CFA; Denorment, 12 is; Espagne, 160 per; G-B., 60 p.; Chruck, 2.25 \$; Amilian/Ritarian, 7.20 F; Chu-d'Note, 315 F CFA; Denorment, 12 is; Espagne, 160 per; G-B., 60 p.; Chu-d'Note, 315 F CFA; Denorment, 12 is; Espagne, 160 per; G-B., 60 p.; Chu-d'Note, 315 F CFA; Denorment, 12 is; Espagne, 160 per; G-B., 60 p.; Chu-d'Note, 315 F CFA; Denorment, 12 is; Espagne, 160 per; G-B., 60 p.; Chu-d'Note, 315 F CFA; Denorment, 12 is; Espagne, 160 per; G-B., 60 p.; Chu-d'Note, 315 F CFA; Denorment, 12 is; Espagne, 160 per; G-B., 60 p.; Chu-d'Note, 315 F CFA; Denorment, 12 is; Espagne, 160 per; G-B., 60 per; G-B.,

THE TUE

Thierry de Montbrial

ans d'analyses et de reflexion

Edité par la SARL le Monde Durée de la société : cent ans à compter du Capital social: 620 000 F

ripagy associés de la société : Société civile • Les rédacteurs du Monde • , Société anonyme des lecteurs du *Monde*, Le Monde-Entreprises, M= Geneviève Beuve-Méry, M, André Fontaine, gérant,



S, rue de Mouttessuy, 75007 PARIS FS: (1) 45-35-91-82 ou 45-55-91-71 Télex MONDPUB 206 136 F

seuf accord avec l'administration

nission paritaire des journau et publications, nº 57 437 ISSN: 0395 - 2037

Le Monde TÉLÉMATIQUE Composez 36-15 - Tapez LEMONDE

ou 36-15 - Tapez LM **ABONNEMENTS** PLACE HUBERT-BEUVE-MÉR 52 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tell'	PANCE	ELECTIZ	SUSSE	AUTRES PAYS
3	365 F	399 F	594 F	700 F
•	728 F	762 F	972 F	1400 F
1=	1 300 F	1 300 F	1 200 F	269F

ÉTRANGER: Par voie aérieuse. Tarif sur de Pour vous abon AOAES CE ROFFELIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus on par MINITEL 3615 LEMONDE code d'accès ABO

SERVICE A DOMICILE: Pour tous renseignements: tél.: (1) 49-60-34-70

hadgements d'adreuse définités ou provi ires : nos abounés sont invités à forms r leur demande deux semaines avan ar départ, es indiquant leur numér abourés.

BULLETIN D'ABONNEMENT **DURÉE CHOISIE**

1 20 Prénom:.

Adresse: _ Code postal: _

Localité:

Pays: Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms proprès en capitales d'imprimerie. 011 MQN01

Édité per la SARL le Monde Gérant : André Fontaine, directeur de la publication Ancien directours : Hubert Beuve-Méry (1944-1989) Jecques Fouret (1969-1982) André Laurene (1982-1985) Administrateur général : teur de la rédecti Deniel Vernet idacteurs en chef : Bruno Frappet, Jacques Amelric, n-Marie Colombe Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE, 76501 PARIS CEDEX 15 Tel.: (1) 40-85-25-25 Télécopieur: (1) 40-85-25-99 ADMINISTRATION: 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MERY 94852 IVRY-SUR-SERVE CEDEX Tel.: (1) 49-60-30-00 eur : (1) 46-60-90-10

DATES

Il y a vingt-cinq ans

Les marines débarquent à Saint-Domingue

LLONS, enfants de la patrie... » Cette voix qui enchaîne sur les sent autour du palais national, hur-lant « Juan Bosch président » et « Constitution de 1963 », trois dernières notes de la Marseillaise, chasseurs Mustang P-51 piquent sur la grande bâtisse construite par Lorenzo la reconnaît immédiate-Trujillo, mitraillant les abords du palais. Le coup d'Etat militaire s'est transformé en guerre civile. ment. C'est José Francisco Pena Gomez, jeune dirigeant du Parti révolutionnaire dominicain (PRD) dont l'émission, « Tribune démo-cratique », critique sévèrement le Avec un groupe d'officiers constitutionnalistes », Lorenzo gouvernement de Donald Reid Cabral. Ce samedi 24 avril 1965, distribue des armes aux civils tandis que le chargé d'affaires améripen après midi. Pena Gomez cain à Saint-Domingue, William Connett, rédige un câble pour le annonce le soulèvement d'une caserne. Les mutins, poursuit-il d'une voix exaltée, exigent le réta-blissement de la Constitution libédépartement d'Etat : « Tous les membres de l'ambassade considèrent que le retour de Bosch serait rale de 1963 et le retour du président Juan Bosch. La « révolution contraire aux intérêts des Etats-Unis en raison de la présence d'exd'Avril » a commencé. Elle ne trémistes dans le coup et du soutien des communistes à Basch », écrit-il. prendra fin qu'en septembre, après plus de 3 000 morts, pour la plu-part des civils dominicains.

L'administration Johnson, qui

s'enlise au Vietnam, enverra près de 30 000 soldats sur l'île caraîbe

e pour empêcher un nouveau

Cuba ». Une intervention qui va frustrer les « constitutionnalistes »

de leur victoire et entraîner une

grave crise internationale. Elu avec 60 % des voix en décembre 1962,

lors des premières élections libres

après la fin de la dictature trujilliste, Juan Bosch, le fondateur du PRD, a été renversé sept mois plus tard par un groupe d'officiers en

liaison avec la mission militaire

américaine sous prétexte qu'il

manquait de fermeté à l'égard des

communistes. Les putschistes, diri-

ont mis en place un triumvirat

civil dont la pièce maîtresse est Donal Reid Cabral, un représen-

tant de la grosse bourgeoisie importatrice liée aux intérêts amé-

Lorenzo, jeune lieutenant limogé

pen après le putsch en raison de

ses idées libérales, avale en vitesse

sa purée de bananes plantains et fonce vers le camp du 16-Août, l'une des places fortes des mili-

taires mutinés, à l'ouest de la capi-

tale. Lors de la dernière réunion du

« groupe Enriquillo », secrétement

formé par le colonel Rafael Fer-

nandez Domingnez pour réinstaller

quatre officiers. Lorsque, le lende-

main, le chef d'état major, le géné-

faire exécuter les ordres du prési-

dent, c'est hii qui se retrouve pri-

Lorenzo s'empare de Radio Santo

foule grossit autour des studios,

tandis que la piupart des unités des

forces armées se joignent au mou-

L'impopularité de Reid Cabral

est à son comble. A la corruption

s'ajoutent les mesures d'austérité

dictées par le Fonds monétaire international... et la sécheresse.

Mais les chefs militaires ne sont pas d'accord sur les suites à donner

au mouvement. Face aux « consti-

tutionnalistes », qui installent l'an-cien président de la Chambre des

retour de Juan Bosch de son exil

portoricain, plusieurs généraux sont partisans de constituer une

aérienne de San-Isidro, à quinze

kilomètres à l'est de Saint-Domin-

gue, le général Wessin y Wessin ne veut pas entendre parler de Bosch, un communiste, selon lui.

Dimanche après-midi, alors que des centaines de personnes se mas-

te militaire. Retranché à la base

tés, Rafael Molina Urena, au députés, Rafael Molina Urena, au palais national en attendant le

« Le communisme dans moins de six mois »

L'ambassadeur William « Tap » Bennett, dont les contacts se limitent à la bonne société dominid'accès de ce côté de la capitale. Il va devenir les 26 et 27 avril le théâtre de la bataille décisive avant l'intervention des troupes nordaméricaines

Sur la rive occidentale plusieurs milliers de « constitutionnalistes » attendent la charge des blindés. Militaires et civils au conde à conde, la pinpart n'ont pas d'armes. Deux vieux canons de 75 en guise d'artillerie. Les mitraillages de l'aviation et les bombardements de la marine qui a finale-ment rejoint le général Wessin sur les conseils pressants de l'attaché naval américain, Ralph Heywood, font des ravages. Pour le lieutenant Lorenzo, comme pour la plupart des militaires, c'est le baptême du feu. La place au débouché du pont est jonchée de cadavres. Plusieurs centaines, sans doute plus de mille, selon divers témoins. Dès qu'un combattant tombe, un civil, perfois un gamin, se précipite pour empoi-gner son fusil.

jeunes progressistes, ne parvient pas à trouver le sommeil. « Jamais je ne me suis senti aussi libre », confie-t-il à ses compagnons. Une victoire éphémère.

Démoralists per leur déroute, les énéraux de San-Isidro improvisent une junte sous la direction du colonel Pedro Benoit. Elle prend immédiatement contact avec l'am-bassade des Etats-Unis et demande « une side militaire illimitée et immèdiate pour éviter que la Répu-blique dominicaine ne se trans-forme en un nouveau Cuba ». Le message est immédiatement

relayé vers Washington avec la mention « critic » (prioritaire) et une note de l'ambassadeur recomimmédiat ». Tard dans la nuit du 28 avril, dans une déclaration radiotélévisée, le président Johnson annonce l'envoi de marines en République dominicaine « pour protèger les centaines d'Américains aui s'y trouvent v.

Lorsque le président s'adresse à



Bosch au pouvoir, les conspira-teurs ont décidé de passer à l'ac-tion le 26 avril. Mais le 23 au soir, caine, était à ce point mal informé Donald Reid Cabral a vent du qu'il avait décidé de rendre visite à sa mère dans le sud des Etats-Unis. alors même que la révolution était sur le point d'éclater. Il gagne en ral Moarcos Rivera Cuesta, se pré-sente au camp du 16 août pour toute hâte Washington où il achève de convaincre le président Johnson qu'une victoire des rebelles signifierait « le communisme dans noins de six mois ». Les câbles Rapidement, les rebelles s'organisent. Avec un groupe de militaires « constitutionnalistes » alarmistes, signés Connett, tom-bent sur le bureau présidentiel. « Une foule en fitrie a décapité le colonel Nin de la police », affirme Domingo, la station officielle. La le conseiller. Cette information est fausse comme la plupart les rap-ports faisant état d'atrocités de la part des rebelles.

Dès le début de la rébellion, les six navires de la force d'intervention des Caraïbes conduite par le porte-hélicoptères USS-Boxer, avec 500 marines à leur bord, ont été dépêchés vers les côtes dominicaines. Lundi soir, alors que l'ambassadeur Bennett s'envole en direction de Saint-Domingue, le président Johnson donne l'ordre d'évacuer les civils américains qui out été regroupés à l'hôtel Embaja-dor, à l'ouest de la capitale. Pendant ce temps les militaires « constitutionnalistes » organisent.

la défense de la ville. La menace principale vient de l'Est, de la base de San-Isidro d'où décollent les avions qui continuent de bombarder la ville et où le général Wessin dispose d'une unité blindée. Le pont Duarte, vaste structure métallique qui enjambe

Les raids de l'aviation sont tellement meurtriers qu'une délégation de dirigeants constitutionnalistes se rend à l'ambassade américaine pour demander la médiation de « Tap » Bennett qui vient de reprendre ses fonctions. « Ce n'est pas le moment de négocier, mais de se rendre », rétorque l'ambassa-deur. Abattus, le président Molina Urena et les dirigeants civils demandent asile auprès de légations latino-américaines. Mais l'arrogance de l'envoyé américain fouette l'orgueil des officiers. Les colonels Francisco Caamano et Ramon Manuel Montes Arache repartent vers le pout, décidés à

« Un поятеян

Cabe » A la grande surprise des Américains, la troupe hétéroclite va met-tre en déroute les blindés de Wessin. L'infanterie qui suit les chars est décimée par les commandos d'hommes-grenouilles aux ordres du colonel Montes Arache tandis qu'une pluie de cocktails Molotov immobilisent les chars dans les rues étroites de la vieille ville. Onze blindés sont capturés par la foule. Des jeunes les rebaptisent à la peinture blanche sous les vivats: « Pueblo » (peuple), tracent-ils à grands coups de pin-ceaux. Maigré la fatigue, Rafael « Fafs » Taveras, un dirigeant du 14-Juin, une organisation de ses concitoyens, tons les civils - 1 172 an total - ont déix été évacués par mer vers Porto-Rico. Il faudra attendre quatre jours pour que les véritables raisons de la massive intervention américaine soient rendues publiques : « Une bande de conspirateurs communistes, pour beaucoup entraînés à Cuba, ont pris le contrôle de ce mouvement qui avait commence comme une révolution populaire et démocratique », affirme le prési-dent Johnson à la télévision le 2 mai am soir,

L'invasion va secouer l'Organi-sation des Etats américains (OEA) et provoquer d'apres débats aux Nations unies. La plupart des pays latino-américains refuseront d'envoyer des troupes lorsque Was-hington tentera de s'abriter derrière une « force interaméricaine ». A Paris, le géné-ral de Gaulle critique ouvertement l'intervention américaine et n'exclut pas de reconnaître le gouvernement du colonel Caamano, Tension aussi entre la Maison Blanche et la presse américaine. Les quoti-diens les plus influents, à commencer par le New York Times et le Washington Post, dénoncent les es et les contradictions de Fadministration Johnson.

Alors que les Américains organisent le plus grand pont aérien depuis la crise de Berlin - 20 000 marines et parschutistes vont débarquer à Saint-Domingne

en mois d'une semaine – la CIA distille une liste de 83 « commu-nistes » qui contrôleraient la révolution. En fait les groupuscules d'extrême gauche, comme le Parti socialiste populaire (PSP-communiste orthodoxe) et le Mouvement populaire démocratique (pro-chi-nois), méfiants à l'égard des mili-taires, sont restés à l'écart du mouconstitutionnalistes sont loin d'être communistes. Le principal chef Arache, est même franchement anticommuniste. Ses deux lienteanticommuniste. Ses deux nente-nants sont l'Italien Bio Capozi, un baroudeur qui se dit fasciste et André Rivière, un ancien para français rescapé de Dien Bien Phu et des djebels algériens. Curieux communistes !

> Exécutions sommaires.

Le colonel Francisco Casmano, à qui Juan Bosch demande depois Porto-Rico d'assumer la présidence provisoire, est le prototype des officiers constitutionnalistes. Ce fils d'un des généraux les plus redoutés du dictateur Trujillo, qui a étudié dans les académies militaires américaines, n'est en rien politisé lorsque éclate la révolu-tion. Aux Mémoires de Nasser que lui a prêtes un ami, Hector Aristy, Tout au long de la crise, il ne ces-sera d'être décu par l'attitude des Etats-Unis, dont la « neutralité »

marines et les parachutistes américains créent un « cordon de sécurité » qui coupe en deux les posi-tions comtinutonnalistes et isole le gros des forces de Casmano dans la vieille ville. Face au gouverne-ment de Camano, les Américains installent une junte sous la prési-dence du général Antonio Imbert Barreras, un personnage ambitieux, et sains scrupiules. Alors que les et coloisibles a su tern de l'administration Johnson négocient avec Juan Bosch des solutions de compromis, les « fancons » et la mission militaire à Saint-Domingue poussent le général limbert Barreras à reprendre l'offensive.

Avec l'appui logistique et la con-verture de l'armée américaine, les troupes de la junte lancent une violente « opération nettoyage » dans les quartiers industriels du nord de la capitale, en violation flagrante de l'accord de cessez-le-feu signé le 5 mai grâce aux bons offices du nonce apostolique Mgr Emmanuele Clarizio. Une nouvelle fois, c'est la population civile qui paie le plus lourd tribut.

Les troupes du général Imbert multiplient les exécutions som-maires sous l'œil indifférent des marines. Il faudra encore attendre deux mois et demi pour que les Etats-Unis se décident à faire pres-sion sur leur créature, le général Imbert - en lui coupant les vivres – pour parvenir à un règle-ment négocié de la crise. En fin de compte, l'intervention américaine aura radicalisé une frange importante de la jeunesse dominicaine. L'élimination de ces militants venus à la politique par réflexe patriotique en avril 1965 constituera l'une des préoccupations majeures de Joaquim Balaguer à partir de son accession à la présidence en 1966. L'un d'eux tombera, à la tête d'une poignée de guérilleros, sous les balles des mili-taires dominicains en février 1973. L'intervention américaine de 1965 avait transformé le brillant officier amateur de westerns en émule de Che Guevara

JEAN-MICHEL CAROIT

diament in a position de Allen and the street entretten. Professional content was written an framme de fremmen Mitterrand estime qu'e ne doit être mis de juiss soviétique

prime l'alliance

ertele it ber gie bigige fi

2912 : 67:0 1000.

And the state of the later

2 3 4 4 4 4 6 6

PRINTED SAIL & BANK

577 FT 175 54 Mr 1946

par at the head leads leading

2 . 100.00

... or biefes

Arte de elle 🏙

1 18 Jun 9-100

. . . . Luste.

generale beite.

Service / ARK ME

1 121 % MM

Le int Duffe !

a search pag

17 :. -- #M

· 小台和海鄉

The state of the s

and ar and lie gedite

gegenann im Gleit ibe filben.

. Committee to the committee of the comm

Jegland und file effette.

tan ber Artnick fich

intrad anter per fe

20 11 21 20 EF AME

martin and the late ! A.

grant ber gut den fine.

the Marine of participation

percent as eveloping &

a de fe be gegeb fo gene nachten und 1441

Same and be to now

at a gandlet Wiffe,

Contract of the spinished

water the second of the land of

and because of a series along proper

THE OWNER OF STREET

Mar ways or one of the stand

Berteiten und Gaben gemille

Turk Troband

.. 计深刻 持續

· i.a phátri magail

acte spide

and and Martin aller

tigere aus le

arrauff 😿

grand and the party

, Septima Mi

Cates Motormani a rept. de er ed is presental de Times one. In brance Ven. Contretenie de la geben i eine britten in einem fere feite. إن يسوا ور. the out out accompanie

of Orest wherea bearings Cherman mis d'Carde demands à the feart of the beament et en la cas de la bitorie. there's also on leads Paris of the a test wint Maria Maria

Bedett 3 M trebet a fe been ... mentertal trial. to be soon more a fame. Some Canter police Contract of Resident The state of the s Section of Control of Section 1988 Section of the sectio

San and the san day the security of the statement See all the see all the see The second second

the experience to becoming the Same Print the Cold with better the particular description of the principal State of the state metrine le resistante de la constante de la co

"GRAND JURY" RTL - Le Monde dimanche 18h30 **NICOLAS** en direct sur animé par Christian **MENANTEAU** avec Olivier BIFFAUD et Thierry BREHIER (Le Monde) Paul-Jacques TRUFFAUT

hand & we spike pages, see

M 40Mg 3 417. perfe din Bons Ukat of di man ar emmittelle fent beteft der in f.

the manufacture of an analysis of the second Bereitegen aufreien a deutre dauert e. Babitat + an detaligatemakes a Tard dans as the fire 16 worth, dane and detigenten. Mindle, to governous train the designation of the state of the state of the ter dierigi. a.t e a the statement of the state of t

d'une semaine - la Cartilla de la Ca Et les verible de acc le colonel Andre Kristere, un ancia pa et des dichels algeriens Co

> Executions 50mmaires

de colonel Francisco Commelia de Bosch demande don la colonel de prototype la constitutionazione de constitutionazione del constitutiona del constitutionazione del constitutiona del constitutiona del constitutiona del constitutiona del constitutiona del dans in academic and the second side of den it cross to at the long of the med it was The state of the Participa dent la « nerticie the second of the second of the second

THE PERSON OF THE PARTY OF THE deministration ... eter im ents de Cution and the same as process of Severano, in trick rene de general Antena ber The research personal residence e. igne einemen den gas e ... mbm + at un at fate in a fightest arganist g Barr Alman Cos Mulacian in the ram a greiternandin and the state of t

system green laber lens

Anna come incidentification . 18 1 2 2 . 10 2000 200 and the control of the stage of the second of the second a an air en tratter later The state of the state of the state of tier glaten bestättt the state of the s

Charle arreiger Proces unt

Transport of the Parish of the

Monde comme por Christian MANTEAU

Le voyage de M. Assad à Moscou confirme l'alliance privilégiée entre la Syrie et l'URSS Le président syrien Hafez El tion des juils soviétiques que le

Assad est arrivé vendredi à Moscou où il devait être reçu. samedi 28 avril, par le président Mikhail Gorbatchev. Il s'agit de iz première visite - dont la durée n'a pas été annoncée - en URSS du numero un syrien depuis trois

NICOSIE de notre correspondante au Proche-Orient

En recevant le président Hafez El Assad, comme les Syriens le souhaitaient, avant le président rgyptien Hosai Moubarak qui doit se rendre à Moscou à la mi-mai, l'URSS semble avoir voulu clairement réaffirmer les liens privilégies qu'elle continue à entretenir avec Damas et souligner aussi le rôle qu'elle accorde à la Syrie dans la région. Malgré les divergences entre Moscou et Damas sur nombre de sojets, il n'en reste pas moins que la Syrie demeure le principal allié de Moscou au Proche-Orient et que le président Assad est un interlocuteur quasi

Attendue, -cette visite, qui répond à une invitation du présideat Gorbatchev transmise officicliement en mars, tombe on ne peut mieux pour le chef de l'Etat syrien. Remercié personnellement par le président américain, M. George Bush, pour les efforts de son pays dans la libération d'un otage américain, assuré par le secrétaire d'Etat d'une évolution positive des relations américanosyriennes, dėja solides, dans l'altente de la visite que doit faire aussi à Damas le président égyp-tien Hosni Moubarak, le président Assad se rend donc conforté à Moscoa, où il doit s'entretenir avec M. Gorbatchev pour la pre-mière fois depuis avril 1987.

Quelque peu inquiet de la nouvelle direction de la politique, soviétique, le président syrien, dont ce sera la troisième reacontre avec le chei du Kremlin, aura ainsi l'occasion de mesurer exactement où en est Moscou vis-à-vis des p blèmes regionaux et quelle priorité it bui donne encore.

A l'ordre du jour : les tentatives de négociations tripartites égypto-palestino-israèliennes, sons égide américaine, auxquelles on ne croit pas à Damas mais que Moscou paraît soutenir ; les discussions américano-soviétiques sur le Proche-Orient et la position de Moscou sur la conférence interna-tionale ; le rapprochement soviétoisraélien ; la question de l'émigra-

président Assad avait violemment dénoncée dans son discours à l'oocasion de l'anniversaire du Ba en premant soin toutefois d'en reio-Uais, qui avait-il dit « ont reduit leur quota d'émigration après avoir pendant des qunées fait pression sur Mascou pour permettre aux juifs de sortir »; enfin les relations bilatérales et l'aide militaire et économ que que Moscou est prêt à consen-tir à Damas.

Plus de livraisons massires

Sur le plua militaire, si l'URSS est prête à assurer les capacités de défense de la Syrie l'heure n'est plus à des livraisons massives et, depuis plusieurs années déjà, M. Gorbatchev a fait valoir au prèsident Assad que la Syrie devait renoncer à poursnivre sa lutte pour obtenir la parité stratégique avec Israël, insistant d'autre part sur « l'inanité de la force militaire pour règler le conssit israèlo-arabe ». Résumé par l'ambassadeur soviétique à Damas, M. Zotov, la politi-que de Moscou en la matière semble être dorénavant : « fournir l'aide susceptible de garantir la sécurité de la Syrie. Ce pays a le droit de ne pas se sentir faible devant Israël qui exerce un chan-tage et use de la force pour engager des négociations sous la menace et l'intimidation », déclarait-il der-nièrement. Des moyens de défense et de dissuasion donc, mais pas au-

Le défilé en Syrie, au cours des douze mois écoulés, de délégations militaires soviétiques de haut rang laisse à penser que Moscou a tenu à réévaluer le potentiel syrien avant de prendre de souveaux engagements. Cela d'autant plus que la dette syrienne à l'égard de l'Union soviétique, essentiellement militaire – estimée entre 10 et 15 milliards de dollars - n'est pas negligrable et que Moscou voudrait bien, comme l'affirmait-publiquement M. Zotov en novem-bre dernier, être payé en devises fortes pour certains types d'armements et non plus quasi uniquement en troc comme c'était le ca Sur le plan économique aussi, les Soviétiques, comme les pays d'Europe de l'Est, ne sont plus prêts à autant de « générosité » que par le

Si la perestroika n'est guère pri-sée à Damas, des deux côtés, on uste toutefois sur la pérénnité et la solidité d'une alliance ancienne renforcée il y a dix ans et pour vingt ans par un traité de coopération et d'amitié.

FRANCOISE CHIPAUX.

M. Mitterrand estime qu'« aucun obstacle » ne doit être mis à l'émigration de juifs soviétiques en Israël

M. François Mitterrand a reçu, jeudi 26 avril, M. Jean Kahn, pré-sident du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), venu l'entretenir de la situation des juifs d'Union soviéti-que et des problèmes que soulève l'emigration d'une partie d'entre cux vers Israel.

M. Kabu, qui était accompagné par M. Claude Kelman, président de la commission juifs d'Union soviétique du CRIF, a demandé à M. Mitterrand de plaider auprès de ses partenaires de la Communauté européenne pour qu'ils prennent position en faveur de la liberté, pour ces juifs, d'aller en Israel.

Le président du CRIF a fait état d'un message adressé par M. Mit-terrand, le 11 avril, à M. Itzhak Shamir, le premier ministre israé-lien, qui lui avait écrit à ce sujet. « Yous savez que la France, écri-vait le chef de l'Etat, n'a cessé d'agir, aux côtes d'autres pays, pour que les autorités soviétiques acceptent que les juifs d'URSS puissens quitter le pays et réjoindre, s'ils le souhaitent, l'État d'Israël. Il est heureux que la situation se soit considérablement clarifiée.

De notre point de sue, il se doit y avoir aucune condition ni aucun obstacle mis à l'arrivée des immigrants puifs en Israel.

Cette entrevue, la première que M. Kahn ait ene avec M. Mitterand depuis son élection, en mai 1989, à la présidence du CRIF, s'est déroulée, selon le dirigeant communautaire, dans une aumbiance cordiale et, même, chaleureuse ». Elle a permis d'évoquer, outre la question des juifs soviétiques, le problème du racisme en France et en Europe. Les relations entre le président de la République et les représentants de la communauté juive s'étaient refroidies à la suite des réactions négatives de ces derniers à la première visite en France de M. Yosser Arafat, if y a un an.

Un entretien avec M. Jean François-Poncet

L'Europe sera une « construction du troisième type »

Les chefs d'Etat et de gouvernement des douze pays membres de la Communauté europeenne ont ouvert, samedi 28 avril, dans la matinée à Dublin, leur sommet extraordinaire, dont le thême majeur est l'avenir politique de l'Europe, après l'appel lancé en ce sens par Paris et Bonn, La réunion, qui devait se clôturer dans l'après-midi, devait également permettre de prendre position sur le conflit entre Moscou et la Lituanie.

A la veille de ce sommet, M. Jean François-Poncet, ancien ministre des affaires étrangères de M. Giscard d'Estaing, nous a précisé ses positions sur l'unification européenne.

- Pourquoi l'union politique est-elle tout à coup devellue si urgente 7 A cause de la réunification de l'Allemagne ?

- Oui et non. Il ne s'agit pas, comme on le dit souvent à la légère, de « contenir » l'Allemagne réunifiée. Pourquoi y consentiraitelle ? Il s'agit de constater un fait : la résurgence des nationalismes en Europe. Ils ne menacent pes sculement de faire éclater l'URSS et la Yougoslavie ou de conduire à des affrontenients entre la Hongrie et la Roumanie. Ils menacent de balkaniser l'Europe touteentière et de la réduire à l'impuissance face aux vrais défis qui l'attendent, défis qui sont extérieurs et non pas intérieurs à l'Europe : le défi économique du Pacifique, le défi démographique de l'Afrique, le défi idéologique de l'islam. Face à ces défis. l'Allemagne est aussi démunie que la France. L'union de l'Europe est pour elle, comme pour nous, la scule voic.

- Mais ceci ne fait pes disperaître les divergences qui existent sur les moyens de faire l'union politique.

s'entendre sur le sens qu'on donne aux mots « union politique ». La vitalité des identités nationales interdit de songer à un ensemble unitaire, sur le modèle américain. L'Europe ne sera ni un état-nation du XIX siècle, ni, malgré son poids démographique et économique, une super-puissance du XX siècle. Mais une construction inédite. Un ensemble du « troisième type ». Une communauté de nations, fondée sur deux principes de force égale. Le principe de subsidiarité : seuls les problèmes que l'Europe peut traiter plus efficacement que les Etats-membres doivent lui revenir. Et le principe d'union qui a accompli beaucoup de progrès en trente ans, mais où

Faire quoi ? Faut-il renfor cer les pouvoirs de la Commis-sion ? Créer un nouveau pouvoir politique ? Rentorcer les pouvoirs du Parlement ?

- Prenons garde de ne pas rétrograder sons prétexte d'avancer. On reculerait si, avec les meilleures intentions du monde, on constituait, face à la Commission, un nouveau popyoir politique, issu des gouvernements. Il aurait forcement tendance à se poser en rival de la Commission. On organiserain conflits et biocages.

» Conformons-nous à la logique des institutions telles qu'elles exis-tent. Une logique fondée sur l'inter-action constante entre la Commission qui propose et le conseil des ministres qui tranche. Il faut renforcer l'un et l'autre. Pour la Commission, l'essentiel est de la « débureaucratiser », c'est-à-dire de la transformer en une instance authentiquement politique et responsable. Pour y parvenir, quatre mesures: (1) subordonner la prise de fonctions de son président, dont la désignation doit rester l'affaire du conseil européan, à un vote de confirmation du Parlement européen ; (2) laisser le président de la Commission choisir lui-même les membres de la Commission; 3) soumettre l'équipe ainsi consti-

- C'est vrai et il est essentiel de tuice et son programme d'action à l'investiture du Parlement ; 4) organiser la responsabilité du président de la Commission, non sculement vis-à-vis du Parlement. mais à l'égard du conseil européen. instance suprême de la Commu-

sentiel reste à faire,

Une seconde chambre européenne

Quant au conseil des ministres,

pour le rendre plus opérationnel, il faut généraliser le vote à la majo-

 Et le Parlement ? Ne craignez-vous pas una réaction nationaliste devant la diminution de souveraineté imposée aux Parlaments nationaux? Comment l'éviter ?

- La construction européenne a engendré un déficit démocratique. C'est indiscutable. Elle a transféré un pan important du pouvoir législatif, que les constitutions de nos Etats conferent aux Parlements, au conseil des ministres de la Communauté, c'est-à-dire oux gouvernements, voice aux administrations nationales. Les directives européennes sont, il est vrai, renvoyees aux Parlements. Mais pour application sculement. Elles ne peuvent être qu'entérinées. Autant dire que l'Europe transforme les Parlements en chambres d'enregistrement. Situation insupportable mais diffi-

cile à corriger. » On pourrait imaginer que les Parlements ligotent les ministres par des résolutions adoptées avant la mise en chantier des directives à Bruxelles, Mais on rendrait toute négociation impossible. Ce serait la paralysie des institutions euro-

» Il n'y a qu'une issue : créer une seconde Chambre, representant les Parlements nationaux. Un Sénat européen, en somme. Le président Poher l'a suggeré. On pourrait, alors, donner à ce Parlement euro-peen bicameral un vernable pouvoir de codécision avec le conseil des ministres, en prenant garde, toutefois, à ne pas alourdir à l'excès les procédures. Il faudrait aussi que la chambre eluc au suffrage direct, pour être ressentie comme représentative, soit désignce selon un scrutin uniforme, soit regional, soit uninominal. Les fistes pationales, laissées à l'arbitraire des partis, sont détestables,

Que pensez-vous de la position de Jacques Chirac, bostile è une monnaie commune ?

- Arrendons. C'est le gouvernement Chirac qui a fait approuver l'Acte unique. Or il est clair qu'il n'y aura pas de marché sans frontières si on maintient des monnaies nationales avec des parités variables : qui veut la fin, veut les moyens. La conjunction d'une monnaie commune - l'ECU - et de monnaies nationales liées entre elles par des parités fixes conduit tout droit à une monnaie unique. Le problème se résoudra de luimême. De sorte qu'on peut se demander s'il s'agit d'autre chose que d'apaiser les sensibilités de certains au sein du RPR?

Propos recueillis par JACQUES AMALRIC

Israel: pour protester contre une action d'extrémistes juifs

Les églises chrétiennes de Jérusalem ont fermé pendant vingt-quatre heures

de notre correspondant

Toutes les heures, les cloches des églises de Jérusalem ont sonné le glas. Dans le quartier chrétien, le patriarche grec-orthodoxe, Diodo-ros I^e, a fermé le Saint-Sépulcre de bon matin puis a remis la clef à un représentant des Nusseibé; c'est la famille musulmane qui en a la garde depuis le calife Omar. Les ruelles de la vieille ville étaient désertes, pour cause de « grève générale de solidarité » décrétée par la « Direction miffée du soulè-vement » (l'OLP). Ailleurs, à Nazareth et Bethléem notamment, les autres lieux saints de la chrétienté sout aussi restés portes closes vendredi 27 avril .

Alors qu'elles se détestent cordialement et que certaines d'entre ciles ont été secouées par quelques jotis petits scandales ces dernières années, les Églises chrétiennes

contre l'occupation par un groupe d'extrémistes israéliens d'un bâtiment de l'Eglise grecque onthodoxe – l'hospice de saint Jean – situé près du Saint-Sépolere. Ils sont les hôtes d'une société pana-méenne – la SBC – qui a sous-loué l'immeuble dans des conditions

La Cour suprême vient d'ordonner leur évacuation avant mardi. Mais, se refusant encore à statuer sur la légalité de la transaction, elle a autorisé une vingtaine de repré-sentants de la SBC à rester sur place dans l'attente d'un jugement au fond. Les Églises dénoncent une politique visant à remeture en cause le stara quo sur la division de la vieille ville en quartiers chré-tien, juif et musulman. Sous l'ava-lanche des critiques, le bureau de premier ministre ltzhak Shamir a publié un communique soulignant

sont, pour une fois, unies dans la saction immobilière et qu'il n'était colère. Elles entendaient protester aullement dans l'intention du gouvernement de heurter les sentiments et les intérêts des Églises.

> C'est une version des faits démentie par le groupe de « colons » lui-même, qui proclame que sa politique est bel et bien de gagner le maximum de terrain dans les quartiers chrétien et musulman pour y installer la plus large popu-lation juive. Le maire de Jerusalem s'est déclaré particulièrement « déprimé » par le soutien que le gouvernement Likoud (droite) apporte à une opération qu'il n'a réputation d'Israel ne sera pas efface arant des années », a dit Teddy Kollek, dénonçant en la personne des « colons » « ces faux messies qui n'ont jamais apporté

> > **ALAIN FRACHON**

cessé, pour sa part, de condamner. « Le mal fait à Jérusalem et à la

que malheurs au peuple juif ».

Le Monde La rédaction du journal est désormais instal-

lée dans ses nouveaux locaux.

15, rue Falguière 75501 PARIS CEDEX 15

Téléphone: (1) 40-65-25-25 Télécopieur: (1) 40-65-25-99 Télex: 206 806 F



EN BREF

D ISRAEL: accord sur le restitution de 10 tounes s'ent lourde à la Norvège. — Israël et la Norvège out conclu, jeudi 27 avril, un accord sur la restitution de 10 tonnes d'eau lourde sur 20 tonnes livrées par Oslo en 1959 à l'Etat bébren. Cet accord met fin à un conten-lieux vieux de plusieurs années entre les deux pays, la Norvège n'ayant livre cette ean lourde qu'à la condition qu'elle serve exclusi-vement à des fins pacifiques. Scion le quotidien Haaretz, les responsables israéliens ont indiqué aux Norvégiens qu'ils ne leur restaient que 10 tonnes d'ean lourde sur les 20 livrées.

D Mise na point française nyrès la vente, par l'Anstralie, de ses Mirage an Pakistan - Le Quai d'Orsay a fait savoir vendredi 27 avril que, contrairement à des propos d'un porte-parole du ministère australien de la défense, la France n'avait pas donne d'accord préalable à la revente, au Pakistan, de cinquante des anciens avions Mirage III de l'armée de l'air australienne (le Monde du 26 avril).

A queun moment, a expliqué le ministère français des affaires etrangères, le gouvernement n'a donné son accord à la vente au Pakistan de cinquante Mirage construits sous licence française en Australie. Cette décision australienne a été prise par les autorités australiannes sans consultation préulable de la France. »

D LRAN : exécution prochaine

d'« espions pro-uméricains n. – Dix « espions à la solde des Etats-Unis » vont être exécutés « dans les prochuins jours » à Téhéran, a annonce jeudi 26 avril l'hodjatoles-lam Ibrahim Raissi, procureur de la Revolution islamique, 'annonce de ces exécutions intervient alors que les Etats-Unis et l'Iran sont engagés dans une nouvelle épreuve de force autour de la question des utages occidentaux au Liban. Washington a exclu tout « geste » en faveur de l'Iran tant que les sept Americains encore détenus au Liban ne seront pas libères. Pour sa part, Tébéran a appelé les ravisscurs chittes à libérer un deuxième otage américain et demandé en echange un a signe de bonne volonte des Etats-Unis ».

Le verdict de mort contre Salman Rushdie reste valide

Selon Téhéran

Le verdict de mort proponcé en 1989 par l'imam Khomeiny contre l'écrivain britannique Salman Rushdie est toujours valide, a indiqué, vendredi 27 avril. le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, pea après avoir été la cible d'opposants iraniens dans l'enceinte de

« Le verdict rendu par le dernier ımam (Khomeiny) est toujours valable », a déclaré M. Velayati lors d'une conférence de presse. a Ce verdict est basé sur les principes de l'islam et a été confirmé par les 46 pays membres de l'Organisation de la conference islamiquer, a-t-il ajouté. Salman Rushdie est l'auteur des l'ersets satamques, ouvrage jugé blasphé-matoire à l'égard de la religion

Avant qu'il n'entre dans l'une des salles de l'ONU, trois opposants iraniens unt lance des œufs dans la direction du ministre, sans l'atteindre, et scandé des slogans hostiles au gouvernement iranien. Les protestutaires ont eté arrêtes par les gardes de sécurité du département d'État américain et de l'ONU chargés de la protection de M. Velayati. La mission iranienne à l'ONU a rendu responsable de cet incident le mouvement des Moudjabidines du peaple de M. Massoud Radjavi, dont quelques dizaines de membres ont manifesté vendredi devant le sière de l'ONU.

A Londres, Salman Rushdie s'est étonné, dans son premier entretien à une radio après plus d'un an de réclusion, de l'absence de poursuites judiciaires en Grande-Bretagne contre ceux qui l'ont menacé de mort. Interrogé par la BBC depuis sa cachette dont le lieu a été gardé secret l'ecrivain a demandé que cesse la campagne lancée contre lui et invité ceux qui le soutiennent à réagir pour régler définitivement son problème. - (AFP, Reuter.)

URSS: après la déclaration franco-allemande

La Lituanie serait prête à faire certaines concessions

Les dirigeants lituaniens ont déclaré vendredi 27 avril être prêts à modifier trois lois dont le premier ministre soviétique, M. Nikoiai Ryjkov, exige l'annulation avant toute négociation avec la république séparatiste balte. Néanmoins, les Lituaniens ont réaffirmé qu'ils ne reviendraient pas sur la proclamation d'indépendance du 11 mars, malgré le renforcement du blocus économique imposé par Moscou à la Lituanie,

M. Romualdas Ozolas, vice-premier ministre lituanien, a affirmé, iors d'une conférence de presse, que la République pouvait envisager d'amender les lois sur la citoyenneté, le service militaire dans l'armée soviétique et la propriété de biens réclamés par le

à Moscou en Lituanie. M. Ryjkov avait déclaré quelques heures auparavant à la télévision nationale que tout dialogue avec Moscou était impossible aussi longtemps que ces trois lois n'étaient

A propos de l'appel au dialogue lance la veille par Paris et Bonn. qui suggérait aux Lituaniens de « suspendre pendant un temps les esses » de la proclamation d'indépendance, le premier ministre lituanien, M= Kazimiera Prunskiene, a déclaré : « Je ne pense pas que la France et l'Allemagne aient exprimé une position vraiment hostile aux intérêts de la Lituanie. » Le président du Parlement lituanien, M. Vytautas Landsbergis,

responsables lituaniens examineront « avec attention » la suggestion de MM. Kohl et Mitterrand (le Monde du 28 avril)

La satisfaction du Kremlin

A Moscou, les autorités soviétiques n'out pas caché leur satisfaction. M. Vadim Perfiliev, porte-parole du ministère des affaires étrangères, a affirmé qu'il n'y aurait pas de réaction officielle de FURSS à la déclaration franco-allemande, parce qu'elle ne s'adressait pas aux dirigeants soviétiques mais à M. Landsbergis. Mais il a ajouté : « D'après ce qui a été publié dans cette lettre, nous sommes en pré-

petit Parti communiste resté fidèle avait affurmé auparavant que les sence d'une initiative de dirigeants occidentaux cherchant à favoriser le dialogue (...) Nous notons que les dirigeants soviétiques souhaitent suivre la même voie.»

> Un millier de personnes out manifesté vendredi dans la capitale lituanienne pour protester contre l'appel de Bonn et de Paris et contre la conscription dans l'acmée soviétique, a apponcé samedi Radio-Vilnius, en ajoutant que le nombre de personnes mises an chômage en raison du blocus économique a atteint dix mille. L'agence Tass a d'ailleurs indiqué samedi que Moscou a cessé ses livraisons de charbon à la Lituanie. - (AFP, Reuter.)

M. Dumas : « Nous ne demandons pas aux Lituaniens de renoncer à leur indépendance »

Le ministre des affaires étran- lettre de MM. Kohl et Mitterrand gères, M. Roland Dumas, a défendu, vendredi 27 avril la déclaration franco-allemande de la veille sur la Lituanie, soulignant ou'elle constituait avant tout une « invitation au dialogue ».

« On ne demande pas aux Lituaniens de renoncer à leur indépendance, ce n'est pas possible, ce n'est pas envisageable », a poursuivi M. Domas, qui se trouvait dans sa circonscription de Dordogne. « Il est dit au contraire dans ce texte (la

le vendredi 27 avri), un nouveau

ministre du travail, M. Luis Mar-

tinez Noval, quarante et un ans,

député et secrétaire général des

placera M. Manuel Chaves qui

occupait ce poste depuis juillet

1986 et qui vient d'être nommé

candidat à la présidence du gou-

vernement autonome d'Andalou-

sie an vue des élections provin-

MADRID

de notre correspondant

Le choix de M. Martinez Noval

a provoqué la surprise générale (y

compris celle de l'intéressé) s'agis-

sant d'un relatif inconnu. Le porte-

feuille du travail revêt pourtant

une grande importance politique

alors que le gouvernement est

engagé dans une délicate opération

visant à recomposer ses relations

avec les syndicats après une longne

période de rupture. M. Gonzalez

dent de jeter son dévolu sur un gestionnaire discret ne suscitant de

rejet dans aucun secteur du parti

en ce moment où le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) fait

face à de sérieuses dissensions

Le parachutage de M. Chaves en Andalousie a déclenché la crise.

Nombre de responsables socialistes

considéraient en effet qu'il était

plus logique de présenter à la réé-

lection l'actuel président du gou-

vernement andalou. M. José Rodriguez de la Borbolla. Tous les

La cour d'appel de Londres a libéré vendredi 27 avril trois

citoyens irlandais emprisonnés

pour tentative de meurtre sur la

personne de M. Tom King alors que celui-ci était secrétaire aux

Martina Shanahan, vingt-quatre

ans, John McCann, vingt-six ans,

ct Finbar Cullen, vingt-neuf ans

avaient été condamnés en 1988 à

vingt-cinq ans de prison pour avoir

voula tuer M. King, maintenant secrétaire à la Défense, ainsi que

d'autres hommes politiques, des

soldata et des juges britanniques.

affaires d'Irlande du Nord.

mble en fait avoir jogé plus pro-

ciales du 23 juin prochain.

is Asturies. Il remi

ESPAGNE: remaniement ministériel

M. Luis Martinez Noval devient

ministre du travail

demandant an président Landsbergis de suspendre les effets de la déclaration d'indépendance) que les Lituaniens ne doivent renoncer à rien de ce qui a été la traduction de leur autodétermination, mais qu'il faut mettre cela entre parenthèses pour engager le dialogue avec Moscou. » Le ministre a également jugée « abusive » toute comparaison avec Munich.

Le gouvernement italien, par la voix du ministre des affaires étran-

ce dernier était parmi les socia-

listes celui susceptible d'obtenir le

meilleur résultat. Mais M. Rodri-

guez de la Borbolla devait faire

face à un lourd handicap : il avait

fait preuve d'une trop grande auto-

nomie à l'égard de Madrid que ne

lui avaient pardonné ni les « appa-

ratchiks » du parti, ni leur princi-

pal représentant au sein du gouver-

gement, le vice-président,

Ce coup de force a toutefois pro-

voqué le mécontentement de plu-

sieurs ministres, et non des moin-

dres, qui considérent que l'emprise

de M. Guerra commence à porter

préjudice à l'image des socialistes.

Les « contestataires » considérent

que M. Guerra et l'appareil du

PSOE se laissent entraîner à un

sectarisme de parti incompatible

avec la politique de modération et

d'ouverture que les socialistes ont

appliquée depuis leur arrivée au

chent au vice-président d'user d'un

langage aux accents démagogiques

contraire à l'image de modernité

que le gouvernement a réussi à

M. Gonzalez a jusqu'ici préféré

maintenir une attitude de neutra-

lité face à la lutte opposant son

gouvernement et son parti. Ainsi,

quoique personnellement partisan

du maintien de M. Rodriguez de la

Borbotla il a préféré ne pas impo-

M. Gonzalez entend, d'une part,

rester fidèle à son vice-président à

qui l'unit une amitié de près de

trente ans et avec qui il a fait de

concert toute sa carrière politique.

La cour d'appel a motivé sa décision de les relâcher en déclarant

que des propos tenus par M. King

pendant leur procès avaient pu

Les trois Irlandais out été de

nouveau arrêtés dès la sentence

prononcée. Le Home Office

(ministère de l'intérieur) a alors

ordonné leur expulsion vers l'ir-

lande avec interdiction de revenir

en Grando-Bretagne. - (Reuter.)

influencer le jury.

THIERRY MALINIAK

donner aujourd'hui à l'Espagne.

M. Alfonso Guerra.

gères Gianni de Michelis, a apporté son soutien à l'injtiative franco-allemande; à Washington, le département d'Etat a estimé que la lettre de MM. Kohl et Mitterrand constituait a un effort pour désamorcer la situation », sans toutefois appuyer formellement is

L'initiative a en revanche été abondamment critiquée au sein de l'opposition française. M. Alain Lamassoure, porte-parole de l'opposition sur l'Europe de l'Est, a

l'oppresseur qui inquiètera, au-delà de la Lituanie, tous les désenseurs de la liberté ».

Pour M. Bruno Megret, du Front national, MM. Kohl et Mitterrand ont « capitulė » devant Gorbatchev. Quant au député UDF de Vendée Philippe de Villiers, il a comparé MM. Kohl et Mitterrand à MM. Daladier et Chamberlain, les accusant de « lâchage ». « J'at honte pour mon pays », a écrit M. de Villiers dans un message au

CHILI: première grave difficulté pour M. Aylwin

La création d'une commission sur les crimesde la dictature suscite de vives critiques

L'annonce, faite le 24 avril par

SANTIAGO-DU-CHILI

jugėe insuffisante par certains, dan-

Depuis, cette initiative est devenue la première pomme de discorde entre le gouvernement et l'opposition de droite; les conservateurs de Rénovation nationale et de l'Union démocratique indépendante la jugent « dangereuse et ina-déquate ». Les deux formations

tive à son projet. Il avait pris le risque de froisser la gauche en n'incluant apcun de ses représentants dans la commission, alors que deux des neuf membres de celle-ci ont exercé une charge publique soos le régime militaire. Et comme les « sages » n'ont aucus pouvoir juridictionnel, ils ne remettront

à celle que les forces armées mani festent, pour le moment, avec dis-crétion. Cette levée de bouclier la présidence. Ravalant leurs criti-ques, ils se sont déclarés unanime-ment disposés à collaborer avec la commission.

AMÉRIQUES

M. Patricio Aylwin, de la création d'une commission d'enquête sur les crimes commis durant les seize années de dictature a suscité de fortes critiques, tant à droite qu'à gauche. La définition de l'enquête ne satisfait personne. Pour la première fois depuis qu'il a succédé au général Pinochet, le président Aylwin se heurte à une grave contestation venant de tous côtés.

de notre correspondant

La « commission pour la vérité et la réconciliation » est chargée de « faire la lumière sur les crimes horribles commis contre les droits de l'homme depuis le 11 septembre 1973 (jour du coup d'état militaire) ». Excluant la mise en accusation de quiconque, le chef de l'Etat invite les « sages » à établir la vérité « sur les cas de disparitions de personnes, d'exècutions sommaires, de morts sous la torture, mais aussi sur les attentats commis par des particuliers pour des motifs politiques ». Avec cette précision, les excès de la répression du régime militaire et les actions armées de l'extrême gauche sont presque mis sur un même plan. M. Aylwin savait la difficulté de sa démarche puisqu'il avait dit. le 24 avril : « Mon initiative sera

estiment que la violence politique an Chili ne remonte pas au coup d'état de 1973 mais à l'adoption par l'extrême gauche et certaines fractions de la gauche, dans les années 60, des thèses castristes sur la « voie armée vers le socialisme » M. Aylwin avait pourtant pris soin de consulter longuement les dirigeants de Rénovation nationale avant de donner une forme défini-

qu'un rapport à caractère pure-Pour la première fois depuis la passation de pouvoirs, les conservateurs se retranchent dans l'oppo-sition et leur réprobation fait écho aura en tout cas poussé les partis

GILLES BAUDIN

COLOMBIE: l'assassinat de Carlos Pizarro

Un démenti du groupe des « Extradables »

Les Extradables, un groupe de trafiquants de cocame colombiens, ont déments vendredi 27 avril hostile à l'extradition des trafitoute responsabilité dans l'assassinat la veille de Carlos Pizarro, ancien leader guérillero et candidat

gereuse par d'autres. »

à la présidence colombienne. Dans un communiqué envoyé à plusieurs organes d'information de Bogota, le groupe, qui s'oppose à l'extradition vers les Etats-Unis de trafiquants colombiens, nie avoir organisé l'assassinat de Carlos

hostile à l'extradition des trafiquants et que les trafiquants n'avaient par conséquent aucune raison de le faire tuer. Une heure environ après l'attentat, un homme avait téléphoné à une radio de Bogota, Radio Caracol, pour affirmer one l'ex-leader du M-19 avait été tué sur ordre des Extradables.-

RDA: la visite de M. Lothar de Maizière à Moscou

Berlin-Est veut respecter ses engagements envers l'URSS

Chef du premier gouvernement démocratiquement éts de RDA, M. Lother de Maizière était attendu samedi 28 avril à Moscou, afin de ressurer les Soviétiques sur le processus d'unification allemande. Accompagné de ses ministres des affaires étrangeres, de la défense et de l'économie. Il devait y avoir des entretiens avec le président Mikhail Gorbatchev et les principaux responsables soviétiques.

BERLIN

de notre envoyé spécial Cette visite, la première effectuée hors d'Allemagne par M. de Maizière, a été précédée par l'ouverture officielle, vendredi à Ber-lin-Est, des négociations sur la fornte union économique, monétaire et sociale entre les deux Etats allemands. Des deux côtés, on mettait l'accent vendredi soir, à l'issue de la seance, sur les progrès rapides des discussions qui doivent en principe être achevées avant les 6 mai prochain

Les ministres de la défense de Bonn et de Berlin-Est, MM. Ger-hard Stokenberg et Rainer Eppelmann, qui se sont rencontrés dans l'aérogare Cologne-Bonn pour la première fois depuis la formation du gouvernement est-allemand, ont eux aussi apporté leur contribution

Ces derniers out rendu publique une déclaration soulignant leur volonté de voir la future Alle-magne réunifiée intégrée dans

allemand et les forces armées allomandes qui y seraient stationnées fassent partie des structures militaires de l'alliance atlantique.

M Markus Meckel (SPD), minis-tre est-allemand des affaires étrangères, avait longuement souligné jeudi dans un débat à la Chambre du peuple que cette intégration ne pouvait être qu'une solution provisoire en attendant les négociations sur un nouvel ordre de sécurité CHIODEED.

M. de Maizière partait pour Moscou avec l'intention d'assure que les liens étroits développes sous le régime communiste entre la RDA et l'URSS n'étaient mis en cause ni pour son gouvernement ni pour une future grande Allemagne. Son porte-parole, M. Mathias Geh-ler, a indique que les conversations de Moscou porteraient sur l'unification allemande et le processus d'intégration européenne, les questions de sécurité et de désarmement et les relations économiques come la RDA et l'URSS.

L'union économique et monétaire entre les deux Allemagnes inquiète en effet les allies de la RDA au sein du Comecon. Le pre-mier ministre est-allemand a toujours réaffirmé qu'il entendait honorer tons les accords passes, et notamment ses engagements en matière de commerce extérieur avec l'Est. L'application des lois du marché, la restructuration des entreprises est-allemandes et, surtout, l'introduction du deutschemark en Allemagne de l'Est à par-tir de juillet, va cependant compliquer les choses.

HENRI DE BRESSON

Roumanie: M. Iliescu refuse tout dialogue avec l'opposition

M. lliesco a toutefois exclu le recours à la force pour déloger les manifestants de la place de l'Université. « Nous les laisserons macé-rer dans leur jus (jusqu'aux élec-tions du 20 mai) bien qu'ils nous dérangent », a-t-il déclaré au cours

Venus pour la plupart en auto-bus de l'ensemble du pays, les partisans du Front de salut national (FSN), en très grande majorité des ouvriers, interrompirent à plusieurs moments le discours du président en scandant : « Iliescu, ne cède pas ! » on « Iliescu ne pars pas, le pays est avec tol. » Une fois la manifestation officiellement terminée, plusieurs milliers de personnes défilèrent dans les rues de la périphérie de Bucarest, passant devant l'immeuble de la télévision.

On crut alors un moment que le pire allait peut-être se produire et que les « pro-frontistes » avaient décide d'en découdre avec ceux qui continuaient à exiger, sur la place de l'Université, le départ de lon lliescu, répérant ainsi le scèna-rio qui s'éfait déroulé fin janvier lorsque des milliers de partisans du Front étaient venus interrompre une manifestation organisée par les partis traditionnels, dont les locaux avaient été saccagés au cours de

Hooligans en tous genres...

L'affrontement n'a pas eu heu au pouvoir occupaient toujours la place de l'Université. Rassemblement bigarré et imaginatif qui contrastait singulièrement avec l'uniformité de la manifestation de l'après-midi. De Florin Vieru - le « gavroche de Bucarest », dont la photo en train de brandir un drapeau tricolore troué a fait le tour du monde - à de vieilles dames bien dignes en passant par de très nombreux étudiants, ils occupent donc depuis plusieurs jours une zone qu'ils ont décrètée eux-mèmes « interdite aux communistės » .

Beaucoup d'entre eux portent un badge « golan » (hooligan), pour répondre à lon Iliescu, qui les avait ainsi traités il y a deux jours. Certains brodent même sur ce thème. Il y a des « golan 120 % », des « golanita » (petit hooligan), des « golan de soixante ans » et même un « prêtre hooligan ». Entre deux discours, tous reprennent en chœur ce qui est devenu leur hymne : « Nous ne partirons pas d'ici, nous ne retournerons pas à la maison tant que nous n'aurons pas notre liberià. »

Principaux slogans : « Iliescu ègale Ceausescu», « le Front, qu'est-ce que c'est? le Parti communiste ». Officiellement, la mani-festation est « apolitique » et les responsables, si tant est qu'il y en structurées : le Groupe indépen-dant pour la démocratie, la Ligue des étudiants, l'Alliance du peuple, l'Association du 21 décembre, le Forum antitotalitaire...

Mai 1968 ? Peut-ètre. Mais un mai 1968 où l'on entendrait gré tout d'étra Cet orateur, applaudi à tout rompre, en appelle par exemple à l'ins-tauration d'« une grande Rouma-nie ». « Moldavie, Valachie, Transylvanie », scande la foule. Un étudiant en théologie demande, pour sa part, que le président de la République prête désormais serment non sur la Constitution mais sur la Bible. « Iliescu tu es athèe, tu vas être puni par Dieu », déclatet-il. « Dieu avec nous », répond la

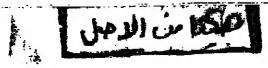
Celle-ci, malgre sa grande diversité, s'accorde sur ce qui reste à ses yeux l'essentiel : le départ des anciens membres du Parti communiste roumain de tous les organes dirigeants du pays. Apparemment, les contestataires n'ont pas l'intention de quitter la place de l'Uni-versité, certains y passeront même la nuit sur des matelas de fortune, autour de petits feux de camp. Le pouvoir va-t-il les déloger de force ? Cela semble peu probable. lon lliescu préfère sans doute laisser cet abcès de lixation ouvert. Le risque subsiste d'affrontements avec les partisans du Front, qui ont été confortés par le succès de leur manifestation de vendredi. La campagne électorale roumaine commence donc dans un climat bien peu propice au débat démo-

JOSÉ-ALAIN FRALON

ii Mgr Lastiger à Bucarest. - Le cardinal-archevêque de Paris. Mgr Jean-Marie Lustiger, se rend dimanche 29 et lundi 30 avril à Bucarest, à l'invitation de Mgr loan Robu, archevêque de la capitale roumaine. Il assistera à la messe solennelle qui sera célébrée en la cathédrale de Bucarest à l'occasion de l'installation de Mgr Robu dans ses nouvelles sonc-tions. Celui-ci avait été nommé le 15 mars archevêque de Bucares par le pape Jean-Paul II. - (AFP.)

a URSS : Plasicars blassés as cours d'une manifestation à Staneankert.- Les tirs de soldats du ministère de l'intérieur soviétique, jeudi 26 avril, au cours d'une manifestation d'Arméniens qui exigeaient la libération de deux des leurs, à Stepanakert, chef lieu du Haut-Karabakh, ont fait deux blessés, a indiqué vendredi l'agence Tass. Cinq soldats et deux membres locaux de la milice out égale-

Voici la scale machine mineralite, sa petillances mation avant plus que de amound has lettervese Vous remercions pour



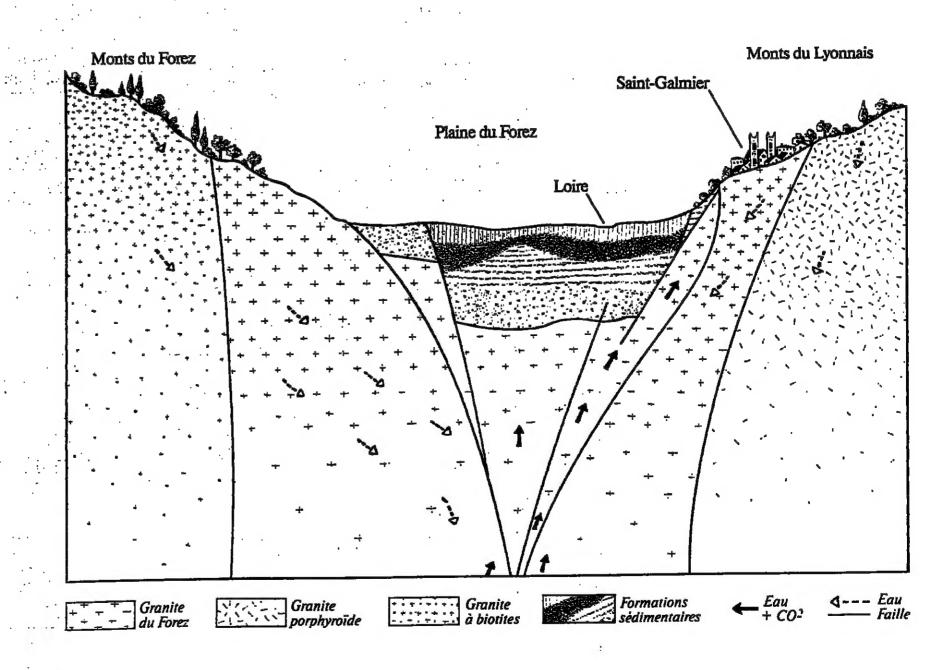
GRANDE-BRETAGNE

Londres libère trois Irlandais

accusés de tentative de meurtre

ee Le Monde e Dimanche 29 - Lundi 30 avril 1990 5

Pas si simple de produire du jour au lendemain deux fois plus de bouteilles avec de telles installations.



Voici la seule machine au monde capable de fabriquer de la Badoit. Depuis toujours, c'est elle, et elle seule, qui procure à la Badoit sa minéralité, sa pétillance et sa saveur uniques. Il semblerait d'ailleurs que personne ne s'y soit trompé, sa consommation ayant plus que doublé en quatre ans. Ce qui explique la situation originale dans laquelle Badoit se trouve aujourd'hui: l'effervescence de la demande est telle que la production ne suffit pas toujours à la satisfaire. Aussi, nous vous remercions pour votre compréhension s'il lui arrive parfois de venir avec un peu de retard sur votre table.



RDA : la visite de M. Lothar de Maizière à Mon Berlin-Est veut respecter ses engagements envers l'Un

Roumanie: M. Iliescu refus tout dialogue avec l'opposits

nous déclare un des dirigeants de l'opposition

Une dizaine de miliers d'opposants ont manifesté, vendredi 27 avril, devent le siège du gouvernement à Oulan-Bator en faveur du remplacement du Parlement actuel par une Chambre multipartite en attendant les élections générales prévues en juillet. Aucun incident n'a été signalé en dépit d'une présence renforcée de l'armée sur les lieux. Nous avons reçu de M. Tsolmon, un des dirigeants de l'Association démocratique mongole et membre du comité de coordination politique du Parti démocratique mongol (PDM) parti d'opposition, ce témoignage sur les limites des réformes à Oulan-Bator.

« La récente réunion de l'Assemblée nationale n'a pas répondu à nos attentes. Elle a débattu pendant des heures de points futiles et a laissé sans solution la question fondamentale : la Mongolie aura-t-elle no régime démocratique fondé sur le multipartisme?

» Le souvemement avait promis de discuter avec nous avant le congrès du parti et de l'assemblée. Ces discussions ne se sont pas produites et les réunions importantes

D Afchanistan : pluie de roquettes ser Kaboul - Les Moujahidins out marqué le douzième anniversaire de la révolution marxiste, vendredi 27 avril, par un intense bombardement de Kaboul à la roquette. Plusieurs dizaines de roquettes se sont abattues sur la capitale, faisant quaire morts. D'autre part, les autorités de Kaboul ont procédé à one centaine d'arrestations, dont celles de plusieurs officiers supérienrs, à la suite de la destruction par une explosion d'un convoi de municions. - (AFP) .

décidé du sont final des OBSA et en a laissé

le bénéfice à l'alliance Amault-Guiness, mal-

gré un arrêt précédent qui en avait jugé

Nous ne pouvons que nous incliner

devant cet arrêt qui fait disparaître le dernier

obstacle empêchant encore Bernard Arnault

d'atteindre l'objectif qu'il a proclamé et

poursuivi depuis plus d'un an : éliminer les

dirigeants actuels du groupe Louis Vuitton

Tirant les conséquences de la situation ainsi

créée, les membres des Directoires de Louis

Vuitton et Louis Vuitton Malletier, qui ont fait le

succès de ces entreprises - MM. H. Racamier,

J. Ogliastro, A. Sacau et M. Missoffe - ont

remis leur démission aux Conseils de Sur-

veillance de Louis Vuitton et Louis Vuitton

MM. H. Racamier et J. Ogliastro ont égale-

ment décidé de démissionner de leurs

postes de membres du Directoire de LVMH.

Par ailleurs, tous les membres de la famille

Vuitton, ainsi que les représentants des

investisseurs qui l'ont accompagnée depuis

1982 siégeant dans les Conseils de Sur-

veillance de Louis Vuitton et Louis Vuitton

Malletier, ont également démissionné de

ceux-ci. Solidaires des dirigeants démission-

naires, ils ont estimé ne pas pouvoir conti-

nuer à siéger auprès de personnes qui ont

attaqué ces dirigeants jusqu'au pénal sans

Le Tribunal de Commerce de Paris vient

aucune justification.

Malletier réunis ce jeudi 26 avril 1990.

pour y prendre un pouvoir sans partage.

l'émission irrégulière.

ont eu lieu sans qu'on nous ait consultés. Le résultat est pitoyable surtout sur deux points.

» Tout d'abord, à propos de l'emploi du mot e socialisme » dans la Constitution. Nous avions exigé la refonte de l'article 82 qui consacrait retonte de l'anica s2 qui consacrati l'hégémonie du Parti populaire révo-lutionnaire (PPRM) et qu'on adopte un texte qui permettait de légaliser tout parti luttant pour « une société démocratique et immaine ». Le texte adopté par l'Assemblée ne reconnaît que les partis luttant pour « un socialisme démocratique et humain » et excha en pratique tous ceux qui ne se réclament pas du socialisme, comme notre parti.

 Ensuite, à propos du découpage électoral. Notre mouvement a sur-tout gagné les villes, et la campagne ée à peu près ignorante de ce qui s'est passé, parce que la presse officielle s'est bien gardée de l'en informer. On a donc fait jouer à ces gens le rôle qu'on leur réservait à l'Assemblée : on leur a fait applaudir l'inclusion du mot « sociali et soutenir une carre électorale aber-rante : un député pour dix mille habitants à Oulan-Bator et un pour trois mille à la campagne. Les com-munistes savent bien que, en ville, les mouvements démocratiques peu-

Staline, Pol Pot et Tsedenbal...

» En outre, la loi de financement des partis interdit tout financement en provenance de l'étranger. N'est-ce pas curieux de la part d'un parti, qui pendant soixante ans, a été financé par l'étranger?

» A vrai dire, on ne pouvait guère obtenir de cette Assemblée que ce pour quoi elle a cté faite. On a donc entendu tous les refrains. Par exemple : l'amitié avec les Russes. L'ambassadeur soviétique est l'anadeur soviétique est l'ancien chef du PC d'Irkoutsk, et certainement en aucune façon un diplomate. Il ne cacha pas qu'il entend donner des leçons aux Mon-

Le groupe familial Vuitton,

Henry Racamier,

Jean Ogliastro et André Sacau

communiquent:

Le 26 avril 1990, la Cour d'Appel de Paris a à néant les accusations calomnieuses rela-

gols ; nous avons demandé son ren-voi.

» Il est difficile de faire comprendre à des Européens dans quelle atmosphère de tutelle nous avons pris l'habitude de vivre. Le Komintern a joué trop longtemps un rôle écrasant. C'est lui qui a autrefois transormé le Farti mongol en un parti marxiste-léniniste, et autres a istes » etrangers aux Mongols.

Mais des formules comme « la dictature du prolétariat » passaient pour universelles, au mépris de toute réalité. Et c'est ce mépris qui a produit Enver Hodja, Mao Zedorg, Staline et Ccaucescu, Kim Il-Sung et Pol Pot, et Tsedenbal (1). Beaucoup de nos députés ont vécu toute leur vie avec « le parti » pour horizon. Quand on leur a dit qu'il y avait des gens pour vouloir d'autres partis, ils ont cru au nanfrage.

» Nous voulons un système politique pluraliste. Il faut que les prin-cipes soient nets, sans quoio les ris-ques sont grands, même avec des hommes de quainé: voyez com-ment se conduit M. Gorbatchev en

» Nous n'avons rien contre l'existence d'un parti communiste. S'il y a des gens qui se reconnaissent en hii, il est normal qu'ils s'expriment. Mais il fant que ce soit le discours de ce parti, et non pas automatique ment la ligne gouvernementale.

les activités de la société soviétomongole. Mongolsovisvenet, qui exploite les mines de métaux ; le contrat ne nous paraît pas équitable et il doit être réétudié. Les Russes out certainement aidé la Mongolie, mais les produits que nous obtenons d'eux en échange d'indispensables matières premières sont toujours de

» M. Gorbatchev a révélé il y a eiques mois que la dette mongole s'élevait à plus de 9 milliards de roubles, c'est-à-dise, si l'on conventit en tôgrôks mongols 20 000 tôgrôks par habitant. Le salaire moyen annuel est d'environ 7 000 tôgrôks. Les députés soviétiques ont réclamé

tives à la distribution des produits Louis

Depuis un an, nous avons mené avec

détermination un dur combat pour défendre

notre vision de ce qu'est une marque de luxe

et notre conception de sa vie et de son déve-

loppement dans le long terme. Louis Vuitton

en est une illustration exemplaire. Cette

conception implique le respect de l'autono-

mie et de l'identité des entreprises de

marque, fondement essentiel de la Charte de

création de LVMH en 1987. Dans ce combat,

qui dépassait nos personnes, nous avons

C'est, enfin, une certaine éthique des

Avec tout le personnel de France et de

affaires que nous avons voulu faire respecter.

l'étranger, nous avons bâti, année après

année, le groupe qu'est aujourd'hui Louis

Vuitton avec ses filiales: Louis Vuitton

Malletier, Veuve Clicquot Ponsardin, Given-

chy, The French Company, Loewe Internatio-

nal. A toutes et à tous, nous adressons nos

remerciements les plus émus et les plus cha-

leureux, avec l'expression de notre tristesse

de ne plus pouvoir continuer à ocuvrer quo-

tidiennement avec eux. Ils comprendront -

Mais qu'ils sachent que, par sa forte parti-

cipation dans LVMH, l'actionnariat Vuitton

continuera à défendre avec vigilance l'inté-

grité des entreprises et de leurs marques,

dans le souci de leur prospérité à long

terme, car nous souhaitons la continuation

nous en sommes sûrs - notre démarche.

défendu l'intérêt des entreprises du groupe.

Vuitton en Asie du Sud-Est.

le naiement de cette dette. Personne n'est capable de vérifier l'addition parce que, par exemple, avant les

années 60, il n'y avait pas de

contrôle

» Maigré tout, l'essentiel demeure l'établissement d'une démocratie réelle et la fin de ces comportements stupides qui falsifient les sentiments en même temps que les comptes. Notre parti ? Le PDM est au fond un parti bourgeois. Nos militants eux-mêmes ont été choqués du mot, quand je l'ai d'abord prononcé. Mais c'est bien cela. Nous voulons trois types de propriétés : d'Etat, coopératives et privé. Nous voulous lever les restrictions de quotas qui pèsent sor la propriété privée, et le résultat sera qu'on verra fleurir quantité de petits propriétaires. Naturellement, apparaîtront claire-ment des disparités de richesse, mais les gens apprendront à compter, au lieu de n'être que des clients. On peut en attendre une dynamique nouvelle qui sorte la Mongolie de cette pénible grisaille qu'elle offre trop souvent. »

Ancien numéro un da régime, réfa-gié à Moscoa (NDLR).

Nouveau refroidissement des relations franco-chinoises

Le léger mieux qui se dessinait dans les relations entre la France et la Chine, presque un an après la répression du « printemps de Pékin », s'est évanoui.

de notre correspondant

Pékin n'a pas encore réagi officiellement ao report sine die de la visite de M. Jean de Lipkowski, envoyé spécial de M. Michel Rocard, qui devait avoir an cours du weck-end des entretiens avec la haute direction chinoise sur les perspectives d'amélioration de ces relations. Mais la notification de ce ort, faite mercredi 25 avril a l'ambassadeur de Chine à Paris, M. Zhou Jue, a été accueiltie par l'intéressé comme un nouveau camouflet français.

Le voyage de M. de Lipkowski a été annulé pour le moment en rai-son de l'inculpation du mari chi-nois de la journaliste française Agnès Gandu.

M. Wang Du, âgé de trente-trois ans, peintre indépendant des circuits officiels, avait été placé en garde à vue le 27 septembre 1989 à Canton, sa résidence en Chine méridionale. Il lui est reproché des déclarations publiques jugées « contre-révolutionnaires » proférées au cours du mouvement contestataire du printemps précédent, époque à laquelle des millions de citoyens chinois se sont laissés aller à des propos anti-

Agnès Gaudu, journaliste indé-pendante qui a étudié et travaillé en Chine et qui est auteur d'un livre bien documente sur ce pays, Empire déchiré (Editions Ramsay), avait été autorisée pour la première fois à rencontrer son

mari en prison le 23 avril. C'est à cette occasion que l'ouverture formelle d'une enquête judiciaire pouvant mener M. Wang Du devant les tribunaux, où it ris-que une bonne dizaine d'années de prison, lui a été notifiée. M. de Lipkowski devait intercéder auprès du gouvernement chinois pour que M. Wang Du fasse l'objet d'une mesure de clémence. Le peintre seion son épouse, est en mauvaise santé et ne recoit pas de traitement médical approprié.

Pékin semble par cette mesure se venger de l'arrivée récente en France de M. Chai Ling, une des figures du soulèvement étudiant de l'an dernier les plus recherchées par ses polices. Si la Chine avait commence à prendre son parti de la présence régulière en France des autres dissidents ayant fui la répression des mois chauds de l'été 1989, la reapparition si tardive, hors de ses frontières, de la jeune femme après une « cavale » dans laquelle elle paraît avoir bénéficie de complicités haut placées, est ressentie par la direction chinoise comme une gifle sévère.

Le gouvernement français a, sembles-il, juge que la date choisie par les autorités chinoises pour annoncer à Agnès Gaudu l'inculpa-tion de M. Wang Du, avec qui elle s'était mariée à Canton une semaine avant son arrestation, equivalait à placer la France

AFRIQUE

TCHAD : faute d'accord avec Tripoli sur la bande d'Aouson

N'Djamena va demander l'arbitrage de la Cour internationale de justice

Convaince, après de vaius pala-bres au sein d'une commission mixie, qu'il lui est impossible de s'entendre avec la Libye sur la question de la bande d'Aouzou, le Tchad a décidé de porter, dès le 1= septembre prochain, son différend territorial avec Tripoli devant la Cour internationale de justice de La Haye, comme le prévoit l'ac-cord-cadre de paix signé le 31 août dernier à Alger. C'est ce qu'a annonce, vendredi 27 avril, à Paris, où il a rencontré M. Roland Dumas, son homologue français, M. Acheikh Ibn Oumar, ministre des affaires étrangères de N'Dja-

Les autorités de N'Djamena qui parleat d'expérience, n'en démordent pas : leur voisin du nord, le colonel Kadhafi, est un horrible personnage. Aussi se désolent-elles de constater, par la voix de M. Oumar, un « relâchement de la vigilance de l'opinion publique internationale » à l'encontre du très remuant chef de la Révolution libyenne qui « essate de se refaire libres pour agresser le Tchad ».

Pour les autorités tchadiennes, le colonel Kadhali reste égal à luimême. « Il a changé de style mais pas d'objectifs », assure M. Ibn Oumar qui s'étonne des « brevets de respectabilité décernes par certains dirigeunts », français notamment, à ce « va t en guerre ». Recevant, jeudi 26 avril, la communauté musulmane de N'Djamena à l'occasion de la fin du Ramadan, M. Hissène Habré, le chef de l'Etal, n'y a pas été par quatre chemins et a invité son auditoire à « prêcher partout la guerre sainte contre l'esclavage

La violence de ces propos n'a d'égale que celle des combats qui ont opposé, une fois encore, fin mars, à la frontière soudsnaise les troupes de N'Djamena à des unités rebelles conduites par M. Idriss Deby, ancien conseiller militaire de M. Habré passé à la dissidence il y a un an iors d'un putsch avorté. « Nos forces ont

versé abondamment leur sang », a reconnu le chef de l'Etat mais M. Ibn Oumar n'évalue les pertes du côté gouvernemental qu'à « quelques dizaines de morts et plus de cinquante blessès ».

conquinte biesses de A. en croine le ministre, qui s'est rallié au régime de M. Habré en novembre 1988, « cette légion islamique était formée de Tchadiens. de Soudanais et d'autres Africains, mais elle était équipée et entraînée par les Libyens ». Et d'ajouter : « L'allègement du dispo-sitif militaire français Epervier a encouragé Tripoli à nous agresser »

« Toutes nos structures militaires et nos services de sécurité ont été mis en place pour faire face à la guerre », explique M. Ibn Oumar pour excuser les « débordements » auxquels ceux-ci se sont parfois laissés entraîner et contre lesquels les organisations humanitaires ont récemment protesté. « Nous avons récu une situation d'exception et nous ne disposons d'une Constitu-tion que depuis décembre dernier », souligne le ministre.

Tenté de se pas attacher une « grande importance » aux accura-tions d'Amnesty International et du Comité international de la Croix-Rouge pour éviter d'ouvrir une polémique, M. Oumar les juge cependant « irrecepables ». « Elles èpousent la position libyenne, se plaint-il. On parle torjours des pri-sonniers libyens entre nos mains et jamais des nôtres aux mains de nos

L'un des trois noteurs du putsch manqué d'avril 1989 est, selon la version officielle, « mort de ses blessures » : Hassan Djamons, plessurer » : Hassan Djamons, ancien commandant en chef des forces armées. Le deuxième, Idrias Deby, joue les empécheurs de gan-verner en rond. Le troisième, M. Mahamat Itno, ancien ministre de l'intérieur, serait détenn au secret : « Il n'est pas excht qu'il soit hagé », indique, bon prince, M. Ibn Oumar...

JACQUES DE FARRIN

AFRIQUE DU SUD

Cinq dirigeants de l'ANC sont rentrés après un quart de siècle d'exil

Cinq dirigeants du Congrès National Africain (ANC), ont foule pour la première fois, vendredi 27 avril, le sol sud-africain après plus d'un quart de siècle en exil . Outre M. Joe Slovo, soixante-trois ans, secrétaire général du parti communiste sud-africain, le groupe comprenait le secrétaire général de l'ANC, M. Alfred Nzo, soixantequatre ans, le commandant de sa branche armée, M. Joe Modise, soixante ans, le chef du département international, M. Thabo Mbeki, quarante-sept ans, et le chef du département religion, M= Ruth Mompati, soixame-cinq

Tous avaient fui le pays entre 1962 et 1964. Ils appartiennent à l'organe supreme de l'ANC, le Conseil National Exécutif (NEC), basé à Lusaka et doivent participer du 2 au 4 mai à la première réunion officielle entre le mouve nationaliste et le régime de Préto-ria. Trois autres membres du NEC sont arrivés en leur compagnie de Lusaka, où l'ANC avait établi son quartier général après son interdic-tion en 1960. Environ le tiers de 'ancienne direction en exil de PANC se trouve deja sur le sol sud-africain dont certains comme M. Slove sont toujours considérés par la communauté blanche comme des ennemis publics

Au coars d'une brève conférence de presse après leur arrivée au Cap, M. Nzo a déclaré : « Notre principale lâche ici sera d'explorer avec la délégation du régime de l'apartheid les possibilités de faire disparaitre certains obstacles afin de permettre au processus de nego-ciations de se dérouler » .

Expliquant qu'il vontait « ressu rer » la communante blanche. M. Nzo a affirmé qu'elle n'avait « rien à craindre » d'une « démo-cratie non-raciale », aboutissement inévitable, a-t-il dit, du processus de négociations. M. Slovo a ren-chéri un peu plus tard en indiquant : « nous sommes venus dans un esprit de conciliation ». repondu avec humour : « comme j'étais en train de le dire lorsque j'ai été grossièrement interrompu il y a 27 ans. nous sommes sur la

Par ailleurs, M. Oliver Tambo, président de l'ANC, a quitté, jeudi, la Suède où il était hospitalisé depuis le début du mois de janvier, pour Londres d'où it doit, en prin-FRANCIS DERON | cipe, repartir pour l'Afrique du Sud. M. Tambo avait été victime, en août dernier, d'une congestion

D'autre part à Johannesburg, un ancien membre des services de · sécurité spéciaux de la municipalité, M. Hannes Gouws, qui avait révélé les activités illégales de cet organisme à l'encontre des militants anti-apartheid a annoncé, vendredi, qu'il connaissait l'assassin du professeur David Webster. abattu le 1ª mai 1988 à Johannes. burg. Il a révélé à la commission chargée de mener l'enquête sur cette organisation que l'assassin s'appellair Paul de Swart.

Avec le témoignage de M. Gouws devant le juge Victor Hiemstra, un lieu est établi pour la première fois entre les services spéciaux de la ville - dont les autorités ont reconnu l'existence - et les escadrons de la mort, sur lesqueis enquête un autre juge, M. Louis Harms. - (AFP, Reuter.)

PUBLICATION JUDICIAIRE Conduits Matière

OUVRAGES D'ART PRÉFABRIQUÉS EN BÉTON ARMÉ ent du 17 autil 1980, le Tribunal de Com-Par Jagament do 17 aus marce GAURILLAC à :

DE AL JOSÉ GOS CROZET POURTY, VIBRA BLOCS al PIETRES. ont commis des agletements constitutis de faits de concurrence déloyair et de publiché meniquence, condemné in soldem les treis

ntiours à réposer l'entier préjudice subi per le STE MATTERE; Anant dire droit au fond désigné lés ROUSSELHE.
Michal - 120, rue A. Fallières - 63000 CLEFAICHT
FERRAND en qualité d'Expert avec mission de dos-ner son avis sur le montent du préjedes sobi par le STE MANTENE.

Ordonné la consider des laits de concuerner déloyale et de publicité mersongère des STES CROI-ZET POURTY, VIBRA BLOCS, de Mr PIBRAS., de

leur Bureau d'Etades et de leurs éventuels licuación or sous-licencies, sous astrainty diffinitive de 20.000 Fra par jour à compter du présent jugament ; - Condamné in solidum les dere porter à la STE MATTERE la comme de 25.000 Frant thre de l'article 700 de NCPC, altri qu'il tres fit

Ordonné la publication de de jugations aux frais de CROZET-POURTY, VIBRA BLOCS & PERREL clock do in STE MATIERE :

Rocard en

OFF 15 2 14 PM

O Walter Special of this a strain. The same of the same

min and a second

Marie Sala - Marie ngengan in Stein e pang 🛬 A No. of Persons in particular Mild an inter er eine gen geben. die bie eine eine werten

arta at 17 🐠 And the Contract of Spice of Spice STATE OF THE PERSON

18 mg.

 $f(x_0) = x^{\alpha_0} \cdot x$

gard of

372 (41)

. .

91:10

ILS POLITIQUES

agen at the first of

11 140 Table in the land of the Court a di disa 🖷 · · · · · 23 emgle All and the second second All Comments of the Malarie e e e 🚬 🐠

Caralle of the season with The stage of the s Martin to the state of the party. Separation of the season see Marie Norman ange 🐠 5mg :: 14 89 🐲 The transfer of the state of th The state of the s

A market market in a finde stated 166 Tal to the on the winder the tor war get in sign # 732 2 CP84 deservation of the popular fernance and anotheris and Talen and togrammer

le to sa marten gum ben The second section Total and a de foutes (9 40 113 5 1154), Qual Truck a respective 74 mote 🐞

Mary to the second the state or continue day The First St. 3 Controlled Am Ans and the the transfer of the Ber dar-heat (9)

the second surface second A LITTLE OF MANAGE Alexander Committee The Party of the Assessment of Tang allet. term at at on death

the last of the simble a trimpig. Manager and a second suites asin mind in The second of the second of the second

Tellog to the state of the the first of a factor of But his a to be desired in the de blev to be mines & M.

d'ailleurs de rendre une décision qui réduit du succès de ce groupe.

TOTAL BANG Services are: Tripoli ser la bande d'Anna

N'Djamena va demander l'arbitrage

de la Cour internationale de justice

Companient speed in the second second

AND THE CAME AND THE PARTY OF T

page of principles and a second secon

the chelescongrams from the last the control of the

manufacture of legislature of the control of the co

Contact the second of the seco

The consequence of the transfer of the consequence of the consequence

Cinq dirigeants de l'ANC sont rentre

The designment of the second o

Control of the second s

The state of the s

The Billiam while the same and the same and the same

The state of the s

Bereit & Summer of the Contract of the State of the Contract o

The season was not a season of the season of

après un quart de siècle d'exil

where the filter at 4 to great the gard of the control of the cont

a firming has structure mine

capitales de sociales de la contra de la securita de la securita de la contra del la contra de la contra de la contra de la contra de la contra del la contra del

the contractions homeographics of the contractions homeographics from the contractions homeographics of the contractions are some particular to the contractions of the contractions are some particular to the contractions are some particular to the contractions are contracted to the contraction are contracted to the contracted to the contraction are contracted to the contraction are contracted to the contracted to t

and the Company of the Company

ta kaontensias surius

er en concelle, e men de

The same of the sa

au ... wermiter der umitte.

. W therein booms and

THE REAL PROPERTY.

二十二 四 四日

The second secon

N DE

PUBLICATION SUCCE

Condults

Matière

CANAL OF THE PROPERTY OF

- ---

and the second

11. Martin . 6 8

· Lat departure de la 19. saul a une

antique à supremate & ce d'anne

fine par ber trater de total te

entered hadball the us hatter

geffentige Aum it dendentellen de romaite par la une de

Mr. Chaires we a refer by the comment

engelighte in the state of the state of

with secondary that the last strategies

Ballio States and the second of the second of

Fine the section of a figure and proindicated to a life in the case of the

nemenbenbert muss leiter bei be-

Big umffente fie ein granen eine

Marie Com grater de latina en la latina de latina de la latina de la latina de la latina de latina de latina

Mil pe i jese mu nivet

The State of the second to the

articles in 4-2-246 Co.

white afficients make a way

and the state of t

Secretary property and the second sec

Maria point

matter at light we are in the territoria.

M. Rocard engage la responsabilité de son gouvernement sur le projet Renault

Le premier ministre, M. Michel Rocard, a, samedi 28 avril, engagé la responsabilité du gouvernement (article 49-3 de la Constitution) sur le projet de loi réformant le statut de la régie Renault. Le couperet de l'article 49-3 a mis un terme à la guérilla parlementaire engagée par le groupe communiste de l'Assemblée nationale à coup de milliers d'amendements. Le groupe communiste ne pouvant déposer de motion de censure, le texte sera donc considéré comme adopté en première lecture, sans

Lingie, kiharge, litanie... Le célè-bre aphorisme d'Edgar Faure à pro-pos des débats budgétaires pouvait ètre applique à la discussion du projet de réforme du statut de Remaik (le Monde du 28 avril). Le groupe con-muniste a ce effet poursuivi, ven-desti à l'Assemblée nationale, son dredi, à l'Assemblée nationale, son combat d'arrière garde avec l'ardeur d'une troupe de stakhanovistes aux belles heures du socialisme triom-

de jeudi, que les députés commu-nistes avaient épuisé tous les trésors du réglement et ne pourzaient donc se livrer, vendredi, qu'à des redites.
C'étais compter sans l'imagination
débordante de M= Muguette Jacquaint (PCF, Seine-Saint-Denis) et de
ses arnis. C'est ainsi qu'en séance de
mit M= Jacquaint a exhanté une disposition qui est ses heures de gloire durant la première guerre mondiale : la rémaion de l'Assemblée nationale en comité secret... Mais l'article 33 de la Constitution relatif au comité secret précisant que seul le premier ministre ou un dixième des membres de l'Assemblée pouvaient le demander, cer appel paroresque resta leure morte. M= Jacquaint ne s'est pas arrètée en si bun chemin et a défendu durant plus de deux heures une

motion de renvoi en commission.
Ceue motion de procédure devait
subir le même sort que les deux
autres : tous les groupes, à l'exception
des communistes, l'out repousée.
M. Georges Hage (PCF, Nord) a,
pour sa part, soggéré une explication
historique à l'action engagée par un
gouvernement socialiste pour modifier le statut de la régle Renaux :
« Ainsi as vérifie ce que le motivement « Ains se vérifie ce que le mouvement ouvrier savait déjà, que la social-démo-cratie fournit à chaque fois qu'il est nécessaire au capitalisme les moyens de maintenir et de réaliser ses pro-

M. Madelin SE MOQUE

Le ministre de l'industrie, M. Roger Fauroux, interrogé à de multiples reprises à propos du vrai-feux accord Volvo-Misubishi, a dit et feux accord Volvo-Mitsubishi, a dit et redit qu'il s'agissait d'un « comp »; « Cer accord n'existe pex. C'est clair! Mitsubishi l'a annoncé. Volvo l'a confirmé. Ce démenti deviait suffire. » En revanche, le ministre a reconni qu'il n'était pas impossible que des discussions soient en cours, comme il est fréquent, entre constructeurs automobiles. Il a rappelé que, si la firme autéloise et la firme japonaise aboutissaient à un accord, ethni-ci serait soumis à l'aerément de Renault, qui, a mis à l'agrément de Renault, qui, a rappelé le ministre, dispose d'un droit

l'ancien ministre de l'industrie, M. Alain Madelin – malheureux il y a trois ans dans sa tentative de réformer le stant de la Régie - de railler l'attitude des socialistes, qui, hier, dénonçaient une réforme « inutile, inopportune et néfaste », pour la met-tre en oeuvre aujourd'uni. « Le bon sens a fini par triompher, je m'en réjouis », s'est félicité le député UDF d'Ille-et-Vlaine. Pour autant il n'a pas délivré à ce projet un bon de sor-tie, en estimant que la modification de statut était « bancale » et qu'elle souffrait du « ni-ni » présidentiel (ni nationalisation ni privatisation).

Quant à M. Franck Borotra (RPR. Yvelines). Il n'aurait pas manqué

Rapporteur du précédent projet en décembre 1987, le député RPR a regretté que vingt-huit mois aient été perdus et que le gouvernement ne soit per allé jusqu'au bout d'un processus de privatisation. Il a annoucé que son groupe déposerait une propusation de loi pour autoriser une plus large ouverture du capital de Resault à des actionnaires extérieurs et pour organi-ser la participation des salarités à la manife de l'autorise. Blem ou l'air propriété de l'entreprise. Bien qu'il ait jugé cette réforme « insuffisante », M. Borotra a annoncé dans l'aprèsmidi qu'à ritre personnel lui et quel-ques-uns de ses amis souhaitaient voter ce texte alors que le groupe RPR s'était prononcé pour l'absten-tion, comme l'UDF et l'UDC. M. Georges Chavanes (UDC, Charente) a estime pour sa part que la

complementante des deux groupes permettra de rationaliser la produc-tion en spécialisant les usines, de basser les prix, de lancer des produits ns, de reconquérir des parts

Pour le groupe socialiste M. Guy Malandain (PS, Yvelines) n'a pas caché que ce texte tradussait bien un changement d'attitude politique : a Nous ouvrons le capital à des cap-taux étrangers et non communautaires : c'est une petite révolution culturelle (...) C'est en fonction de concepts d'économie mixte et en jonction de l'avenir international de Renault qu'il jaut apprécier cet

S'agissant de la marge de manure-vre financière de Reuault, le ministre de l'industrie a précisé : « Si Renault décide d'émettre des certificats d'unes-

assement à concurrence de 25 % du capital, la part de l'Etat descendra à 56 % du capual, sa part dans les droits de vote restant - sauf décision contraire du Parlement - à 75 %. S'il est ècrit que ces 75 % pourront être c'est que nous avons tenu à ne pas verrouiller les choses, à ménager l'avenir : des compagnies financières pourroient venir en renforcement de l'Etat. Il ne s'agu que d'une éventualité que, pour l'instant, je n'ennsage pas. Mas, d'une jaçon générale, cette alliance entre des compagnies d'assurances ou des banques et des entreprises undustriciles, pour éviter une asphysie finan-

cière, ne me parall pas une mannaise

La commission des lois adopte la proposition communiste sur la répression du racisme

La commission des lois de l'Assemblée nationale a adopté, vendredi 27 avril, la proposition de loi du racisme, déposée par M. Jean-Claude Gayssot, député commu-niste de Seine-Saint-Denis, qui préconise plusieurs modifications du code pénal et de la loi de 1881 sur la presse. Le texte prévoit notamment l'institution de peines complémentaires d'interdiction des droits civiques, en cas de provocation à la discrimination, à la haine ou à la violence raciales et permet des poursuites judiciaires en cas de « négation des crimes contre l'hu-

La discussion de ce texte par l'Assemblée nationale doit avoir lieu le mercredi 2 mai. Selon le Front national, cette proposition de loi « reprend des dispositions de la législation stalinienne. » M. Jean-Marie Le Pen a accusé le

ANDRE LAURENS

gouvernement de vouloir « créer lise ce type de campagne pour éviter un délit d'opinion » . lise ce type de campagne pour éviter d'aborder le sujet lui-même sur **Polémique** an PS

D'autre part, la campagne natio-nale d'affichage commercial que le PS a décidé de lancer contre le

racisme à partir de ce weck-end sur le thème « Le racisme sera-t-il le Mur des Français? » suscite déjà une polémique à l'intérieur même du Parti socialiste. M. Jean-Marie Bockel, député du Haut-Rhin, a en effet estimé, vendredi 27 avril, an terme d'un

entretien avec le premier ministre, que cette campagne « est à côté de la plaque » : « On peut faire une campagne antiraciste, a déclaré le maire de Mulhouse, membre du courant Socialisme et République, quand par ailleurs on engage égale-ment le débat sur l'immigration. Si on ose le faire, on peut effective-ment être crédible. Mais si on réalequel on se sait un peu divisé, ce n'est pas une bonne opération. La forme même de cette campagne est incompréhensible. Si on s'adresse à des gens convaincus que le racisme, c'est la pire des choses, ce n'est pas la peine de faire une campagne. Par contre, si on s'adresse à des gens qu'on a besoin de convaincre, il faut alors avoir une pédagogie de l'action sur les points qui les touchent dans leur vie quotidienne. »

Le responsable de cette campagne, M. Bernard Roman, a vivement réagi à ces propos en disant : « Sur ce terrain plus que sur tout autre, les socialistes ne doivent jamais s'excuser d'être socialistes. Prenons garde à ne pas tomber dans le piège de situer l'antiracisme et l'intégration sur le même plan. L'une est une valeur universelle, l'autre une politique indispensa-

Les sénateurs ont ajonté au texte

plusieurs dispositions : la possibilité

de la création directe, par voie testa-

mentaire, d'une fondation d'utilité

publique et l'institution d'un

sénateurs ont excha les personnes

physiques de la liste des habilités à

créer une fondation d'entreprise, et

ils ont augmenté le texte d'une dis-

fondateurs d'opter éventuellement

pour un dispositif pourvu d'un but incratif. Cette dernière modification.

combattue par les sénateurs commu-

abstention sur le vote du texte.

concernant l'Ile-de-France.

De même, la majorité sénatoriale

a rejeté les deux dispositions rela-

tives aux pouvoirs des préfets - en

matière d'attribution des logements

sociaux et de limitation du droit de

préemption urbain - adoptées par

les députés en seconde lecture. Les

dispositions relatives aux gens du

voyage introduites à l'Assemblée

nationale ont été, elles aussi, suppri-

mées. Les sénateurs communistes

Le PCF

ce débat. Vous avez dit

e démocratie », comme l'indi-

de notre correspondant

L'Ilumanité du vendredi 27 avril a publie une interview de M. Yves Guena, RPR, ancien ministre, sur l'indépendance natio-nale menache selon fui, comme aux yeux des dirigeants du PCF, par le

Conseil national des fondations. Les En Dordogne, on est habitué aux alliances tactiques passees entre le maire de Perigueux, senateur RPR, et les maires communistes de la banlieue, alhances qui agacent les socialistes, majoritaires dans le departement. Muis la place accorposition donnant la possibilité aux der par l'Humanité à M. Guéna n'est pas passée inaperçue. Le 8 mars dernier, cent cinquante-sept personnalités de la Dordogne. loutes opinions confonducs. nistes et socialistes, a entraîné leur avaient signe un texte rédigé à l'initiative d'un groupe d'anciens résistants qui en appelaient à l'opinion publique face au « danger d'hègemonie économique. Jinana negemonie economique. Jinan-cière et politique » que pourrait exercer l'Allemagne reunifiée. Ouclques jours plus tard, à l'initia-tive cette fois du conseiller général de droite de Mussidan, M. Gerard-Jean Chevallier, l'assemblée dépar-tementale approuvait ce texte à l'unanimité, y compris M. Michel Suchot, député socialiste proche de

> Dans son entretien à l'Humanité. M. Guéna déclare notamment que la reunification de l'Allemagne est chose fuite et que la plus grande puissance économique de l'Europe, Russie soviétique mise à part, ne peut pas ne pas avoir d'ambitions politiques ». Le maire de Perigueux reconnaît que « beuncoup de chases le séparent des communistes » mais puisque nous sommes des hommes et que nous sommes des Français, il arrive forcement qu'en certaines circonstances nos chemin se troisent ».

Mouvement préfectoral

Le conseil des ministres a décidé le mouvement préfectoral suivant : M. Philippe Callède, préfet bors cadre, a été nommé préfet des Ardennes, et M. Hubert Perrot préfet hors cadre, a été nommé délégué pour l'action extérienre des collectivités locales

LIVRES POLITIQUES

E^T si l'on prenaît au mot le président de la Républi-que ? Non pour le confondre, en soulignant ses éventuelles contradictions, ses approximations, ses atermolements supposés, ses possibles fluctuations : pour facile qu'il soit, s'agissant d'hommes engagés dans l'action - l'action politique, de surcroft, - l'exercice ne serait pas vain mais, précisément, il procède déjà du jeu politique. Il ne s'agit pas devantage de prendre M. Mitterrand au mot. lui qui les chérit tant, pour traquer la faute. Non, il s'agit de voir comment il les utilise et de chercher ce que peut nous révéler le marilement de son vocabu-

Dominique Labbé prolonge ainsi une manière d'aborder la politique qu'il avait expérimentés avec le Parti communiste et sur François Mitterrand lorsqu'il n'était que le leader de l'opposition. Cette nouvelle étude porte sur le vocabulaire du président au cours de son premier septemnat.

Afin de ne recenser que les mots d'auteur - et non ceux des collaborateurs, - Dominique Labbé n'a retenu, parmi quetre cents interventions de toutes sortes, de 1981 à 1988, que soixante-huit entretiens radiotélévisés, soit 305 124 mots ; la Lettre à tous les Français fait l'objet d'un traitement séparé.

Même sous le contrôle d'un unificateur aussi précautionneux que François Mitterrand, les mots en disent plus long qu'il ne pareît. En l'occurrence, ils révèlent d'abord que le président de la République se sert d'un vocabulaire banal mais de manière très personnelle. Dominique Labbé constate un déficit des verbes de l'action (faire, aller, voir, venir, prendre) et un double excédent en faveur des verbes de la pensée (croire, penser, conneitre, comprendre, trouver) et des verbes exprimant la volonté. -

Croire, penser, dire, sont e les trois verbes qui viennent le plus naturellement à la bouche de François Mitterrand quand il-utilise la première personne ». Le

moins que François Mitterrand est de très loin le premier acteur

temps que marque l'emploi de nombreux vocables comme les digressions historiques ».

Il soutigne aussi la plasticité du discours présidentiel, qui sait éponser son temps en fonction des changements de l'actualité.

vocabulaire est renouvelé en quelques mois avec des délais et

Ce discours reste complexe, au risque de nuire à sa réceptitivité. car celui qui le tient, conclut Dominique Labbé, poursuit constamment des objectifs nombreux et contradictoires : « Le président, écrit-il, veut se mettre en valeur mais point trop en avant ; il souhaite démolir ses adversaires mais sans qu'on le voie fraccer : il cherche à utiliser les événements à son profit mais veut paraître ne jamais dévier de sa route ; il revendique la première place et décide de l'essentiel mais se garde de l'impopularité. » Autant d'exigences qui ne sont pas vraiment nouvelles à ce niveau de responsabilité, saut que François Mitterrand semble y mettre encore plus de passion mattrisée. Bref, l'étude des mots dont il se sert pour « dire » et exister confirme la force de son tempérament politique.

On retrouve Dominique Labbé et d'autres spécialistes dans le numéro 22 de la revue Mots -Les langages du politique, aux Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, qui est consacré au « nouveau vocabulaire des socialistes français ». Ouverture, rassemblement, autonomie (après autogestion), modernisation, sont les plus récentes références du parler vrai socialiste. L'étude de e dix ans d'affiches du PS » montre que, si ce parti s'est affranchi du modèle propagandiste pour adopter le modèle marketing, il continue de jouer sur ces deux registres. De même, le logo de la meuse rose au poing est utilisé désormais selon des exigences plus esthétiques que politiques mais conserve ce que nos experts appellent « un usage iconique ». La lithurgie a autant besoin d'images que de mots.

► Le vocabulaire de François Mitterrand, par Dominique Labbé, Presses de la Fondation nationale des sciences politi-ques. 326 pages. 112 F; Mots. Les langages du politi-que, chez le même éditeur (27, rue Saint-Guillaume, 75341 Paris Cadex 07, 75 F)

Le projet de loi sur les fondations d'entreprise

Création au Sénat d'un Conseil national des fondations

Les sénateurs ont adopté, après faire appel à la générosité publique, l'avoir modifié, le projet de loi relatif aux fondations et modifiant la loi du 23 juillet 1987 sur le développe ment du mécénat, présenté au nom du gouvernement par M. Jack Lang, istre de la culture, de la comm nication, des grands travanz et du bicentenaire. L'objectif du texte est la définition d'une nouvelle percome morale : la fondation d'entre-

Ce statut s'inspire de celui des

fondations d'utilité publique qui existent déjà. La procédure d'autorisation préalable est cependant plus souple et déconcentrée, la dotation initiale modeste et le contrôle de l'Etat allégé. En contrepartie, les fondations d'entreptise, créées pour une durée déterminée, ne peuvent

Le droit au logement des personnes défavorisées

Les sénateurs réaffirment leur hostilité à l'extension des pouvoirs des préfets ainsi que les dispositions spécifiques

Les sénateurs ont adopté, jeudi 26 avril, le projet de loi relațif au droit au logement présenté par M. Louis Bessou, ministre délégué chargé du logement. La majorité énatoriale a profondément modifié la version du texte issu de la seconde lecture de l'Assemblée

Soucienx de préserver les préroga-tives des collectivités locales, les sénateurs ont supprimé, comme en première lecture, l'arbitrage du gouvernement en cas de désaccord sur l'élaboration du plan départemental d'action que comporte le projet,

D M. Solsson et la saisine du Conseil constitutionnel. - M. Jean-Pierre Soisson a estimé, vendredi 27 avril, lors d'une visite à Dijon (Côte-d'Or), que le vote à l'Assem-blée nationale du texte sur la réforme de la saisine du Conseil constitutionnel était « l'amorce et l'espoir de ce qui pourrait devenir une autre majorité derrière le prési-dent de la République ». M. Soisson, qui a cité le cas de M. Raymond Barre, a souligné que lors du vote du projet gouvernemental, « des députés non inscrits, des membres de l'UDF et des membres ont voté contre le texte ainsi modifié, le groupe socialiste s'est abstenu. de l'UDC avaient voté en faveur de

D NOUVELLE-CALÉDONIE : MML Jorédié et Lafleur à Matignon. - Le premier ministre va recevoir à l'hôtel Matignon le président du FLNKS de la province nord de Nouvelle-Calédonic et le président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République. M. Michel Rocard doit s'entretenir avec M. Léopold Jorédié le lundi 30 avril à 12 heures, et avec M. Jacques Lafleur le vendredi

Pris au mot des tâtonnements perceptibles.

verbe dire tient, note l'auteur, une place primordiale dans le discours du général de Gaulle et de Valery Giscard d'Estaing, et il y voit eun trait marquant de le V- ». La fréquence des trois verbes signalés, ajoute-t-il, e indique combien François Mitterrand considère que la fonction présidentielle est d'abord l'énonciation ». L'actuel président de la Réoublique marque sa différence par l'emploi du « je » plus fréquent chez lui - et chez Jacques Chirac - qu'il ne l'était chez le général de Gaulle. Il est vrai que la personnalisation du pouvoir et du discours caractérise la vie politique, mais « il n'en reste pas

de son discours ». Autre différence : il utilise moins les verbes de la connais sance (savoir, connaître) que na le faisait Valéry Giscard d'Estaing, dont l'image projetée est celle de quelqu'un « qui sait ». tendis que son successeur privilégie plutôt l'expression de la volonté dans sa relation avec le monde extérieur (notamment avec l'usage de : « il faut »).

Ainsi se dessine le portrait d'un dirigeant qui voit. écoure. observe, expose sa pensée et énonce à la première personne ; il met en avant la fonction présidentielle pour agir. Plus que ses prédécesseurs, il est, en conscience, « le seul juge de ses actes », hors élections, évidem-

Dominique Labbé observe e une véritable obsession du durée, année, période, rythme. einsi qu'un goût pour les dates et

et maire PCF de la ville est l'un des fondateurs. Partisan de « vrais débets », c'est-à-dire e entre les mystés et le saile ». précise M. Brard, le maire avait conviá le directeur de l'école du cinéma de RDA, M. Lothar Bisky, député du PDS, l'ancien parti communiste est-alle-mand. M. Bisky svait donné son accord en février mais quelques jours avant le débat, variées données aux trois cent cinquante personnes qui s'étaient déplacées, jeuds à la mairie de Montreuil : une importante session de la Chambre du peuple ne pouvair se passer de sa présence, son

séjour à Paris était trop court

Le Parti communiste

et la « démocratie » à Montreuil

« De la chute du mur à la réufication allemands, > Tel écan

organisée, jeudi 26 avril à la matrie de Montreuil (Seine

Saint-Denis), par le Forum

montreuillois, « lieu de débas

ouvert » réunissant commu-

nistes et non-communistes

depuis le mois de janvier, donz

M. Jean-Pierre Brard, député

ou son médecin lui déconseil-leit ce déplacement. Le mois darnier, le même Forum avait organisé un autre débat sur le thème de « le Tchécoslovaquie en mouvement », avec des représentents du Forum civique, des communistes exclus du PCT après 1968 et le premier secrétaire du comité centrel de ce parti, M. Vasil Mohorita. La présence à Montreuil de M. Mohorita n'étant pas du goût de la direction du PCF. la section de politique extérieu, dirigée par M. Maxime Gremetz, lui avait demandé, en vain, de ne pas participer pas à

que le titre du dernier livre de M. Marchais ? O. B.

et M. Guéna (RPR) se font des politesses

PERIGUEUX

projet de réunification allemande,

Le gouvernement prévoit « un effort sans précédent » en matière d'enseignement supérieur

Le schéma national d'aménagement des enseignements supérieurs pour les dix prochaines années, baptise « Universités 2000 », est sur les rails. Il sera présenté par M. Lionel Jospin au conseil des ministres du 16 mai. Le ministre de l'éducation nationale et le premier ministre annonceront le mon-tant de l'enveloppe financière que l'Etat entend y consacrer, ainsi que le mode de financement adopté. « Ce sera un effort saus précèdent », a averti M. Claude Allègre, conseiller spécial auprès de M. Jos-pin, en détaillant, vendredi 27 avril, le calendrier de la concertation qui devrait conduire à « boucler vers le mois de novembre le premier plan national pluriannuel jamais conçu à cette échelle ».

Il s'agit de répondre à un « double defi », selon M. Allègre : faire face à la forte croissance prévisible du nombre d'étudiants (350 000 de plus en 1994 par rapport à 1990, soit 32.2 % d'auementation) toot en conservant à l'Université la

Le plan d'aménagement que se propose de mettre en place le gouvernement ne concernera donc pas que l'accueil des 80 % de bache-liers annoncés par toutes les statistiques : « Les constructions universitaires ne seront que la consèquence d'une politique cohérente », affirme le conseiller du ministre. Celle-ci englobera aussi bien l'architecture des campus que celle des formations et des diplômes, la répartition des antennes universitaires dans les régions, la création de « pôles européens » compétitifs, etc. Bref, le qualizatif autant que le quantitatif.

> Assises nationales

Le plan sera préparé à travers une très large concertation menée aux niveaux régional et national, à l'intérieur du système éducatif, mais aussi avec les partenaires éco-

qualité qui lui permettra d'être nomiques et politiques. Déjà entre-compétitive à l'horizon de 1993. prise par des groupes de travail au prise par des groupes de travail au sein des établissements d'enseignement supérieur et à l'échelon académique, la réflexion doit s'élargir dans le cadre d'assises régionales qui auront lieu d'ici au mois de juin. « On y discutera de tout, queun sujet ne sera tabou », a expliqué M. Allègre, invitant les universités à saisir cette occasion pour s'ouvrir à un véritable partenariat avec les collectivités locales et les agents économiques.

Des assises nationales auront lieu ensuite du 26 au 29 juin à la Sorbonne à Paris. Elles réuniront tous les acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche dépendant de l'éducation nationale, ainsi que les responsables de collectivi-tés territoriales, de formations politiques, de centrales syndicales et d'universités étrangères. Plusieurs ministres (intérieur, culture, recherche, équipement, etc.) seront invités à participer à cette grandmesse dont les conclusions

devraient aboutir, à la fin de l'année, à la définition d'un plan de dix ans. Les propositions seront 1990-1995, elles prendront la forme de projections su-delà.

Parallèlement au lancement de ce plan à moven terme. le ministère doit veiller à la bonne exécution de plan d'argence décidé en début d'année pour désamorcer les risques d'explosion des effectifs à la prochaine rentrée. M. Allègre est serein. Les 500 millions de france. allonés à la création de postes, d'équipements et de locaux supplé mentaires seront pleinement utilisés. Schon lui, aucun retard n'est constaté dans les chantiers. 91 500 m² de constructions nouvelles devraient être achevés à l'automne prochain. Avec les bâtiments que l'Etat achète ou lone ici et là, ce sont 200 000 m² supplémentaires qui seront disponibles.

J.-J. BOZONNET

MEDECINE

Un gène-clé pour le diabète

Suite de la première page

Ce que viengent de réaliser les chercheurs de l'INSERM, parmi lesquels Iman Khalil et Virginia Lepage, c'est d'identifier très précisement la séquence du gène qui favorise le développement du diabète insulino-dépendant et, en outre, de montrer que cette sequence appartient au gène d'his-tocompatibilité HLA-DQA. Avant eux, des chercheurs américains, McDevitt et Todd, avaient en 1988 montré que la présence d'un acide DO pouvait proléger contre l'appa-rition du diabète insulino-dépendant (1). Cette fois, en étudiant

MOTS CROISÉS

maner quand its som

chauds. N'est parfois

que poussière. Pre-

miers habitants d'un

quand elle est noire. XV

X. On y trouve du grenat. Endroit agréable. — XI. Un oxyde. Qui n'a pas été baptisé. — XII. Est perfois frappé d'interdir. Qui évoque la

bonne chair fraîche. Début de série.

XIII. Sort du Jura. Quelqu'un

qu'on ne veut pas nommer. --XIV. Une région où l'essence est

rary. Quand on fattrape, on a le

cafard. - XV. N'est pes un fivre serieux. D'un auxiliaire. Peut être

VERTICALEMENT

1. Qui peuvent éclater si on les

touche. - 2. Un vrai rapace. Qui peut imiter. - 3. Bien aimable. Qui

avast dong été prévenu à tort. -

4. N'est pas une cérémonie bien catholique quand elle est noire.

Rendons plus facile à lire. - 5. N'est

donc pas comme de l'argent. Pas

charge. Son ramage se rapporte à

nières élégies. -

24

témoins non diabétiques, les chercheurs de l'INSERM, grâce à la technique de PCR (amplification de l'ADN), out réussi à repérer la séquence du gène responsable de la susceptibilité au diabète : il s'agit de la séquence qui code pour un autre acide aminé, arginine, lorsqu'il est placé dans une position particulière sur la chaîne DQ.

Pour bien comprendre la signification de ces résultats, il faut imaginer les molécules d'HLA comme deux mains ouvertes tenant entre elles un antigène étra de déclencher une réaction autoimmunitaire débouchant sur un diabète. En temps normal, ces molécules HLA sont ainsi faites

que-là. Symbole. ~ 11. Fit un assor

riment de couleurs. A un bon bec. Peut faire des poursuites. — 12. Aussi familier. Tout simple-ment. — 13. Mit son nez. Mauvais

pl. August on n'a pas touché. -14. Pas annoncé. S'accompagnait

sur la lyre. Pour ceux qui ont peur des propres. - 15. Peut user des

Solution du problème nº 5248

1. Estivante. - II. Verrerie. -Amiante. - IV. Neent. Bau. -

V. En. Riens. - VI. Santé. Si. -

VII. Ciso. Ma. - VIII. Ericacáes. -

IX. Néva. Ours. - X. Erik. Ai. -

GLIY BROUTY

Horzontzleme

dents. Où l'on a mis la gomme.

PROBLÈME Nº 5248

HORIZONTAL FIMENT

I. Paut être un spécialiste de la trompette. - II. Quand elle est bonne, on ne voix rien de nor. Pris par celui qui répond à l'appet. - III. Soignée comme

une bouche. N'est pas une fine mouche. - IV. Peuvent être difficiles à

Très utile pour celui qui veut monter. A VIII son bout, il peut y IX avoir le service. — X VIII son de arrêter donc pas de arrêter d'une son. — IX. Mot plus distingué quand on veut parier d'une veile. N'est pas belle XIV quand elle est noite. Tristes sont ses der-

que l'antigène en question (à l'heure actuelle, on n'en connaît pas la nature, mais certains chercheurs se demandent s'il ne pourrait pas s'agir d'un virus) est détruit par un anticorps. En revanche, lorsque manque sur cette molécule présente à la surface de très nombreuses cellules parmi lequelles les macrophages et certains lymphocytes, un acide aminé particulier, l'arginine, c'est alors que risque de survenir un diabète, l'antigène n'étant plus détruit et pouvant donc agir à sa guise.

Des traitements plus précoces

Cette découverte devrait avoir à court terme d'importantes conséquences en termes de médecine prédictive et préventive. On sait les personnes à risque de diabète. Or plus tôt on commence un traite-ment par des médicaments tels que la ciclosporine, plus on augmente les chances de préserver quelques llots de Langerhans du pancréas, avant qu'ils ne soient détruits. Le avail qu'ils de soient detraits. Le problème est que jusqu'à présent les différents essais, menès en par-ticulier par le professeur Jean-François Bach (hòpital Necker, Paris), out moutre qu'il n'est pas possible de prendre un tel traite-ment à vie en raison du risque d'effets secondaires. Néanmoins d'autres protocoles sont actuellement à l'étude, faisant espèrer qu'un jour on disposera de traito-ments permettant sinon de prévo-nir l'apparition d'un diabete, du miers habitants d'un
Etat. - V. Que fon a gr
donc fait sauter. A gr
deux branches. - gr
VI. Note. Le premier gr
est le second. - v
VII. On y produit beaucoup de lentilles.
Très utile pour celui gri beaucoup de lentilles.
Très utile pour celui gri grant ment

Cette découverte ouvre également de nombreuses autres perspectives. Puisqu'un tel gène sus-ceptible de favoriser le diabète a pu être mis en évidence (il en exine d'ailleurs peut-être d'autres), pourquoi ne pas teater d'en recher-ches cous les autres malodise autocher pour les autres maladies autoimmunes? D'autre part, on espère que dans un proche avenir on pourra isoler l'antigène responsa-ble de la réaction auto-immuni-taire du diabète. Alors il sera possi-ble de fabriquer un « leurre » pour cet antigène de manière à l'empècher de se fixer au niveau des molécules HLA. En quelque sorte de « vacciner », (terme d'an-tant plus exact s'il s'agit d'un virus) les sujets à risque avant même l'apparation de tout sipe de diabète. On n'en est pas encore là Et dans l'immédiat, les chercheurs de l'INSERM insistent beaucoup sur l'aspect éthique de ces décou-vertes : sachant que l'on ne peut rien offrir, en termes de traite-ment, sux personnes à risque, il convient, selon eux, d'attendre avant de pratiquer de manière conrante ce type de test de dépistage,

FRANCK NOUCHI (1) Cen travers sont publics dans le Jose-nal of Clinical Investigation (1990, vol 35).

D Précision. - Le professeur Laurent Degos nous demande de préciser que, contrairement à ce que pourrait laisser croire la dernière phase de l'article « Cellules cancercuses : guerir sans tuer » consacré à ses travaux sur le traitement des leucèmies (le Monde du 25 avril), les professeurs Jean Bernard et Jean Dausset Pont e toujours soutenu dans cette aventure ». Ce soat, nous dit-il, deux personnes « en qui f'ai la plus grande confiance et fidèle amitié ».

DÉFENSE

Une tribune libre des gendarmes de la Réunion

SAINT-DENIS DE LA REUNION de notre correspondant

Le malaise au sein de la gendarmerie a repris de la vigueur à la Réunion, avec la publication, jeudi 26 avril, dans le Quotidien de la Réunion, d'une tribune libre d'un comité de geodarmes estimant que les problèmes de fond n'ont pas été réglés neuf mois après la grogne » de l'été dernier. Le comité dénonce le fait que « les deux plus hauts chefs de l'armée » (ce qui semble viser le président de défense) n'aient pas tenn les promesses failes à l'époque. Le comité estime que les mesures prises à ce jour ue sout que « des miettes que l'on gonfle bien exagérèment pour leur donner une ampleur qu'elles n'ont pas. C'est une sorte de tape-àl'eil pour occulter les problèmes de fond. qui restent entiers ».

Des commissions participatives dans les corps de l'armée de terre

Composé de vingt-quatre offi-ciers, quarante-six sous-officiers et de seize militaires du rang engagés, tires au sort parmi plus de quatre mille cent volontaires, le conseil de la fonction militaire de l'armée de terre a approuvé, vendredi 27 avril, la création de commissions participatives au sein des corps de troupe. Il a souhaité que la représentation des engagés soit mieux étudiée, car le conseil a estimé que « crite population avait besoin d'être épaulée ».

EN BREF

 La fronde des juges mancemux :
quatre détenus libérés. — Quatre détenus de la prison du Mans (Sarthe) ont été remis en liberté, vendredi 27 avril, à la soite des décisions des trois juges d'instruction de la ville qui veulent ainsi protester contre les consequences de la loi d'ammistie sur le financement des partis politiques (le Monde des 26 et 28 avril). L'un des détenus, un jeune homme accusé de menus larcius a précisé aux journalistes présents : « Je remercie Christian Nucci. » « Les décisions du Mans sont des gesticulations désordonnées, isolées et d'inspiration douteuse s, a estime pour sa part le Syndicat des avocats de France (SAF) qui denonce « les méjaits axandaleux causés par le pouvoir arbitraire de ce droit de détenir des magistrals instructeurs ». Le SAF juge « abusine, mutile et nocine la détention pronsoire de la majorité des détents ».

 Mourtre d'une fillette à Valenciennes. - Une fillette âgée de douze ans a été tronvée morte, du 24 mars).

JUSTICE

Au tribunal de Paris

La dix-septième chambre du tribunal de Paris se prononcara le 22 mai dans le procès intenté per une société commercialisant des apparells d'électrothérapie qui s'estime diffamée par un article de Madeleine Franck publié le 10 avril 1989 dans l'hebdomadaire le Point sous le titre : « Senté : charlatans à gogo ». En rendant sa décision. le tribunal se fimitera à dire si la journaliste a porté atteinte à l'honneur et à la considération du gérant de l'entreprise, tout en l'excusant si elle a apporté la preuve de ses affermations ou en lui accordant le bénéfice de la bonne foi. Mais, au-delà de la stricte mécanique procédurale des poursuites en diffirmation. l'audience du 24 avril a permis d'évoquer ce créneau commercial très particulier du « marché

de la douleur ». de sa acuseur s.

Ecit d'une plume vive, souvent grinçante, l'article de Madeleine Franck dénonce au trois pages du Point ces objets ou appareils qui sont censés guént tous les maux. Les bracelets « blomagnétiques », les acupunctaurs « portables » avec ou sans aiguilles, efficaces « clere cont viont-chor materiale ». « dans cam vings-cinq maladies », les « stimulateurs bloélectriques » qui feraient maigrir de manière spectaculaire, ou encore les veises d'électrothérapie. Au cours de phrases assassines, plusieurs noms de marques ou d'éntre-prises apparaissent, dont le journaiste révèle le caractère fontaisiste de leurs publichés. Une neule siste de leurs publichés. Une neule société a engagé des pouraultes en differmation : le Laboratoire d'électrothérapie applicaée dirigé par M. Gérard Crépin. Celui-ci se plaint notamment du préambule que le Poinz a éjouté desent l'arricle de la journeliste at où l'on perle encore plus sévèrement de « spécialistes en fillouterie » et d'é expros ». Dans le comm de clastes en moutenes et d'e escroces. Dans le corps de l'article, M. Crépin est désigné comme le gérant d'une entreprise ayent fait l'objet de deux arrêtés le imprésent certaines formes de

≪ ÁBCIE essti clinique »

e Ce sont des interdictions par-tielles », précise M. Crépin en affir-ment que ses appereils ont fait l'objet d'expertises scientifiques et qu'il s'est entouré d'une équipe de médecins. En outre, il invoque un jugament de la seizième chambre jugement de la saizième chambre correctionnelle de Paria, du 28 avril 1987, le relacant du délic de récidive à un amèté d'interdic-tion de ces publicités et dans lequel les magistrats constatant que les documents versés aux débats « montrant le sérieux des appereils, qui possèdent bien les propriétés annoncées ».

Mr François Sarda, défenseur de My François Sarda, défenseur de le journaisse, n'est pas convaincu par les affirmations médicales des magistrats de la seizième chambre correctionnelle. Pour le prouver, il cire un troisième arrêté daté du 9 mars 1990. Celui-ci concerne time publicité du Laboratoire d'électrothéraple appliquée dans laquelle les rhumatismes sont pré-aentés comme une « maladie par-lais grave. qui tend souvent santes comme une e mascre par-fois grave, qui rend souvent infirme » avec, à l'appui, un tableeu inquiérent de l'évolution du thal : « Voire circulation sanguine se raientat, vos cartileges ne sont pas assez nouria, le s'ellitrient passance des la deuter d'en encore plus ... le douleur s'ag-grave. » Le melade est invité à

Le marché de la douleur « briser le cercle vicieux » en utilisant le physiomasse, un appareil qui émet des micro-courants. « Et la douleur se calme, l'électrothérapie s'est opposee au développe-ment de l'arthrose » La commission de contrôle de la publicité en faveur des objets, appareils et méthodes présentés comme bénéfiques pour la santé a interdit l'usage de catte phrase et de celle selon laquelle le physiomasse serait « bénéfique » pour l'insuffisance veineuse. La commission constate que « le dossier justificatif fourni (...) ne comporte aucun essal clinique réalisé sur les patho-logies précises indiquées dans le publicité s.

Auteur de ce dossier, M. Laurent Chevrot, professeur d'électro-radioigle, se présente à le barre pour défendre l'électrothéraple utiisée chez les malades et chez les sportifs. Pêle-mêle, il évoque les Harlam Globe Trotters et les polyreament (sobe froters et les pay-traumetisés. Il parie aussi des teats fairs sur ses patients en déclarant : « Je n'ai pes constaté d'aggrevation. » « C'est encore une chance ... », noane Mr Sanda, « L'huille de serpent, ça marche anni l'a remarque sèchement le aussi I », remerque sèchement le docteur Guy de Bischop, médecin électrologiste. Plus sévère encore, le docteur Philippe Stora, rhumatologue, affirme : « J'arthère totale-ment et sans aucune réserve à cet erticle. Ce qui me choque, c'est que la publicité abuse de la crédu-las de malades âgés. J'en en ai vu de très nombreux, décus, ulcérés et je n'al pmais constaté la moin-dre amélioration. »

Pis, il estime que ces appareils sont dangereux cer e ils inchent les patients à cesser leur treitement, ce qui peut entraîner des désordres inéversibles ». Pour ce médecin, « c'est une des formes d'escroquerte les plus scandaleuses des temps modernes ». Le même langage est utilisé per la professeur Marcel Francis Kahn, chef de service de rhumstologie de l'hôpital Bichet : « Je connels ces appareils depuis vingt ens, c'est toujours la même valise. Permi les peuvres vieux qui ont été démarchés, qui ont payé 12 000 à 13 000 trancs pour un rendre. Depuis vingt ans, je lutte contre toutes ces charletaneries. le maintiens le mot d'escroque-

Capendant, il faut bien revenir au procès lui-même, qui n'est pas celui d'une thérapeutique. Me Eric Contial, conseil de M. Crépin, parle donc de diffamation at dénonce « la langue venimeuse » de la journaisse, car, s'il est tavorable à la critique, il estime que les propos litigieux visaient à nuire à son client. Ce n'est, bien sûr, pas l'avis de Mª Sarda, qui résume le procès en une phrase : « Si charlatan se définit comme quelqu'un qui pro-met des merveilles et ne les tient pas, je fais le preuve de le vériné des propos contenus dans l'eni-

Le substitut du procureur de la République, M. Cisude Pernollet, est plus nuancé. Certes l'article était « justifié » car, pour le magis-trat, « il était nécessaire » que l'on réponde aux publicités vantant la fée électricité qui touchers un public âgé et fragilisé. Mais M. Pemollet aurait souhaité que les termes soient moins violents. Toutefois, il estime que la journaliste a poursuivi un but lécitime en ne se contentant pas de lire ces publicités où figure le témoignage favorable d'Annie Cordy.

MAURICE PEYROT

étranglée, jeudi 26 avril, sur un bas-côté de l'autoroute Paris-Bruxelles dans la traversée d'un faubourg de Valenciennes (Nord). Les premiers résultats de l'autope indiquernient que l'enfant, Ingrid, fille d'un ancien harki, aurait été ctranglée avec une ceinture, et n'aurait pas subi de violences

D HIPPISME : nonvelles inculpations d'entraîneurs. - Six entraîneurs de chevaux de course on tré inculpés, vendredi 27 avril, de tentative d'escroquerie et d'in-fraction à la legislation sur les substances vénéneuses par M= Michèle Luga, juge d'instruc-tion au tribunal de Paris. Ces non-velles inculpations portent à qua-torze le nombre des personnes du monde hippique inculpées depuis la fin du mois de mars à la suite de la découverte, après une course, de substances prohibées dans les urines de huit trotteurs (le monde

SPORTS Les résultats

TENNES

TOURNOI DE MONTE-CARLO Courts de finale du vendredi Z7 avril

Chesnolov (URSS) bar Rosert (Sut.), 8-3, 8-2; Leconto Fra.) bat Stoff (Aut.), 6-2, 6-7, 8-4; E. Senchez (Esp.) bat Becker (FFA) 6-4, 7-5, 7-6; Masser (Aut) bat Agullera (Esp.), 6-3, 6-4. D DOPAGE : une athlète fran-

caise en accusation. — La sprinteuse Patricia Girard a été entendue puis suspendue par la commission fédérale de la Fédération française d'athlétisme, jeudi 26 avril, à la suite des résultats positifs d'un contrôle inopiné effectué lors d'un regroupement du relais féminin au mois de mars. L'athlète de vingtdeux ans s'était fait connaître lors des derniers championnats de France en salle en battant Laurence Billy en finale du 60 mètres. Accusée d'avoir absorbé des anabolisants, la sprintense, qui risque deux ant de suspension, estime qu'elle à été trompée par son

son plumage. — 6. Une arritude bien chrétienne. Peut être rapporté d'un voyage aux tropiques. - 7. Ne peut 1. Evansscent. - 2. Séminaire. pas faire l'objet d'une transmission. 3. Trie. Neives. - 4. Iran. Tocard. -8. Sans aucun agrément -5. Ventre. Ir. - 6. Art. Acoka. -9. Langue ancienne. La femme au 7 Niébés. Eu. - S. Té. Animera. travail. A la même valeur que la prune - 10 Inacrit A la bonne heure I Ras quand il y en a jus-9, Nus. Assis.

مكذا من الأصل

Auteur de ce dosser, it le

A. S.K. L. Dollaren ege

PERSONAL PROPERTY OF THE PERSONAL PROPERTY OF

2 section such a Comme

THE PERSON -- 9 DESIGNATION OF SERVICE PARTY.

The Co Serpent, pa and

The series of Secretary

The straight of the straight of

E NAME ADDR SIDE RED

The Party of the Party is

THE RESERVE AND MADE

1 - 2 - Act Jes Jes

OF THE PARTY SEED OF

Contract of the Spice Page

, and 3 10 and range 20

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

A 177 Paris 17 58 18

್ರತ್ ಸರ್ಚ್ ಪ್ರಕ್ಷಣಗಳು ನಡೆದುವು

Carrente & (Editoria)

a. 化压性机 特殊 \$155

The second of the course

1. · 是 1000年120日日本日本

はなりご門間

780

Les résultats

THE PROPERTY.

100 m 100 m

and the state of t

11 . T. W . 4 TH 6 18

SPORTS

Afficiated on Parts of processing of the control of Service of the servic printe de Madeilane Franci.

Printe de Madeilane Franci.

Printe de Madeilane Franci.

Printe de Desert (NE) dans

Printe de Desert appel

Construer pour la mai la The disease the state of the st to before the bridge a feet to be Mé à porté alterna a man et à la consideration de gérare de l'entrapesse tout de l'estrateur se sin a aparte la Supremi gå sigt agginnete til for fin. to o'c enterest of sudmonths its TOTAL TOTAL AS MANAGEMENT OF THE PROPERTY OF T benen bei bien, au den de n white missings procedure des population an differentier Live male, I done SAGE OF 24 MAY & DATE A CARTES OF THE STATE OF THE ST to and to to but bee process me the personal direction do in Stadion . THE PAR WAS DELICH THE THE

Property Carlotte Ca Material States Pure de séglis de apparent que provide addression and the first and the first of the designational and there is a few or the second of the a serie office and an experience and a THE S PROPERTY OF THE PARTY OF THE STREET, WHEN A CALLED CONTRACTOR AND DISCOURSE DE Million F Banga Carry & ---a call or secured to be entire printed spices and the same of miner weiter in the area of the SHOW THE PROPERTY AND AND STREET margaritat a margaritat Tat (1976 Le 182) BELLEVILLE A LEUR AND A CALL distribution at the second of the

Market School Care of the CONTRACTOR OF THE PERSON AND ----Terrette W 474:9 44- 16-12-6

Hope and here and A comparement in our Parison or the training his Militia Ge janen e ertes ban ber Contract of the second of the the Manual Mark - Brest St. E. JE Cont. (S. 1985) Manager in the properties and the second of The second secon The second of th The state of the s The state of the s The product of the second of t

AND COMPANY OF THE PERSON OF T

AND THE STREET

--

Marke South Control

CULTURE

Philippe Léotard, la vie et rien d'autre

« A l'amour comme à la guerre », titre profession de foi pour un premier album de chansons qui a reçu le Grand Prix de l'Académie Charles-Cros

Philippe Léotard a le charme déglingué des chefs-d'œuvre en péril. Des yeux en accent grave, qui rient et pleurent en mên temps, comme ces averses d'été d'où naissent les arcs-en-ciel, Quand on le voit tout timide et arrogant, tanguer un peu, même s'il n'a rien bu, et vous citer à tout bout de phrases, Stendhal, Alain, Freud, saint Jean de la Croix, vous convaincant que lui, an moins, a étudié du temps de sa jeunesse folle, on ne peut s'empêcher de l'aimer, tout de suite. Et de lui pardonner l'entêtement qu'il met à s'abimer la santé,

Sur une photo, il a déjà les yeux cernés, mais un sourire émerveillé, parce que, dit-il, a je regarde maman que vous ne voyez pas ». Aux bretelles de son tricot de corps Petit Bateau, sont accrochés les galons arrachés au cadavre d'un officier allemand, Philippe Léotard a cinq ans. Toute sa vie est déjà là, l'innocence et le danger. On retronve cette photo sur la pochette de son disque A l'amour comme à la guerre (1), qui vient de remporter le Grand Prix de l'Académie Charles-Cros. Douze chansons qu'il va défendre à la Cigale du 13 au 16 juin, les chansons d'un marin charmeur, plus ivre que son bateau, se laissant glisser sur un long fleuve de mots caressés à l'antique. Des chansons d'aubes blèmes et d'amour fou, avec des drôleries suicidaires et des autoportraits chaloupés : « Chuis qu'un barracuda/ Dans un bar à Cuba/ Chuis qu'un requin qui n'a plus rien pour se requinquer/ Je fais la vie je fais les bars/ Un coup à se mettre à boire! Je suis mal dans mes nageoires/ Mais je me marre, »

Philippe Léotard chante et parle en rythme d'une voix rapeuse et tendre, des textes souvent incandescents, notamment celui sur le cinéma : « Je vous demande en



qui ne mênent pas où on yeut. »

me connaître, d'aimer avec moi la même image imprévisible », et des musiques bluesy, jazzy, complices, sans concessions signées Philippe Servain. Avec ce disque, le premier, né d'une rencontre avec Pierre Barouh, enregistré pendant trois mois aux Studios Gorgone à des grandes pompes », dit Léotard.

chansons qui le composent en public, « quinze fois en sept ans avec des musiciens différents ». Il est même passé une fois à l'Olympia, le 17 octobre 1989, Les affiches, « Léotard, le vrai » avaient été concues par Séguéla, Lille, e j'ai mis mon petit pied dans e mais c'était simplement parce que mon frère était ministre... »

Ce qu'il écrit, Philippe Léotard a le verrait bien vendu dans les pharmacies pour les grands insomniaques. On me croit agité, dit-il. mais il y a quarante ans que je m'agite ». Maintenant il en a cinquante, ca ne veut pas dire grand grand chose, il a dix ans, il a mille ans comme tous les poètes. Prof de philo au collège Sainte-Barbe, auteur dramatique chez Ariane Mnouchkine, (a Ariane l'accoucheuse, je dois tout auct dames.... »). acteur de cinéma « soixante-trois personnages à ce jour, c'est devenu un métier, je crains le pire », Philippe Léotard reconnaît que « sa carrière, sa vie, ne sont qu'une suite de combats douteux », mais tempère le constat à coup d'aphorismes péremptoires : « Si la vie vient à moi, c'est que je n'ai jamais dit non. Il n'y a que les chemins droits qui ne mènent pas où on

Ses chemins de traverse l'ont mené assez loin : « On dit de moi, dommage qu'il soit drogué et alcoolique, on a pas le droit de nomme mon mal ni de le guérir ». Luimême, en riant le nomme son mai : « Les délices de Kaputt », ou bien le chante : « Ma drôle de cocaîne/ Ma pensée ma blessure, mon absence qui dure... » Pour cela, pour son bien, on l'a un peu enfermé, dans « la clinique de la raison close ». Un jour il en est sorti, il allait mal, lors d'une soirée il a pris un revolver, l'a mis dans sa bouche. Mais une jeune fille était là qui a dit ; « Venez dans ma chambre, yous serez mieux pour pleurer. » Cette jeune fille est maintenant sa femme, ils ont un enfant. Léotard travaille beaucoup. Il vient d'être Socrate jeune dans le Banquet, de Platon, filmé par Marco Ferreri. Un Socrate sans barbe amoureux de Farid Chopel: « J'aimerai bien gagner ma vie en souriant », dit-il.

DANIELE HEYMANN

(1) Saravah.

DANSE

Une histoire d'Amérique

La quatrième Biennale de la danse à Lyon sera consacrée aux Etats-Unis

Biennale internationale de la danse à Lyon, dont le programme a été annoncé chez l'ambassadeur des Etats-Unis en présence du maine, M. Michel Noir, Guy Darmet et son équipe out choisi pour thême un siècle de danse

The Vanaver Caravan, Pat Cannon Foot and Fiddle, deux compagnies incommes en France, vont interpréter le folklore de tous les ancêtres -Indiens, Blancs, Nors - depuis les danses cherokee jusqu'au hillbilly. Sui-vront des danseuses spécialisées dans la représentation des grandes figures héroiques : Ruth Saint-Denis (Jane Sherman), Loie Fuller (Brygida Ochaim) Isadora Duncan (Elisabeth Schwartz et Armabelle Gamson).

Puis viendra Martha Graham, la mère fondatrice, avec onze de ses bal-

ARTS

pany rendra hommage. L'histoire continue avec Alwyn Nikolais et Louis Dance, Bella Lewitsky, Paul Taylor, Alwyn Ailey, pour en aniver à celui qui a coupé le condon avec la danse narrative et expressionniste, Merce Cunningham. On le verra en « events » dans des décors de Marcel

Dochamo, Jasper Johns, Andy Wha-rol, Mark Lancaster.

Deux chorégraphes, deux femmes ni chacune à sa manière, ont contribué à élargir le champs ouvert par Conningham seront là : Trisba Brown et Lucinda Childs. La nouvelle génération sera représentée par Bill T. Jones/Arnie Zane and Co et Stephen Petronio. Se joindront & eax les Français Daniel Lamieu, Michel Hal-let-Eghayan, ainsi qu'Angelin Preliocal.

lets, sans oublier Doris Humphrey, à laquelle la Jose Limon Dance Company rendra hommage. L'histoire Quant su ballet de l'Opéra de Lyon, il va danser sur des musiques de Franck Zappa, sons la direction de Kent Nagano.

Les speciacles seront doublés par le cinéma et la vidéo, sous la responsa-bilité d'Anne Bedou et du Centre national de la photographie. Enfin trois bals seront oragnisés, le premier sera folk, le second Harlem années 30, le troisième rock. Pour la soirée d'ou-verture, on annonce Cyd Charisse, Leslie Caron, Gene Kelly, Greg Hines... Mais la seule certitude à ce jour est la venue de Lambert Wilson, dans ses airs de comédie musicale, avec l'Orchestre de Lyon dirigé par

Le budget de la Biennale 1990 s'élève à dix millions de francs. Son succès hui vant un partenarist financier

Rommert Boonstra.

Emmanuel Kriving

qui approche cette année les 3 millions de francs. Réussite que l'on doit à Ber-nard Crozier. C'est lui qui s'est chargé de convaincre la BNP, Air Inter, IBM, Repetto, la SACD, la Caisse des dépôts et consignations, la fondation du Crédit national, Jet-Services, pour n'en citer que quelques-uns.

DOMENIQUE FRETARD

➤ Biennale de Lyon, du 13 septembre au 6 octobre. Réservations : Maison de Lyon, place Beliecour, 69002 Lyon. Téi. : (16) 72-40-26-26. Prix des places : de 40 F à 160 F. Des weck-ends Air Inter sont organizés à partir de Paris, Lille, Strasbourg, Nantes, Nice, Marseille, Toulouse, Bordesux pour les 15 et 16, 22 et 23, 29 et

de ces fresques lyriques et beroques,

bâties à l'aide d'aliments (brocolis,

tomates, haricots) et d'éléments tri-viaux. Mais aussi de miroirs, vitres

et papiers peints découpés, que la figurine héroïque d'un alpiniste,

échappé d'un tableau de Friedrich,

Sous convert d'un apparent manié-

risme, les visions fulgurantes de

Rommert Boonstra sont d'une rigueur exemplaire. Liant le romantisme du dix-neuvième siècle aux

formes les plus contemporaines du

post-modernisme, elles confirment la

PATRICK ROEGIERS

rend plus dérisoire encore.

COMMUNICATION Pour une télévision publique sans publicité

Suite de la promière page

Qu'avons-nous dit ? Depuis deux décennies le pouvoir politi-Que, en matière de télévision publique, a fait le choix de l'incobérence. Pour des raisons sans doute pas toujours avouables,

Incohérence dans le mode de financement, assuré aujourd'hui à près de 70 % directement par la publicité et la sponsorisation,

Ce financement qui met le programme sous la coupe de l'argent, dans une logique de commerce identique à celle des télévisions cizles. Alors pourquoi une redevance ?

Incohérence au niveau des missions de services publics, qui pes-sent après l'intérêt des annonceurs, pourvoyeurs de financement, ce qui revient à renoncer à ces mis-

Incohérence au niveau des structures, qui tentent de répondre aux nécessités de l'enjeu commercial et non à celui des programmes et à l'intérêt du téléspectateur.

Incohérence au niveau du choix des hommes dont le profil doit répondre aux critères imposés par cette dérive.

Incohérence enfin au niveau de l'analyse de l'écoute qui ne prend en compte que la quantité de consommateurs-spectateurs (l'audi-mat) et jamais la qualité des pro-

Renoncer à la publicité

A l'heure où la télévision publique exsangue se meurt, le marché de la publicité connaît un dévelop-pement exceptionnel : 65 % d'aug-mentation en quatre aus, passant de 40 milliards en 1985 à 66 mil-liards en 1989. 75 milliards sont présus pour 1990. prévus pour 1990.

Entendous-nous bien. Nous ne méconnaissons pas l'importance de l'une et de l'autre. Nous vivons dans une société qui a choisi de produire et de consommer et qui en tire les avantages. Mais nous disons : que chacun reprenne s place et assure sa fonction. Que la télévision publique, bien public au service du public, qui n'a pas d'ob-jectif lucratif, regagne sa liberté avec des moyens d'existence à la mesare du rôle qu'elle doit jouer dans notre société, rôle dont chacun d'entre nous doit se sentir

Elle doit pour cela renoncer à la publicité et à la part de ressources directes qui en découle (2,5 milliards aujourd'hui) qui retournera sur le marché an bénéfice de l'ensemble des différents supports. En contrepartie une contribution culture et communication doit être créée, raisonnable, modulée, équilibrée, prélevée sur l'ensemble des investissements publicitaires. Outre la liberté retrouvée, la télévision publique y gagnera l'indexa-tion de ses ressources à parité avec la télévision commerciale. Calculée sur les chiffres de 1989 c'est près de 4 milliards que cette contribude 4 miniares que cette contribu-tion pourrait rapporter. Pas un franc ne sera pris dans la poche du téléspectateur ni dans les caisses du budget. De quoi ravir M.M. Bérégovoy et Charasse... (tous les spécialistes savent qu'en réalité la publicité télévisée sert de locomotive à l'ensemble du marché publicitaire, ce qui justifie une assiette large et un taux relative-ment faible).

ment faible).

Si, pour les esprits envahis par le scrupule, il fallait ajonter un argument de « morale », n'oublions pas de rappeler que l'outil technique de diffusion des images, aujourd'hni utiliée par la télévision commerciale, a été élaboré, construit et développé avec l'argent du contribusbie, et qu'au demeurant l'espace hertzien relève du domaine

Après cette réforme du financement, et alors seulement, pourrous s'effectuer les vraies réformes de structures et de gestion qui doivent être mises au service de la création

ôtre mises au service de la création dans son sens le plus large. La logique du programme retrouvera se place, une véritable émulation renaîtra entre les créateurs qu'il faudra organiser, les spectateurs en seront les témoins, les acteurs et les arbitres, pour le plus grand épanouissement des uns et des autres. Les socialistes, depuis 1981, out largement contribué à affranchér la télévision publique du pouvoir politique. Il revient au Parlement en place actuellement de l'affranchir du pouvoir de l'argent. Ne doutons pas qu'il existe pour ceta une majorité bien plus large que celle qui est au pouvoir anjour-d'hui,

Soyons justes. Dans cette bataille

Soyons justes. Dans cette bataille que nous menons depuis deux ans nous ne sommes pas restés seuls

longtemps. Au fil des mois sous avons été rejoints par beaucoup, jeunes et moins jeunes, inconnu et jeunes et moins jeunes, inconnus et célèbres, certains sont devant l'écran, d'autres derrière la caméra: Elisabeth Badinter, Pierre Boulez, Costa-Gavras, François Gros, André Miquel et J.-C. Pecker, professeurs au Collège de France, Michel Boujenah, Michel Piccoli, Suzanne Flon, Miou-Miou, Jacours Derrida, Ber-Miou-Miou, Jacours Derrida, Ber-Miou-Miou, Jacques Derrida, Ber-nard-Levy, Pierre Moinot de l'Aca-démie française, Jean-Marie Drot, Charles Brabant, Daniel Karlin, Claude Sautet, Claude Chabrol (2).

L'ensemble des associations de téléspectateurs, les sociétés d'au-teurs, la SCAM, la Société des gens de lettres, des groupements de créateurs, appuient les proposi-tions que nous avons faites.

Rappelous une fois encore qu'en Grande-Bretagne la BBC a su échapper aux pièges dans lesqueis notre télévision publique est tom-bée. Une chiffre résume la situa-tion de l'une et de l'autre : en 1987 la BBC a récolté 160 prix et médailles dans les compétitions du monde entier, la télévision fran-

Deux CITCHIS

Deux erreurs restent encore à

1) croire qu'un « superman » un autre – pourrait courir derrière la télévision commerciale pour récupérer des parts de marché, et nouveaux renoncements en matière de programmes,

2) jeter l'éponge et abandonner à un opérateur privé la gestion de la télévision publique, au nom de l'« économie mixte », en rassem-blant dans le même enclos 51 moutons et 49 renards ? Laisser filer donnerait à penser que c'est la solution qui a été choisie dans le secret des instances ministérielles... A l'heure où de façon inespérée l'Europe s'ouvre, où le président de la République marque l'urgence de faire émerger une réalité cultu-relle qui ne laisse pas seulement la place aux marchands, faut-il vraj-ment que chez nous, en France, la télévision publique meure?

(2) Conférence de presse du 22 mars 1989.

D « Cry Freedom » autorisé es Afrique du Sad. - La diffusion du film Cry Freedom, de Richard Attenborough sur le militant antiapartheid Steve Biko, a été autorisée vendredi 27 avril en Afrique du Sud. Les copies du film avaient été saisies le jour de la sortie, en juillet 1988, en vertu des lois sur la sécurité. La censure gouvernementale avait pourtant approuvé la diffusion du film sans coupure.

ARCHAOS A LA VILLETTE PROLONGATION JUSQU'AU 6 MAI

Avec un poste à touches musicales, composès les 3 premières lettres de la

valeur recherchée.

LOCATION: 48787500

LES COURS DE LA BOURSE EN DIRECT PAR TELEPHONE

En temps réel, via sa

36.65.84.84

Papillons d'artistes

. 140 cerfs-volants sont exposés à La Villette

Tantôt immobiles, tantôt caressés par un sembiant de courant d'air, cent quarante cerfs-volants prennent l'air sous l'armature de fer de la Grande Halle de la Villette. Ce sont des jouets, de beaux jouets signés par des artistes du monde entier : Wesselmann ou Buren, Tinguely, Ben ou Tapiës. A l'origine de cette idée : Paul Eubel. Féru d'art contemporain, adepte de la civilisation japonaise, le directeur de l'institut Goethe d'Osaka a un jour l'idée de rassembler le plus de créateurs possibles dans le ciel. Il les invite à concevoir une œuvre que des maîtres japonais transformeront en cerf-volant. Ils se prêteront presque tous à l'exercice. Après une tournée triomphale dans les cieux japonais, en 1989, ces créations sont anound min à Paris.

Les ceris-voiants demeurent captifis muis une mise en scène sobre laisse la place aux rêves et exalte l'humour grave, multicolore des artistes. Des escaliers accèdent à des voûtes imagimaires drapées de tentures blanches. tamisés de humières rouge ou bienes,

légères, apaisantes. Un monde s'éveille au- dessus des têtes, peuplé des personnages, tel ce Don Qui-chotte de pacotille et de miroirs, de José de Guimares. Tom Wesselmann, hri, imagine une belle blonde à la houche pulpeuse qui embrasserait les nuages. Il y a des pleines lones, des constellations, assemblages savants de formes géométriques aux couleurs vives. Un microbe se pent an milieu de ces monstres de papier : c'est le point d'exclamation de l'autrichien Hundertwasser. Un homme a plonge dans une grande fresque de nuages de Ina Kabakov. Il y a une chaise, à côté de laquelle il a laissé ses vêtements. Sur une petite affiche, il a promis qu'il repasserait en 1986. Il n'est pas

CICORE TEVERR. BÉNÉDICTE MATHIEU

▶ L'art prend l'air. Grande Halle de La Villette. Tous les jours, sauf lundi, de 12 heures à 19 heures . Jusqu'au 30 juin. Le Goette Insti-tut publis à cette occasion un somptueux catalogue. 406 p., 350 F.

Un architecte de l'impossible An Studio 666, les cités imaginaires d'un plasticien irrationnel

PHOTOGRAPHIE

« J'ai besoin de produire de grandes idées, et je crois que si l'on m'ordonnait les plans d'un nouvel univers, j'aurais la folte de l'entre-de ces fresques lyriques et baroques, prendre. » Cet aven que Piranèse fit un jour à l'un de ses élèves pourrait définir la démarche exubérante de

Muant son studio en atelier du merveilleux, ce fils naturel d'Escher et de Monso Desiderio poursuit poé-tiquement, avec une minutie d'artisan, sa réflexion sur l'art, la mémoire, l'utopie. Défi aux lois de la logique et de la perception, ses archi-tectures illusoires de pulsis inventés, mégapoles futuristes ou cités englou-ties, donnent l'impression d'assister an présent à la représentation future d'une catastrophe ou d'un seigne qui

d'une catastrophe ou d'un seisme qui Par un usage graphique et mental du trompe-l'œil, Boonstra prend le

fantaisie et l'originalité de la photo-graphic hollandaise. ▶ Rommert Boonstra, œuvrés récentes, Studio 666, 5, rue Maître-Albert, Paris. Jusqu'au

mél au pièse de sa figurat inclut le réel au pièse de sa figuration. Elabo-ration fabriquée du passé, Babylone, Atlantide et Babel ébraniée servent de surhumain décor à ce théâtre de fin du monde. Elément déterminant

LES EXCLUSIVITÉS

AFFARES PRIVÉES (°) (A., v.o.): Ciné Beeubourg, 3° (42-71-52-36): Pathé Haussouille, 6° (46-33-79-38): UGC Rotonde, 6° (45-74-94-94); UGC Nor-Rotonde, 6* (45-74-94-94); UGC Nor-mandie, 8* (45-63-16-16); v.f.; Rex. 2* (42-36-83-93); UGC Montpernasse, 6* (45-74-94-94); Paremount Opéra, 9* (47-42-66-31); UGC Lyon Bastila, 12* (43-43-01-56); UGC Gobelina, 13* (45-61-94-95); Mistrel, 14* (45-39-52-43); Partié Wepler II (ex-Images), 18* (45-22-47-94).

ALLO MAMAN ICI BÉBÉ (A., v.o.): 52-20-40): V.T.: Nex., 2* (42-30-58-83; UGC Montpernasse, 6* (45-74-94-94); Pathé Marignan-Concorde, 8* (43-53-92-82); Paramount Opéra, 9* (47-42-56-31); Les Nation, 12* (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12* (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13* (45-61-94-61); Microst 144 (45-73-52-43) 94-95); Mestral, 14° (45-39-52-43); Pathé Montparmasse, 14° (43-20-12-06); UGC Convention, 15° (46-74-93-40); Pathé Cichy, 18° (45-22-46-01); Le Gambetta, 20° (48-36-10-96).

ALWAYS (A., v.o.): UGC Ermizage, 8-(45-63-16-16); v.l.: Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31); Miramar, 14- (43-20-89-52).

AU-DELA DU FEU (tranien, v.o.) : Uto-pin Champoliton, 5" (43-26-84-65).

AUX SOURCES DU Nil. (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3* (42-71-52-36); UGC Danton, 6* (42-25-10-30); UGC Champs-Elysées, 8* (45-62-20-40); Miramar, 14* (43-20-89-52); v.f.: UGC Opéra, 9* (45-74-95-40); UGC Gobelina, 13* (45-61-94-95). BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Cinoches, 8" (46-33-10-82).

BRÈVE HISTOIRE D'AMOUR (Pol., v.o.) : Escuriel, 13* (47-07-28-04). LA CAMPAGNE DE CICÉRON (Fr.): Les Trois Luxembourg, 6º (46-33-

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS
(A., v.o.): Forum Horizon, 1* (45-0857-57): 14 Juillat Odéon, 6* (43-2559-83); Bretagne, 6* (42-22-57-97);
George V. 8* (45-62-41-46); v.f.:
Pathé Impérial, 2* (47-42-72-52); Pathé
Marignan-Concorde, 8* (43-59-92-82);
Saint-Lazars-Pasquier, 8* (43-8735-43); Les Nation, 12* (43-4304-57); Fauvetta Bis, 13* (43-3160-74); Gaumont Alésia, 14*
(43-20-12-06); Gaumont Convention, 15* (48-28-42-27); Pathé Wepler
ii (ax-imagea), 18* (45-22-47-94). LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS

LE CHAMPIGNON DES CARPATHES (Fr.); Républic Cinémes, 11° (48-05-51-33); Dentert, 14° (43-21-41-01). CHARLIE (A., v.f.): George V, 8- (45-

62-41-46).
CHÉRIE. J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES
(A. v.o.): Le Triomphe, 8° (45-7493-50); v.f.: Le Triomphe, 9° (45-7493-50); Hollywood Boulevard, 9° (4770-10-41); Républic Cinémas, 11°
(48-05-51-33); Denfert, 14° (43-2141-01); Grand Pavois, 15° (45-6446-85); Saim-Lambert, 15° (45-3291-68).
CHET BANKE (ETPO CET LOCK)

CHET BAKER, LET'S GET LOST (A., v.o.): 14 Juliet Parasse, 6- (43-26-58-00). CRIÉMA PARADISO (Fr.-it., v.o.); Latina, 4 (42-78-47-86); George V, 8 (45-62-41-48); Sept Pernassiens, 14 (43-20-32-20).

CONTE DE PRINTEMPS (Fr.): Gag-mont Les Halles, 1* (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2* (47-42-60-33); La Saint-Gormain-des-Priés, Salle G. de Beauregard, 6* (42-22-87-23); La Pagode, 7* (47-05-12-15); Gaumont Ambassade, 3* (43-59-19-08); 14 Juli-let Bestilla, 11* (43-57-90-87); Escu-riel, 13* (47-07-28-04); Gaumont Par-natse, 14* (43-35-30-40); Gaumont Alfaiz, 14* (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15* (48-28-42-27).

CONTRETEMPS (Fr.): L'Entrepôt, 14

CRIMES ET DÉLITS (A., v.o.): Ché Boudourg, 3º (42-71-52-36); Reflet Logos H, 5º (43-54-42-34); UGC Sierritz, 8* (45-62-20-40); 14 Juliet Bas-tille, 11* (43-57-90-81).

LE CUISINIER, LE VOLEUR, SA FEMBRE ET SON AMANT (°) (Fr.-Brit., v.o.) : Cinoches, 6° (45-33-10-82).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : Forum Horizon, 1* (45-08-57-57); UGC Dan-ton, 6* (42-25-10-30); UGC Montpar-nasse, 6* (45-74-94-94); La Pagode, 7* (47-05-12-15); UGC Normandie, 8* (45-63-16-16); May Linder Panorama, (45-53-16-16); Max Linder Penorama, 9 (48-24-88-88); Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); Les Nation, 12 (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-35-243); Kinopanorama, 15 (43-06-50-50); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); UGC Maillot, 17 (40-68-00-16); Pathé Wepter, 18 (45-22-46-01).

LE DÉCALOGUE 1, UN SEUL DIEU TU ADORERAS (Pol., v.o.): 14 Juillet Par-nasse, 6º (43-26-58-00); Seint-André-des-Arts I, 6º (43-26-48-18). LE DÉCALOGUE 10, TU NE CONVOI-TERAS PAS LES BIENS (Pol., v.o.): Saint-André-des-Arts 1, 6° (43-26-48-18): Les Trois Balzec, 8° (45-61-

LES FILMS NOUVEAUX

BLAZE. Film américain de Ron Shei-(42-25-10-30); UGC Biarritz, 8-(45-62-20-40); Sopt Parassisms, 14- (43-20-32-20); LIGC Maillot, 17- (40-68-00-16); v.f.; UGC Montparasses, 6- (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31); UGC Lyon Bestille, 12-(43-43-01-59); UGC Gobelins, 13-(45-81-94-95); Mistrat, 14- (45-33-52-43); UGC Convention, 15-(45-74-93-40).

on Both, 5" (43-57-57-77); George V, 8" (45-62-41-46).
L'ESPORT AUX TROUSSES. Film polonais-danois-français de Maciej Dejcast., v.o.: Les Trois Luxambourg, 6" (46-33-97-77); Les Trois Balzac, 8" (45-61-10-60); Sept Parnassians, 14" (43-20-32-20).
FUC ET REBELLE. Film eméricain de Jack Sholder, v.o.: Forum Orient Express, 1" (42-33-42-26); George V, 8" (45-62-41-46); v.l.: Pathé Français, 9" (47-70-33-88); Fauvetts, 13" (43-31-56-86); Gaumont Alésia, 14" (43-27-84-50); Pathé Clichy, 18" (45-22-46-01); Le Gambetta, 20" (46-36-10-96).

LE DÉCALOGUE 2, TU NE COMMET-TRAS POINT DE PARJURE (Pol., v.o.):
14 Juliet Pamassa, 6 (43-26-58-00);
Seixt-André-des-Arts I, 6 (43-26-

LE DÉCALOGUE 3, TU RESPECTERAS LE JOUR DU SEIGNEUR (Pol., v.o.): 14 Juillet Pernasse, 5º (43-26-58-00); Seint-André-des-Arts I, 8º (43-26-48-18).

GLORY, Film américain d'Edward Zwick, v.a.; Forunt Horizon, 1" [45-08-57-57]; Bretagne, 6" (42-22-57-97); Pathé Hautefeuille, 6" (46-33-79-38); George V. 8" (45-62-41-46); Gaumont Alésie, 14" (43-27-84-50); v.f.; Rex (le Grand Rex), 2" (42-36-83-93).

I. GÊLE EN ENFER, Film françain de Jean-Pierre Mocky: Pathé Hautefeuille, 6" (46-33-79-38); George V. 9" (45-62-41-46); Pathé Français, 9" (47-70-33-88).

LAMBONA. Film américain de Jeal Silberg, v.o.: Forum Orlent Express, 1" (42-33-42-26); Pathé Marignan-Concorde, 8" (43-59-92-82); v.f.: Pathé Français, 8" (47-70-33-88); Feuvette, 13" (43-35-48-01); Pathé Marignan-Concorde, 8" (43-59-92-82); v.f.: Pathé Français, 8" (47-70-33-88); Feuvette, 13" (43-24-8-01); La Gambacte, 20" (46-36-10-96).

L'OPÉRA DE QUATSOUS. Film

OUELLE HEURE EST-IL ? Film Italien d'Ettore Scola, v.o.; Gaumont Champs-Eysées, 9: (43-59-04-67). STANLEY 8, IRIS. Film américain de Martin Ritz, v.o.; Gaumont Las Heiles, 1* (40-26-12-12); 14 Juliet Odéon, 6* (43-25-59-83); Gaumont Ambassade, 8* (43-59-908); 14 Juliet Bastille, 11* (43-57-90-81); Gaumont Aldésis, 14* (43-27-84-50); Sapt Parmassions, 14* (43-20-32-20); 14 Juliet Basugrenelle, 15* (45-75-79-79); v.f.; Gaumont Opére, 2* (47-42-60-33); Faurette, 13* (43-31-56-86); Lee Montparnos, 14* (43-27-52-37); Gaumont Convention, 15* (48-28-42-27); Pathé Wepter B (ex-Images), 18* (45-22-47-94).

LE DECALOGUE 4. TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE (Pol., v.o.): 14 Juillet Parmasse, 6º (43-26-58-00); Seint-André-des-Arts I, 6º (43-26-

LE DÉCALDQUE 5, TU NE TUERAS POINT (*) (Pol., v.o.): Sains-André-des-Arts I, 6* (43-26-48-18); Les Trois Balzac, 8* (45-61-10-60). LE DÉCALOGUE & TU ME SERAS PAS LUXURIEUX (Pol., v.o.): Spira-André-dos-Arts I, 6 (43-26-48-18); Les Trois

Batzec, 8º (45-51-10-60). LE DÉCALOGUE 7, TU NE VOLERAS 6º (43-26-48-18); Les Trois Balzac, 8-(45-61-10-60). LE DÉCALOGIE S. TIL NE MENTIRAS

PAS (Pol., v.o.) : Saint-André-des-6* (43-26-49-18) : Les Trois Balz (46-61-10-60).

LE DÉCALOGUE 9, TU NE CONVOI-TERAS PAS LA FEMME (Pol., v.o.): Saint-André-des-Arts I, 6º (43-26-48-18); Las Trois Balzac, 8º (45-61-

DO THE RIGHT THINE (A., v.o.) : Cho-ches, 9: (48-33-10-82). DRUGSTORE COW-BOY (*) (A., v.o.) :

DRIUGS I CHE COVE-DV (*) (w. v.o.); Caré Besubourg 3* (42-71-52-36); Racine Oddon, 6* (43-26-19-68); Gaumont Ambassade, 8* (43-69-19-68); Gaumont Parmese, 14* (43-36-30-40); ELÉASENTABRE, MON CHER... LOCK HOLMES (Brit, v.o.); George V, 8* (45-62-41-46). 62-41-46L ENTRE CIEL ET TERRE (A., v.f.): La Géode, 19-(46-42-13-13). ERREUR DE JEUMESSE (Fr.) : Epés de

Boin, 5- (43-37-57-47). ET LA LUMBÈRE FUT (Fr.-All.-It.): Latina, 4º (42-78-47-86). LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : LA FÊTE DES PÈRES (Fr.) : UGC Opéra.

LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Bysées Lin-Cathoria Stee (F., V.J.; Eystes Un-coln, 8* (43-59-36-14). LA GUERRE DES ROSE (A., V.o.): Pathé Marignan-Concorde, 8* (43-69-92-82); v.f.: Pathé Français, 9* (47-70-33-88); Pathé Montpernasse, 14* (43-70-12-08)

HISTOIRE DE GARÇONS ET DE

20-12-08).

FILES (it., v.o.): Ciné Besubourg, 3-(42-71-52-36): Reflet Logos I, 5- (43-54-42-34): Gaumont Ambessade, 8-(43-59-19-08); Le Bestille, 11- (43-07-48-60): Escurial, 13- (47-07-28-04); Sept Parmassiens, 14- (43-20-32-20). Sept Parmassiens, 14º (43-20-32-20).

B. Y. A. DEB JOURS... ET DEB LUNES
(Fr.): Forum Horizon, 1º (45-08-57-57); UGC Odéon, 6º (42-25-10-30); George V. 8º (45-62-41-46); Pathé Merignan-Concorde, 8º (43-59-92-82); Saint-Luzer-Pasquier, 8º (43-87-35-43); UGC Normandie, 8º (46-63-16-16); Paramount Opéra, 9º (47-42-66-31); UGC Lyon Bastille, 12º (47-42-68-31); UGC Lyon Bastille, 12º (47-48-68); Nietral, 14º (48-39-52-43); Pathé Montparnasse, 14º (43-20-Pathé Montparnasse, 14° (43-20-12-08); 14 Juitet Beaugrenelle, 15-(45-75-79-79); UGC Convention, 15°

(45-74-93-40); UGC Mellet, 17* (40-68-00-16); Pathé Wapler, 18* (45-22-46-01); La Gembetta, 20* (46-36-10-96). INDIANA JONES ET LA DERNIÈRE CROISADE (A., v.f.): Club Geumont (Publicis Martignon), 8* (43-59-31-97); Grand Pavois, 15* (46-64-46-86). L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÉTRE (A., v.o.) : Cinochea, 6º (46-33-

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.): Cinoches, 8º (48-33-10-82); Républic Cinémes, 11º (48-05-51-33); Denfert, 14º (43-21-41-01). LES MAITRES DE L'OMBRE (A., 1 Bysées Lincoln, 8- (43-59-36-14). MAUVAIS SANG (Fr.): Ciné Besu-bourg. 3- (42-71-52-35); Studio des Untulines, 8- (43-26-79-09).

3º (42-71-52-36) ; Studio des Unsulines, 5º (43-28-19-09). LES 1001 NUITS (Fr.) : Rex. 2" (42-36-

83-93): UGC Montpernase, 8* (45-74-94-94); Le Triomphe, 8* (45-74-93-50); UGC Opéra, 9* (45-74-95-40); UGC Lyon Bentille, 12* (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13* (45-61-94-95). 24.0U EN MAI (Fr.) : Cinoches, 6" (46-33-10-82) ; Elysées Lincoln, 8" (43-58-36-14).

36-14).
MISTER FROST (Fr., v.o.): Forum
Orient Express, 1" (42-33-42-26);
Pathé Marignan-Concords, 8" (43-6992-82); v.f.: Pathé Impérial, 2" (47-42-72-52); Les Montparnos, 14 (43-27-52-37).

MON VINGTIÈME SIÈCLE (Hong., v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47). MONA ET MOI (Fr.): 14 Juillet Ociden. 6- (43-25-59-83).

6* (43-25-59-83).

MUSSC BOX (A., v.o.): Gaumont Lea
Halles, 1* (40-26-12-12); 14 Juliet
Odéon, 6* (43-25-59-83); Gaumont
Ambassede, 8* (43-59-19-08); 14 Juliet
tet Besugrenelle, 15* (45-75-79-79);
Bienverüe Montparnesse, 15* (46-44-25-02); v.f.: Pathé Français, 9* (47-70-

33-88).
MY (LEFT FOOT Griendais, v.o.): Gas-mort Opéra, 2* (47-42-80-33): Ciné Beaubourg, 3* (42-71-52-36); 14 Juli-let Odéon, 6* (43-25-58-83); Publicis Champo-Elysées, 3* (47-20-76-23); 14 Juliet Bestille, 11* (43-57-90-81); Gas-mort Pamasse, 14* (43-35-30-40); 14 Juliet Beaugrenelle, 15* (45-76-79-79). MYSTERY TRAIN (A., v.o.): Utopia Champolion, 5° 143-28-84-65): Lea Trois Leasmbourg, 6° (46-33-87-77). NÉ UN 4 JURLET (A., v.o.) : George V,

MÉS DES ÉTOILES (Jap., v.f.) : La Géode, 19-(46-42-13-13).

NEUF SEMANES ET DEME (*) (A., v.o.): Studio Galande, 5* (43-54-72-71): Grand Pavois, 15* (46-54-

40-39.

NIKITA (Fr.): Gaumont Les Halles, 1"
(40-26-12-12); Gaumont Opére, 2"
(47-42-80-33); Rex, 2" (42-36-83-93); UGC Danton, 6" (42-25-10-30); Gaumont Ambessade, 8" (43-59-19-08); La Bastille, 11"
(43-07-48-80); UGC Gobelins, 13" (45-81-94-95); Gaumont Alésia, 14" (43-27-89-52); Gaumont Convention, 15"
(48-28-42-27); Pathé Cilchy, 18" (45-22-46-01). 22-46-01).

OU EST LA MAISON DE MON AMI Granien, v.o.): Utopia Champoliion, 5-(43-26-84-65).

LE PETIT DIABLE (k., v.o.): Républic

Cinémes, 11° (48-06-51-33); Denfert, 14° (43-21-41-01).

MEURTRE DANS UN JARDIN POTWS DE FEMMES (A., v.o.); Cino-AMGLAIS (Brit., v.o.); Cinó-Bosubourg. ches. 6 (46-33-10-82). POJIWS DE PERMIES (A., V.O.): UND-ches, & (46-33-10-82). POURQUOI BOOK-DIVARMA EST-E. PARTI VERS L'ORIENT ? (corées, v.o.): 14 Juliet Parmisses, & (43-26-

2.

¥.

ζ..

الدامعية بهر <u>معينية والآمن ما سيد تشميد في مسيد</u>م من برايات المراجعة المراجعة المراجعة المراجعة المراجعة المراجعة

58-00). QUAND HARRY RENCONTRE SALLY (A., v.o.); Club Gaumont (Publicis Meti-gnon), 8- (43-59-31-97); Les Trois Bal-zac, 8- (45-61-10-80).

RIPOUX CONTRE RIPOUX (Fr.): George V, 8* (45-62-41-45). ROGER ET MOI (A., v.o.): Sains-Andri-

ROGER ET MOI (A., v.o.): Sara-Andro-des-Ara fi. 6° (43-26-60-25). SEXE, MENSONGES ET VIDÉO (A., v.o.): Studio des Uratines, 5° (43-26-19-08); Lucamaire, 6° (45-44-67-34). SHE-DÉVIL (A., v.o.): UGC Noumandie, 8° (46-63-16-16). SIDEWALK STORIES (A.): Forum Hori-zon, 1° (45-08-67-67); UGC Monspar-nesse, 6° (45-74-94-94); UGC Odéon, 8° (44-25-10-30f): UGC Blantiz, 8° (45-

6º (42-25-10-30) ; UGC Blantz, 8º (45-62-20-40).

SUSIE ET LES BAKER BOYS (A., v.o.) : SUSSE ET LES BAKER BOYS (A. v.o.): Forum Orient Express, 1er (42-33-42-25); UGC Odéon, Be (42-25-10-30); UGC Rotonde, 8e (45-74-94-94); UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40). 94-94); UGC Biarritz, 8° (45-62-20-40).

TANGO & CASH (A., v.n.): George V, 8° (45-62-41-46); v.f.: Paramount Opérs, 9° (47-42-56-31): Les Montpernos, 14° (43-27-52-37): Pathé Circhy, 18° (45-22-46-01); La Gambetta, 20° (46-36-10-96).

TATIE DANIELLE (Fr.): Gaussont Les Helles, 1° (40-26-12-12); Gaussont Copérs, 2° (47-42-60-33); Res, 2° (42-36-83-83); UGC Montpersone, 9° (45-74-94-94); UGC Montpersone, 9° (47-25-10-30); Gaussont Ambassade, 3°

10-30); Gaumont Ambassade, 3-(43-59-19-08); Sains-Lazere-Pasquier, 9- (43-87-35-43); UGC Bierritz, 3- (45-8* (43-87-35-43); UGC Bierritz, 8* (45-62-20-40); Les Nation, 12* (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12* (43-43-01-59); Fauvette Bis, 13* (43-31-60-74); Gaurzort Parasas, 14* (43-35-30-40); Gaurzort Parasas, 14* (43-27-84-50); 14 Juillet Beergrandle, 15* (45-75-79-79); Gaurzort Convention, 15* (48-28-42-27); UGC Meillot, 17* (40-68-00-16); Pathé Cilchy, 18* (45-22-48-01); Le Gambetta, 20* (46-38-10-96).

LE TEMPS DES GITANS (Youg., v.o.): Lucarnire, 8-(45-44-57-34). THE MAHABHARATA (Fr., v.o.): Parthéon, 5° (43-54-15-04).

TURNER & HOOCH (A., v.o.): USC Emitage, 8: (45-63-16-16); v.f.: Res, 2: (42-36-83-93); Ferrette Bis, 13: (43-31-60-74); Pathé Monsparnesse, 14-(43-20-12-06).
UN MONDE SAMS PITIÉ (Pr.): USC Rotonde, 8-(45-74-94-94); Le Trionphe, 8-(46-74-93-50); USC Opéra, 8-(45-74-95-40).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRAN-QUALLE (Fr.): Cinoches, 6º (46-33-

THEATRES

RÉGION PARISIENNE

AUBERVILLIERS ITHÉATRE ÉOLIES-TRE ZINGARO) (48-78-75-00), O Zingaro: 21 h.

AUBERVELLIERS ITHÉATRE D'AU-BERVILLIERS GROUPE TSE) (48-34-67-67). O Le Baron : 20 is 30.

CORBEIL-ESSONNES (CENTRE PA-BLO NERUDA) (60-89-00-72). O Noou Ame d'hiver : 20 h 45.

EVRY (AGORA) (64-97-80-84). O Au rom du peuple Francoptonies d'acteurs (Guinée): 20 h 30. O La Maghreb de cauard Francoptonies d'acteurs (Algérie): 21 h 30. O Enémaniac Francophonies d'acteurs: 22 h 30.

GENNEVILLIERS IMARIE DE GENNE-VILLIERS) (40-85-66-86). O Récits de vie des Gennevillois : 18 h.

IVRY-SUR-SEINE (THÉATRE D'IVRY) (48-70-21-55). O Colloque sur l'amé-nagement d'une région du Nord : LE PLESSIS-ROBINSON (AMPHI-

THEATRE PABLO-PICASSO) (46-30-45-29). Le Roi Leer : 21 h.

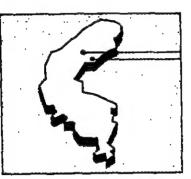
NEURLY-SUR-SEINE (L'ATHLÉTIC) (46-24-03-83). ♦ Byk, ou comment se transformer en faucon 7 : 20 h 30.
PONTOISE (THÉATRE DES LOU-VRAIS) (30-30-33-33). ♦ L'Arnie de lours femmes: 21 kg

VILLERIF (THÉATRE ROMAIN ROL-LAND) (47-26-15-02). Monsieur le in-6: Sade: 20 h 30. VINCENNES (THÉATRE DANIEL SO-RANO) (48-08-60-83). ♦ Barouf à Chioggis: 21 h.





Dans les librairies spécialisées, et 15 Galerie Véro-Dodat 75001 Paris. 40.41.02.02





SERVICE A DOMICILE

NEUILLY-SUR-SEINE COURBEVOIE

LE MONDE CHEZ VOUS TOUS LES SOIRS AVANT 19 H PAR PORTEUR SPÉCIAL

POUR 123 F PAR MOIS SEULEMENT

Vous habitez Neutly-sur-Seine ou Courbevoie, vous pouvez bénéficier du service à domicile du Monde et de ses quatre avantages majeurs :

LA RAPIDITÉ

Le parteur du Monde passe chez vous ch mière édition du Monde.

LA RÉGULARITE

Vous êtes cartain de recevoir le Monde chez vous tous les soirs. Et même le samedi.

LA LIBERTÉ

Vous pouver, interrompre votre service du Monde è tout moment sur aimple lettre.

LA SOUPLESSE FINANCIÈRE Vous réglez par prélèvement automatique mensuel, acit 123 F par mois saulement ; le service à domicile est graturi. Votre budget n'est donc jamaie gravé.

Si vous souhaitez recevoir le Monde par porteur spécial, il vous suffit de nous retourner la nde de documentation ci-jointe le plus rapidement possible. P.-S. : Si vous être dijît aboonê de Monde et que le service à domicile your iméresse, appellez le 06-04-03-21

DOCUMENTATION LE MONDE « SERVICE A DOMICILE »

Otti, je désire recevoir la documentation complète sur le service à domicile du Monde sant aucun engagement de me part. Bulletin à découper et à retourner à : LE MONDE SERVICE A DOMICILE

Code postal Localité :

1, place Hubert-Beuve-Méry

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX 8

مكذا من الأصل

Marketing culturel et industriel à Bourges

Accrocher à la culture le de gros calibre, Ecole supérieure wagon de l'économie... L'idée est aussi audacieuse que séduisante. Les maires de Cannes ou d'Avignon s'y sont essayés avec des fortunes diverses. Voilà que Bourges se jette dans l'aven-

POTENS OF FEMBER IN TAILOUR PROTEINS OF FEMBER IN TAILOUR MEMORIAN BURNES OF FEMBER IN TAILOUR BURNES OF FEMBER IN TAILOUR BURNES OF FEMBER IN TAILOUR BURNES O

POURQUOI SOONOMANA BA PARTY VERS L'ORIENT) hele L'ALLE PRIMER | PARTY | L'ALLE | PARTY | P

CUAND HARRY BENCOME OU

Characteristic activation and the second activation activation and the second activation and the second activation activation and the second activation activatio

RIPOUX CONTRE REPORT POL

C . 43.28-80-25

SI M. MENSONGES ET TOO

HE DIVE IN A 01- NOC PART OF THE DEVELOPMENT OF THE

5. 6. (.3-16-16)
SIDE WALK STORES (A.): Franks
(5. 08-57-57); UCC 8-66
(6. 45. 74-94-94); UCC 8-66
(6. 45. 74-94); UCC 8-6

SUSTE 17 LES BAKER BOYS

CACH IA MARCA CA

ANGO & CASH IA, VAJ. 601 45 62-41-461; VAJ. 601 61-42-42-56-31; In the 61-42-56-31; In the 61-42-56-31; In the 61-42-66-03; Idea

TATE DANELLE (FL) G

. I TI ME'S DES GITARS ROCHE

TO MAHARHARATA IFT, MAILS

SILLEY AL HOOCH & SEARTH, 1

21 - 424 TO 47-63-16-161:42-4

Committee of the Partie Martine

A WE'S SAKS PITÉ IN IR

** ... ** 45 ** 94-94! (4 %-

. 4 VIR EST LIN LONG FLEWER

THE STATE OF THE STRE ROMANIES

Chiefe Burt 19 19 19 Warmen fil

THE THIRS THEATHE DANES

TOTAL PROPERTY

THEODORIN

GEORGE DALIRA

WARLA DIMITRUD

3 MAI . 20 H

" " " " " , , ,

E & (362 3 m)

HIKIS

HEGION PARISIENNE

in bien einerft en ! fine 2.42 an

MEC Shortenance by an and an arms of the same of the s

Supreme to any 22 and 24 and 25 and 2

HOLE WHIS TOTAL BACKE AND A TOTAL AND A TO

THE REPORT OF 11 THE LABOR LABOR.

He todale die bied i Commitmet i da in bie allein die 12 17 16 and ins

(B. 165-20-20 mg - Simerco-lides, & 165-20-20-21; i.e. 122 appreciate, the 240, 23 ng 13-

to the Party Property Print

the latter space branches and later space space there is not all and all are the later space in the later sp

ME WILL ARLEY OF THE CONTROL

W-M. Phallo Singular & care a special special

The state of the s

BOURGES

de notre envoyé spécial Pourquoi ne pas essayer de profiter du formidable tremplin médiatique que constitue chaque année le Printemps de Bourges, quand la musique et la chanson investissent toute la ville, pour lancer un clin d'œil aux investisseurs, mettre à nu ses atoms et ses insuffisances, bref se « faire un bon coup de pub » auprès des déci-deurs, dans la foulée du rock ?

L'initiative de la ville de Bourges est d'autant plus intéressante à relever an'elle émane d'un maire. communiste, Jacques Rimbault, solidement installé depuis treize ans face à la prestigiense cathédrale, dans un hôtel de ville qui fut autrefois le palais de l'archevêché.

« Je n'aime pas l'expression evendre sa ville ». Une ville qui a deux mille cinq cents ans n'est pas une marchandise, explique-t-il, en tirant sur ses cigarillos Davidoff qu'il affectionne. Mais je ne veux pas qu'on connaisse la cité berruyère sous le seul sceau du festival de la chanson. Une ville, c'est un tout qui ne se découpe pas en tranches. Out ! On fait de la promo-tion et de la recherche d'investisseurs. N'ayons pas peur des

Jacques Rimbault et la dizaine de personnes, élus et techniciens, qui forment l'équipe économique municipale aiment à se réclamer d'un illustre ancêtre, Jacques Cœur, grand argentier de Charles VII, commerçant entreprenant et industriel talentueux; do la fortune personnelle, paraît-il, n'avait rien à envier à celle du roi de France. De Cœur à ... centre, il n'y a pas loin, et s'il est une ville qui peut se targuer, dans la liste de ses atonts, d'être au centre de la France, c'est bien l'agglomération de Bourges avec ses 1 10 000 habitants. Une centralité facilement accessible depuis quelques mois grâce à l'ouverture de l'autoroute A-71 Paris-Clermont-Ferrand, et en attendant - mais c'est beaucoup plus hypothétique — l'axe est-ouest Auxerre- Bourges- Tours.

« Boulevard de l'industrie »

« Mettez-vous ça dans la tête, Bourges est une ville industrielle et le département du Cher aussi », martèle le maire. Aujourd'hui, la proportion d'ingénieurs et de techniciens qualifiés est bien supérieure à la moyenne française. e Mais cette qualification ne tombe pas du ciel. Elle pousse loin ses racines dans l'Histoire. La transmission du savoir-faire industriel. la sous-traitance pour les grands groupes, c'est tout un art à entretenir. » Bourges est probablement une des très rares villes où existe une grande artère, au demeurant plaisante, appelée boulevard de

La locomotive economique de Bourges s'appelle l'armée : usines du groupement industriel de l'armement terrestre (2 000 personnes) qui construit des canons

> Cette page a étá réalisée avec l'aide de nos correspondants Ginette de Mathe et Georges Chatain Coordination: Yves Agnès

d'application du matériel (1), auxquels s'ajoutent les établissements de Luchaire, de l'Aérospatiale (missiles) et d'autres maisons connues comme Michelin, Rosières on Thyssen Aciers specians. . .

Toutes ces usines tournent rondement, occupent des personnels de haute qualification, utilisent un nombre considérable de machines et banques, agroalimentaire, électroménager), vollà l'objectif des responsables politiques et patro-

Car, dans cette strategie d'ouverture, le CNPF local et la mairie marchent du même pas. Lutte des classes, escarmouches sur l'argent facile ou les impôts locaux restent, pour l'occasion, au vestiaire. « L'initiative de l'équipe munici-



commande numérique, distribuent une sous-traitance abondante. Résultat : Bourges s'enorgueillit de ne compter que 7 % de l'Union patronale du Cher. chômeurs. Si l'on ajoute qu'à une vingtaine de kilomètres la base secrète 702 de l'armée de l'air d'Avord (2) occupe 3 000 personnes (c'est là qu'à partir de décembre prochain seront accueillis les quatre avions du système de détection aéroportée AWACKS fabriqués par Boeing), on mesure l'extrême dépendance

« Féralue à san million de francs par jour les retombées financières et indique son responsable, le colonel Morel. Préserver les activités liées à la défense (ce qui n'est pas gagné d'avance), génératrices de multipies emplois induits, mais diversifier le tissu économique (grande distribution, porcelaine, assurances

AQUITAINE

Collaboration avec

le Nord-Portugal

La région Aquitaine a couclu

un protocole de coopération avec le Nord-Portugal. Après l'Aragon,

le pays basque espagnol, la com-munanté de Madrid et l'Andalou-

sie, le Nord-Portugal est la cin-

quième région de la Péninsule ibérique avec laquelle les Aqui-

tains signest un accord. L'objectif

poursuivi est de constituer un

réseau susceptible de contribuer

au rééquilibrage économique de l'Europe vers l'Ouest atlantique,

dans l'esprit de l'Arc atlantique

La coopération avec le Nord-

Portugal se traduira par l'installa-tion d'une antenne de l'Aquitaine

à Porto, dans les locaux mêmes de la commission de coordination

Nord-Portugal (une sorte de pré-fecture de région). Le correspon-dant aquitain devra détecter et

suggérer des actions communes dans les domaines économiques ou culturels. Les deux régions se

(le Monde daté 22-23 avril).

de l'économie locale vis-à-vis de la

politique de Jean-Pierre Chevene-

pale est la bienvenue, et des le début, nous avons dit banco! » lance Alain Petit, président de

Tiraillements politiques .

A la mi-avril, une imposante brochette d'industriels locaux, de militaires et d'élus municipaux se sont rassemblés sons les ors des salons de l'hôtel de ville pour céléhier cecuméniquement, devant des journalistes français, allemands soviètiques, chinois, bulgares, vénézuéliens, l'hymne à la recherche d'investisseurs. Seules dissonances : l'absence de la chamme de commerce, dont les sym thies du président pour le Front national rendent évidemment maiaisé tout dialogne constructif avec le maire, et du conseil général que préside Jean-François Denian UDF, et qui nourrit une stratégie de développement départemental

sont engagées à financer dès cette

missions universitaires, pour ren-forcer la collaboration dans des

domaines privilégiés de recherche, dont les biomatériaux,

La fiaison aérienne

Limoges-Marseille

rouverte

l'enu et l'imagerie médicale.

année une vingtaine de bourses et

politiques perturbent le jeu écono-Décidément, Jacques Rimbault

distincte. Ici aussi, les tiraillements

ne recule devant aucun concept, aucun argument qui fait florès à notre époque pour séduire les milieux d'affaires. « La Sologne avec ses chasses splendides est à deux pas. » Le parc de production industrielle et d'activités commerciales et tertiaires (sie), dénommé PIPACT, qui va occuper 273 bectares près de l'échangeur de l'autoroute, « offre aux entreprises, dit une plaquette officielle, une logistique d'excellence ». La glasnost municipale est en marche.

Directeur de l'institut universitaire de technologie, Jean-Pierre Saulnier, adjoint au maire et chef de file des socialistes, approuve la démarche municipale mais voudrait « qu'on sache aussi que Bourges à été choisie comme ville pilote de la région Centre pour la productique et la technologie. productique et la technologie.

L'IUT compte trois départements et 650 élèves. A la rentrée prochaine sera créé un DEUG de sciences pour une centaine d'étudiants. Et pour obtenir quelque chose lci, tiraillé entre Oriéans et Tours, c'est pas du séteou l'n pas du gineau!»

Jacques Rimbault veut associer à son ambition économique, dans le cadre des réseaux de villes chers à la DATAR, ses amis communistes les maires de Vierzon et de Montlucon (auxquels s'est adjoint le maire RPR de Saint-Amand-Montrond) que certains brocardent déjà comme l'axe rouge nord-sud de la vallée du Cher. Mais pour brouilier le jeu et pour montrer qu'eux aussi ont des idées d'aménagement du territoire, les socialistes de Bourges lancent un autre itinéraire, estonest cette fois : Nevers-Châteauroux, Poitiers, via Bourges. Trois villes aux mains du PS. La route Jacques-Cœur, elle, n'a cure de ces péripéties politiciennes. Vénérable et historique, elle ne suit ni l'un ni l'autre de ces axes et vagabonde, de châteaux en abbayes, à travers le colza, les vallons et les siècles. En passant par Bourges, évidem-

FRANÇOIS GROSRICHARD

(i) Avec i 000 seguntes permanents, l'école, qui a formé 60 000 officiers et civits en vingueinq ans, se présente comme un des plus grands hôtels de France avec I 200 litts et un restaurant prime de 000 000 per le comme un des plus grands hôtels de France avec I 200 litts et un restaurant per l'école par le comme de comme de la qui sert 60 000 repas par an.

(2) Qu'utilisent auez souvent en voi-sins nivernais MM. Mitterrand et Bérégo-

MONTPELLIER

L'Alsace monte son propre réseau de mesures

La transparence des chiffres de radioactivité

A la fin de l'année, si tout va bien, chaque Alsacien pourra pianoter sur son minitel pour apprendre les chiffres de la radioactivité de l'air dans sa région et les suivre au jour le iour. Un réseau de mesures, unique en France, composé de quatre balises entre les Vosges et le Rhin, se met en place avec l'ar-gent des collectivités locales, aux côtés de celui qui existe déjà pour détacter les poliutions atmosphériques,

STRASBOURG de notre correspondant

« C'est après Tchernobyl que la région et les deux département (Haut-Rhin et Bas-Rhin) ont vouls des informations plus transpa-rentes », explique Philippe Richert, président de la commission de l'environnement du conseil régional, « Pendant cet évènement, les Alsa-çiens avaient des informations d'Afciens avaient des informations à Ai-lemagne et savaient que le « nuage » était passé, alors qu'en France on nous expliquait qu'il n'y avait pas de raisons d'avoir peur : quand tout s'est calmé, un arrêté a interdit la consommation d'épi-

D'où la volonté d'avoir ses pro-pres chiffres : « Cela n'a pas été facile, l'Etat a adopté une attitude très négativo. Ce n'est pas de voire très négative. Ce n'est pas de votre compétence, nous a-t-on dit. Mais nous nous sommes obstinés. » Fin 1987, une première décision du conseil régional pose le principe d'un réseau de mesures en continu de la radioactivité de l'air et dégage 810 000 francs de crédits. « Nous avons alors comparé les motériels existants et opté pour les balises Berthold, jusqu'ici inutilisées en France » ; ce matériel permet en effet de différencier la radioactivité « naturelle », qui connaît des variations importantes, et les effets d'une éventuelle radioactivité « artificielle », il est également compatible avec des également compatible avec des réseaux européens proches, en Allemagne, en Belgique ou en

Seul inconvénient : ces balises Berthold coûtent cher. La région, en 1989, ajoute 380 000 francs dans la cagnotte et une première balise est installée au CNRS, à balise est installée au CNRS, à Cronenbourg, un fanbourg onest de Strasbourg. Les trois autres, probablement cofinancées par les deux départements, seront posées à l'extrême nord de l'Alsace, près de Lauterbourg, au sud, soit à Mulhouse, soit près de la frontière suisse, enfin dans les Vosges, où le Donon accueille déjà une impor-tante station de surveillance de la poliution de l'air.

Parallèlement, un comité de ges-tion se réunit : scientifiques, élus, membres d'associations et respon-sables des services de l'Etat composent cette structure informelle.
Une procédure rapide est imaginée : en cas de « pic » sur les
courbes de radioactivité, une petite
cellule de crise est immédiatement
alertée par les services de l'ASPA
(Association de surveillance de la
rollution atmosphérage), ou sère pollution atmosphérique), qui gère le réseau, les pouvoirs publics sont mis au courant et le comité de gestion peut être réuni,

Premiers resultans 12550140

Même si la pointe de radioact» vité artificielle est minime, elle est analysée : les filtres des balises sont soumis à une spectrométrie dans deux laboratoires différents, le CNRS et la CRII-RAD (Com-mission de recherche et d'informa-tions indépendantes sur la radioac-tivité), a Nous avons pu découvrir dans que certaines nouves de ainsi que certaines pointes de radioactivité artificielle provenulent en fait de la décomposition du radon et donc de la radioactivite naturelle », constate Philippe

Les informations - par principe doivent être vite diffusées. Le comité de gestion prépare actuelle-ment leur mise en place sur minitel (3615 code ATMOS) à côté d'ex-plications « grand public ». Déjà se pose la question des scuils : quand s'inquiéter, alors que cha-que pays place la barre où il veut ? La CRII-RAD a été chargée d'une étude sur les seuils européens comme d'une cartographie de la radioactivité des sols alsaciens.

Les premiers résultats du réseau alsacien sont plutôt rassurants : la plupart du temps, la radioactivité artificielle demeure en dessous d'un becquerel par mètre cube, sans réelle signification. Mais les élus et les scientifiques alsaciens peuvent se réjouir d'avoir été des pionniers : déjà d'autres collectivi-tés sont venues s'inspirer du réseau de surveillance. Même l'Etat est devenu plus compréhensif : Elec-tricité de France donne maintenant des mesures régulières sur les acioactivites de l'air, du sc végétaux et du lait autour de la centrale nucléaire de Fessenheim (Haut-Rhin) et le ministère de l'enrironnement serait prêt à subventionner les prochaines balises alsa-

JACQUES FORTIER

Un nouveau président à la Conférence permanente

du Conseil de l'Europe

M. Lucien Sergent est le nouveau président de la Conférence perma-(Chypre) et Antoni Siurana, maire de

La cantine scolaire à l'heure électronique

Dans l'Hérault

de notre correspondant

Deux établissements scolaires du LIMOUSIN département de l'Hérault ont mis

en place un système de contrôle automatisé des élèves demi-pensionnaires facilitant la gestion de l'intendance. Un badge optique délivré aux élèves et enseignants qui déjeunent à la cantine permet un recensement en direct des entrées et une liberté de circulation dans le self-service. Une liaison aérienne biquoti-

> Lorsque arrive l'heure de déjeuner, l'élève, une fois à l'entrée du

self, insère son badge dans un lec-teur optique relie à un micro ordi-

nateur. Celui-ci identifie son possesseur et lui ouvre un tourniquet donnant accès aux tables. Le nom

de l'élève s'affiche sor un ecran.

lisible par le surveillant en place en amont du système, alors que dans

le même temps, l'intendante voit s'afficher dans son bureau, en

direct, la liste des élèves présents

dans le réfectoire, pouvant ainsi

l'imprimer dès la fin du repas. Un élève débiteur vis à vis de l'établis-

sement verrait le tourniquet se blo-

quer. Dans ce cas, ou lorsqu'un élève a perdu sa carre, le surveil-

iant, chargé également de détecter les éventuels fraudeurs, note son

nom avant d'utiliser une carre

passe-partout pour lui permettre de

prendre son repas. Un élève ayant déjà diné ne peut passer une seconde fois, son code mémorisé

lui interdit un nouvel accès au

dienne relie désormais les aéro-ports de Limoges-Bellegarde et de Marseille-Marignane. Après le C'est une expérience pilote menée il y a deux ans à Som-mières, dans le Gard, qui a poussé le conseil général de l'Hérault à investir 160 000 francs dans l'ope-partien cous le forme d'une sulvennaufrage voici un an de la compa-gnie Air Limousin (« le Monde » du 18 avril 1989), c'est la compaanie Air Vendée qui reprend cette ligne, avec un Fairchild métro 3 dix-neuf places, qui assurera le ration, sous la forme d'une subven-tion fractionnée versée aux établis-sements pendant trois ans. A Florensac, ce système a été installe pour 210 élèves de onze à quinze trajet en soixante-dix minutes. avec correspondance à Limoges pour Brive (Corrèze). ans. A Pézenas, il est utilisé conjointement par 850 élèves et professeurs du collège et du lycée.

A la rentrée de septembre 1990, cette ligne devrait être prolongée cette ligne devrait ette protospec de Limoges vers Nantes, Jean-Paul Dubreuil, PDG d'Air Ven-dée, place à huit mille cinq cents passagers par an le seuil de renta-bilité. La liaison précédente, assu-rée par Air Limousin, était arrivée à une fréquentation de sept mille cinq cents. Un sondage mené par la chambre de commerce et d'in-dustrie de Limoges auprès de ses ressortissants a conduit à la réouverture. La compagnie se donne trois ans pour équilibrer l'exploi-tation de cette ligne.

En attendant, ce sont les collec-tivités locales – conseil général de la Haute-Vienne, municipalité de francs pour les trois premières années. A quoi il faut ajouter onze millions de francs d'investissements pour cinq ans, avec l'aide du conseil régional du Limousin, pour permettre à l'aéroport de Limoges de passer aux normes techniques de la catégorie 2 qui en

une optimisation de la comptabilité du collège, qui peut désormais proposer aux familles des formules à la journée, mais aussi sur deux, trois ou quatre jours sans surcharge pour le personnel. Le mode de fonctionnement précident ne permettait que des forfaits hebdomadaires, mensuels ou des tickets journaliers, pénalisants car plus

Inconvénients : un aspect policier et froid compensé dans les deux établissements par la mise en place de self-services permettant une plus grande liberté des élèves. Peu rentable en dessous de 400 convives, ce système semble cependant séduire le conseil général de l'Hérault qui, après un an d'expérience, a décidé de l'étendre au collège et au lycée de Lupel. commune située entre Montpellier

nente des pouvoirs locaux et régionaux (CPLRE) du Conseil de l'Europe. Réunie à Strasbourg pour sa session, la CPLRE a en effet élu M. Sergent (conseiller régional) (UDF) d'Ile-de-France, vice-président du conseil général de l'Essonne et secrétaire général de l'association française pour le conseil des communes et régions d'Europe. M. Sergent est président de la délégation française à la CPLRE depuis quinze ans. La conférence permanente a élu ses vice-présidents. Il s'agit de MM. John Morgan, du Test Valley Borough Council (Royaume-Uni) qui est le président sortant, Vittorio Caldiroli, membre du gouvernement régional de Lombardie (Italie), Lellos Demetriades, (maire de Nicosie

franco de port

CATALOGUE PRATIQUE

et langues des affaires matières, années d'édition et prix

MEDILIS S.A. Librairie Universitaire La Librairie de l'Université 9 rue Séguier 75006 PARIS 9-16 rue Bonald 69007 LYON Tel: 46.34.07.76

PROMO-LIVRE

TEE 78.61.26.61

JACQUES MONIN Lenda (Espagne).

DE THOMAS MORE LE " MONTESQUIEU ANGLAIS ". TEXTE INTÉGRAL, élucidé, commenté, traduit par André Prévost

UNE CHARTE POUR L'EUROPE

Docteur ès lettres, lauréat de l'Académie. L'Europe de More : anarchie, corruption, inflation, guerres. Le Remède: L'Instrument utopique: les finalités, urbanisme.

économie, vie de l'esprit, pluralisme religieux, relations internationales : Fédérations.

UN LIVRE QUI ÉCLAIRE L'AUJOURD'HUI UNE ÉDITION D'ART qui reproduit l'esthétique de l'original titres or, illustrations par Holbein, signets. Custode relevée de portraits. Notes. Tables. Lexique. Index. 780 pages.

LE LIVRE A OFFRIR: 250 F franco.

Bégédis Paris et chez l'auteur. Par poste, commandes par C.C.P. A. Prévost 1462.61 Z LILLE ou par chèque ou eurochèque libellé en Francs Français à l'ordre de A. Prévost, 16 avenue des Fleurs F. 59110 LA MADELEINE. Livré par retour, emballage à toute épreuve. Pour envoi recommandé, ajouter 20 F. Tél 20.55.29.16. Dédicacé sur demande.

Vente par correspondance

DE L'ETUDIANT

droit, économie, gestion

demander ce catalogue gratuit par écrit à:

Limoges, chambres de commerce et d'industrie de Limoges, Brive et Marseille – qui vont de nouveau faire l'effort de financement nécessaire : deux millions de

Avantage du système : un trôle des présences immédiat et

Author to a series of the seri

AGENDA

SITUATION LE 28 avril 1990 A 0 HEURE TU

MÉTÉOROLOGIE

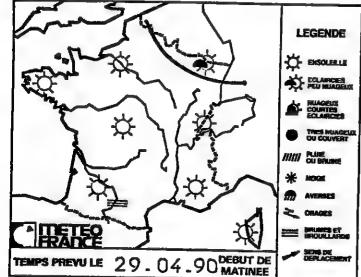
PRÉVISIONS POUR LE 30 avril 1990 A 12 HEURES TU

Les hautes pressions s'installent, persistent et signent. Dimanche : très belle journée asoleillée et très douce sur l'ansen-

Dans le Sud-Ouest, les quelques pancs de brouilland formés en fin de

es nuages bas au lever du jour sur le Languedoc-Roussillon, se désagrégeant rapidement. Côté températures, il fora le matin

de 4 à 6 degrés au nord, localement il degrés dans le Nord-Picardie et 6 à 9 degrés sur le reste du paya, avec mêms 12 degrés près de la Médicer-ranée. L'après-midi, le thermomètre firtera avec les 20 degrés partout, et mêms 25 degrés dans le Sud-Ouest.



TEMPÉRATURES	maxima -	mi	oin		•ŧ	temps	oh	-	4
Valeurs extrêm le 27-04-1990 à 6 heures TU	an entrusion areas					le 28-	24-1	980	1
FRANCE	TOURS]6 19	11	C	ΙO	SANGELES_	_ 23	15	D

FRANCE	I morne	1
	TOURS 16 11 C	LOS ANGELES 23 15 D
MARRIZ 19 10 D		LUXEMBOURG 12 2 D
BORDEAUX 20 9 D		MADRID 20 8 N
BOURGES IS 12 C	ÉTRANGER	MARRAKECH 23 II O
BREST 14 5 M	ALGER 22 16 C	MEXICO 25 H B
CAEN 12 3 D	AMSTERDAM 11 3 A	MILAN 22 II D MONTRÉAL 38 16 D
CHEROURG 10 6 D	ATHÈNES 25 15 N BANGKOK 37 27 C	MONTREAL 38 16 D
CLERMONT-PERL 19 5 D	BANGKOK 37 27 C	NAIROM 20 IS N
DOON HE IS C	BARCELONE 18 II D	NEW-YORK 12 10 D
GRENOMESANE 19 7 D	BELGRADE 17 9 C	OSLO
LIMOGES 17 16 D	BRUXELES 12 2 D	PALMA DE WAL 22 11 C
LYON . 14 11 M	LE CARE 40 19 N	PEKUN 22 D
MARSHILLEMAR 24 10 D NANCY 14 5 N	COPENHAGUE 13 6 D	RIO-DE-JANEIRO. 29 24 D
NANCY 14 5 N	DAKAR 72 18 15	ROME 19 9 R
NANTES IS HI C	DELHI 37 25 N	SINGAPOUR 35 25 0
NCE 18 12 N	DIERRA 19 14 C	STOCKHOLM 10 4 C
NICE 18 12 N PARIS-MONTS 15 7 D	GENEVE II 9 D	SYDNEY 19 11 D
PAU 12	HONGKONG 24 21 C	TOKYO 21 14 N
PERPIGNAN 23 14 D	ISTANBUL 16 16 D	TUNIS 22 II D
RENNES 15 9 C ST-ETIENNE 18 5 N	PERUSALEM 31 20 N	VARSOVIE 16 4 C
	LISBONNE 23 16 1	VENISE 19 II D
STRASBOURG LS & C	LONDRES H 5 D	VIENNE 18 6 P
ABC		
ABC	D N O	P T +
averas brame convert	ciel ciel . orage	place tempine makes

 * temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

SUR MINITEL. Prévident complètes. Météo marine. Touga choevé Paris, province, étranger. 36.15 Tapez LEMONDE puls METEO.

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 28 avril

TF 1
20.45 Variétés : Sébastien, c'est fou !
22.20 Magazine : Ushuaïa. 23.20 Magazine :
Formule sport.
0.15 Journal et Météo. Δ2

20.40 Variétés : Champs-Elysées. 22.45 Série : Les brigades du Tigre. 23.45 Journal. FR₃

20.50 ▶ Théâtre : La bête dans la jungle. 22.30 Journal, 22.45 Documentaire: M. S. 23.15 Documentaire: 1942. 23.30 Documentaire : M- V. 0.00 Série rose : Une villa à la cempagne.

CANAL PLUS 20.30 Série : Jack Killian, 21.23 Sport : Handball. 23.00 Cinéma : Bad taste. D 0.25 Cinéma : Mes nuits sont plus belies que vos jours an

20,30 Drôles d'histoires, 20.40 Téléfilm : L'or des amazones 22.25 Magazine : Désir. 22.55 Téléfilm : Les filles de la nuit.

LA 5

0.00 Journal de minuit. М6

20.35 Série ; Kongkong correction. 21.30 Série : Les cadavres axquis.

22.25 Téléfilm : Le cri de la mort. 0.00 Six minutes d'informations

LA SEPT 20.50 Theatre : La bête dans la jungle.

22.30 Soir 3. 22,45 Documentaire : Monsieur S.

23.15 Documentaire: 1942, 23.30 Documentaire : Madame V.

FRANCE-CULTURE 20.30 Photo-portrait. Stephen Spender, écrivain.

20,45 Dramatique, Linge sale. 22.35 Musique : Opus, 0.05 Clair de puit. FRANCE-MUSIQUE

20.05 Opéra (donné le 14 avril au Grand Théâtre de Genève) : Tancrède », de Rossini, par l'Orchestre de la Suisse

romande et le Chosur de Grand Théâtre de Genève,

Dimanche 29 avril

_	IF 1
4.15	Série : Rick Hunter,
5.10	Inspectaur choc. Variétés :
	Y a-t-il encore un co

TC 4

dans le show? Feuilleton : Côte Ouest, Tiercé à Longchamp. 16.30 Dessins animés :

Disney parade.
18.00 Magazine : Téléfoot.
19.00 Magazine : 7 sur 7.
Invitée : Annie Girardot. Journal et Tapis vert. 20.40 Cinéma : La gifle

22.25 Magazine: Ciné dimanche. 22.30 Cinéma : Poisson d'avril.

A2 14.55 Série : Mac Gyver. 15.50 L'école des fans. 16.35 Série : La belle Anglaise 17.25 Documentaire : La pla-

nète des animaux. 18.20 Magazine : Stade 2. 19.30 Série : Maguy. 20.00 Journal 20.40 Série : Le corille. 22.10 Magazine:

Musiques au cour. 23.20 Journal et Météo. 23.40 Série : Rush. FR 3

13.30 Sport : Tennis. 19.00 La 19-20 de l'information. 20.00 Série : Benny Hill. 20.35 Les Molières 1990.

23.15 Journal. 23.40 Magazine : Le divan. Invité : Le sculpteur César. 0.05 Cinéma : La courtisane. ma

CANAL PLUS 14.00 Magazine : Exploits. 14.15 Sport : Rugby. 16.00 Sport : Golf. 18.00 Cinéma : Après la

- En clair jungu'à 20.30-

19.30 Flash d'informations. 19.35 Dessins animés : Ca cartoon. 20.30 ▶ Cinéma : Enquête

sur une passion. mm 22.25 Flash d'informations. 22.35 Cinéma : Le demier métro, ann LA 5

15.10 Téléfilm : Une tendre

16.50 Magazine : Tálé-matchs dimenche. 18.00 Série : Riptide. 18.50 Journal knages. 19.00 Divertissement : Les fléaux capitaux.

19.45 Journal. 20.30 Drôles d'histoires. 20.40 Cinéma : Monsieur Saint-Ives. 3 22.50 Magazine : Ciné Cinq. 23.00 Cinéma : Trop jolies pour

être honnêtes. 🛭 0.00 Journal de minuit.

M6 14.20 Série : Laramie.

15.10 Série : Les envahisseurs. 16.05 Magazine : Adventure. 16.15 Série : Brigade de nuit. 17.05 Série : Vegas. 18.00 Informations: M6 express.

18.05 Série : Devlin connec-19.00 Magazine : Culture pub. 19.30 Série : Murphy Brown. 19.54 Six minutes

20.00 Série : Cosby show. 20.35 Cinéma : Que les gros salaires levent la doigt | w

22.15 Magazine : Sport 6. 22.25 Capital. 22.30 Cinéma : La dame de miel. 0.00 Six minutes

d'informations. LA SEPT

15.00 Téléfilm : La mort de King-Kong. De Jiri Sotola. 16.10 Court métrage : L'éternelle idole.

De Gilles Bourdos, 16.35 Documentaire: L'âge d'or du cinéma (4). De John Edwards.

17.05 Documentaire: Au seuil de la banquise. De William Hansen. 18.00 Téléfim : L'avvertimento. Ca Carriano Dar

19.45 Musique : Barcarolle, op. 60 de Chopin.
19.45 Nocturne : Barcarolle,
com 60, Chopin.
20.00 Documentaire :
Martial Solal.

De Gérard Lopez. 21.00 Cinéma : Sans l'ombre d'un péché. mm Film portugais de José Fonseca e Costa (1983). Avec Victoria Abril, Mario Viegas,

22.40 Court métrage : Le pain, de Manoel de Oliveira. 23.05 Documentaire :

L'enfant aveugle. De John Van der Keuken. 23.30 Documentaire : Herman Slobbe, l'enfant aveugle. De John Van der Kecken. FRANCE-CULTURE

20.30 Atelier de création radiophonique. Petit concert Fluxus pour un dimanche

22.35 Musique : Le concert. Kishori Amonkar, chanteuse lessique de l'Inde du Nord. 0.05 Clair de nuit. FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné les 4 et oncert (donné les 4 et 5 décembre 1988 à Hambourg): Concerto pour fûte et orcheatre n° 1 en sol majeur K 313, de Mozart. Symphonique de la Nord-deutsche Rundfursk, dir. Gunter Wand.

23.05 Climats. Musiques meditionnelles. Mounir Bachir à la Maiion des cultures du monde. 0.30 Archives dans la nuit. Wilhelm Backaus, piano, avec l'Orchestre de la Suissa romande, dir. Carl Schuricht.

CARNET DU Monde

- Chitesu-Thierry, Paris.

M. et M. Pierre CARBONNEIL, M. et M. Arama LEENHARDT,

de leurs enfants

Véronique et Régis.

André BANUILS. chevalier de la Légion d'honneur, professor émérite à l'université de Samebruck (RFA),

survenu le 27 avril 1990.

Les obsèques auront fien le mercreté 2 mai, à 10 h 30, au Hampt Friedhof (Alte Halle), à Sarrebruck, dans l'inti-mké finnibale.

27 A, D 6604 Glidingers.

M^{on} Jacques HROSSOLLET, sée Solonge Bella,

De la part de ; Marcel et Jacqueline Brossollet Jean Brossollet, Yves et Arisme Brossollet

Nicole et Gabriel Sche Max et Nadège Brossollet, Monique et Michel Degny

Sophie Pécorari Brossiller. Marie et Clémence, Christine et Armand Dillard, Adrien, Alice et Angustine, Amand et Marie-Stéphanie

Felix et Louis, Véronique et Henri Condé, Matthieu et Emmanuel, Stanislas et Caroline Brossollet, Alexandre, Julien et Aurélien, Isobelle et Jean Oliveri,

Bénédicte et Pascal Fourmond. Agathe et Panine, Rémi Brossollet

Diane Brossollet, Daniel-Stanislas et Valéria Brossol-

Dorothée, Guillanme et Alexandra, Odile Schmidt, Jérôme et Bénédicte Schmidt,

Valentine et Amélie, Benoît Schmidt, Guillaume Brossollet, Juliette Brossollet, Martin Brossollet,

Sylvie et Arnauld Ménager, Raphaël, Nicolas Degny, Marie-Armélle Degny, Ses petits-enfants et arrière-petits-en-

La cérémonie religieuse sem célébrée le mercredi 2 mai, à 8 h 30, en l'église nt-Sulpice, sa peroisse.

Markobert Chary,
Markobert Chary,
MM. Guillaume et Edouard Chary,
M. Robert Delagarde,
Septis-fils, as belie-fille, ses arrière-

M. Marcel CHARY, officier de la Légion d'hormeur,

survenn le mercredi 25 avril 1990. dans sa quatre-vingt-dix-sept

La cérémonie funéraire aura lieu le jeudi 3 mai, à 16 heures, en l'église Saint-François-d'Assise, 9, rue de la Mouzale, à Paris-19.

Ni fleurs ni communes.

- M= Michel Miccuin, t mère Gilles, Jean-Yves, Lyane, Hélène,

M= Little Morizon, sa compagne, Et toutes leurs familles, out la donieur de faire part du décès du

doctor Claude MRCOUIN,

Garreson & 26 areal 1990.

an temple protestant, rue Hébert, à Grenoble, le samedi 28 avril, à

Fiançailles

- On nous prie d'azzonneer le décès de

- Le 27 avril 1990, le Seigneur a

à l'âge de quatre-vingt-onze ans.

Constance, Solunge, Victoire et

Pierro-Paul et Felice, Jacques-Augustin et Kathleen Beo

Diego,

Manie-Agnès et Alain Leplaideur, Sébastien, Charlotte et Julien, Emmanuel et Catherine Schmidt,

8, me Férou, 75006 Paris.

- Le professeur Jean-François Chary et son éponse, M. Frédéric Chary

tits-fils et son cous ont la tristesse de faire part du décès de

Cet avis tient lieu de faire-part.

es enfants; Nicolas et Marie,

Un cuite d'action de grâce est rende

- Le 27 avril est resoumée à Dies Amb PERCHENET. obiase acculière de l'abbaye de Bec.

Les obsègnes seront célébrées le jeudi 3 mai, à 15 heures, en l'église paroissale du Boo-Hellouin (Eure).

M. et M- Bernard Rouse, Bernadette, Daniel et Stéphane, ont la douleur de faire part du rappel à Dice de

M-P- RONZE note Marie Contr-Lumbs

est décédée en son dominile, le

La messe de funérailles sera célébric dans l'intimité le mercredi 2 mai, à 14 à 30, en l'église de Cambo-les-Rains (Professes Attentiones) mais de l'intimité d'

9, place des Terses, 75017 Paris,

Mª Mario-Suzanne Watt M. et M- Philippe Wald M. et M= Michel Waht et leuts colleges. er seurs commes, ont la douleur de faire part du décès de

M- Robert WAHL,

survenu le 23 avril 1990, en son domi-cile, à Paris,

L'inhumation a en lieu dans la plus stricte intimité, à Guerchy (Youne).

Erratum us epouse. Durius et Cambyse Saba,

M. ct M- Afalian

Fe toute is far

stavent in 18 avril 1990.

21, avenue Khark, Tebéran 11337 (Iran).

Anniversaires Montrie Nanterre

Il y a un an disparaissait à l'âge do quatre-vinet-un ans Paul KOCH, ancien architecte en chef des BCPN, chevaluer de la Légion d'honneur, ancien clève de l'Atelier Pontremoli-Leconte.

- Il y a trois ans, le 30 avril 1987, le docteur Didier SEUX.

psychiatre, disparausait, mortellement biceré, dans

Il a été le précurseur du travail que postsuit l'association qui porte son

Association Didier-Sens. Santé mentale et sida, 6. rue de l'Abbé-Grégoi 75006 Paris.

Messes armiversaire - La messe traditionnelle à la

l'empereur NAPOLEON I.

et des soldats morts pour la France sera célébrée en la chapelle du dôme des Invalides, le samedi 5 mai 1990, à 18 heures, en présence de LL. AA, II, le prince et la princesse Napoléon.

France fibre. Des places seront réservées aux

embres des associations. Les portes seront fermées à 17 h 45

Theses

- Université Paris-III (Sorbonne nouvelle), le vendredi 4 mai, à 9 h 30. salle Bourjac. 17, rue de la Sorbonne. Mª Catherine Augustin. épouse Vrana : « Deixis : cibles et ordres des opérations dans la structuration de l'énoncé en anglais contemporain ». — Université Paris-III. le samedi

5 mai, à 9 heures, salle Louis Liard, 17, rue de la Sorbonne, M. Eric Le Calvez : « Génétique et poétique de la description. l'Education sentimentale de - Université Paris-III (Sorbonne

nouvelle), le samedi 5 mai, à 14 beures.

salle Bourjac, 17, rue de la Sorbonne

M. Philippe Sturgess: « Théorie et pra-tique de la marrativité »,

Plus de

civile a sale

Cosa 2 - \$7% 46 医 144.00 a ta cent met # 2 12 84 34 MAG The section of the section of

THE PARTY AND ADDRESS. gleit er eil' an Room

and the second second second

Control of Section

THE STATE OF THE

g sassing 🎒

193,57

e rice

 $\sigma \mathcal{R} e^{(1-\epsilon n)}$

ge for

n 1 "1

51 50

なる (数なべき)

16 m 42

5 UNI 1

72. 25. 3

Sta

Des efforts MERCHAN and the Constant ger bert jest ber ermitte 🏚 Mit ist ist in an idea take Rhand of the branch granite grandent de 14th Carl S & Medic RESERVE DE SANGER guateriatur a en setten ift biet Canteinn. geneunte gunteten Tanben 1999 franze gen de Mante 19 I was in the Lange - Jee No

tamorti a a cape di seletto di finazione e e e e finalesi tialemento della tilinga ini alan in der eine gereit 🚧 Hatiful at 1.1 Streethook & 2007 1 1 2 ma 🐠 2004 CANADA PAR tic attite a IR Winner auf MPD Auff

Tallet at a certiffe patelle 2 million ber bei weites Mittel und bie enter Denie bafan nicht es es minet The part of the selection Bent at the out of the sections The same taken 1-4121 te ingen en 1046 tige an eine fine finange fie de entre en terpies de

Sara es en gan e 🕶 fatte mer a and geften. DOT LE FURNISH SUPPLIES

To wheeling Tana piente Ans piente Ans les pien Ans les pien A Houghness

TO SHOW A de franche THINK CO 19 to 1982.7 13 Jordan 1 Tapido del

With Parlows

· `JBALGWG L

Salahan in the gen tembaten in the ful smill The lands of 2022 1 144 MAN Samparan de la

Plus de croissance, moins de sécurité

Le regain d'activité a entraîné une reprise des accidents du travail – trois morts par jour en 1988 – notamment sur les chantiers et chez les intérimaires

E retour de la croiss le regain de l'activité industrielle s'accordent mal avec la sécurité au tramal avec la sécurité au tri-vail. En recul régulier depuis 1975, les accidents syant entraîné un arrêt de travail ont augmenté de 4,1 % en 1983 (dernière statistique disponible) alors qu'ils avaient baissé de 33 % entre 1977 et 1987. Et, si l'on en croît les experts, l'année 1989 a de fortes chances de confirmer ce monvement de revoise.

The La Morate & Outnameter 29 - Lundi 30 avril 1890 1

Fignesilles

· [7]; RAIN CE LEGERAL! Andre PERCHEREL

(All the latest the second of the latest the second of the

A to No Bentard Benta Selection of State of

and the first part of table

oce Maria Complianting

Services dender a se partie

La move de landrales ma dis-lant l'attent de mercon l'action de la confesse de Cando de la de contrar d'implant, avant de l'action de la caren de la la caren de la caren de

of the Narramental

the second of the bull of the

1 Robert WAHL

war will and in comb

with a rise of Course from

100 - 1100

AND WESTERN STREET

the problem by the party.

MOTHER SUPPORCHE SUIL

Anniversity

this was a female.

tal final in 18 and 1980

Allow Silvey.

CONTRACTOR AND AND

- March New York

4 10 Feb 2 474

ं १३ व्या का वे स्थापनाधीकी

Carried and School (Co.

Cathal Daint Still

Jan., 3.47

THE STREET

Company September

THE PARTY POR IS SELL

100 100 100

Charles of the Control of the Control

72 - FA

المعدد وي إصحر و المحدد وي إصحر

I I I Me Wood Way

אסטינים ב שניי והיי

್ ೯೪೫ ಗರವಡ್ಡ

art, a Party

CARNET DU Illonde

of the party degree (%) plittill

S francier at Regia

Company of State of the last

Audit BANLES

機の病の みる (金)ティルのない

Callen & Sill Wijder fan gener in ber

. Bat 7" greet , 184 . in to gener a.

har Antonio Markettalia.

mer fertunge Stehn,

IF A U bank : Alleger.

\$ 5 per all themen while the same

Separated in the second of the second

Managhili off large and Mark state.

Marie & Annago Brancost.

Manager & British age t

Commission Strings of Society 2

and the first of the bearing and the second

THE R. P. S. WHEN THE BURNEY. Control Salters & F. Mari.

the the state of the state of

Martin Charles He Martin Land

Philipse in Argun 1975

Springer of these a rich en to ment

Make to Spinisters

Control of Parents

mouvement de reprise... Ce qui inquiète le plus, ce n'est pes seulement cette brusque angmentation mais le fait que celle-ci est supérieure de près d'un point à la progression des effectifs salariés (+ 3,3 %) et que les accidents mortels se sont accrus de 10,8 % (1 112 m.) 1000 entern 1000 f. en 1983 contre 1 004 en 1987). En 1988, 23,6 millions de journées de travail ont sinsi été perdues contre 21,9 millions en 1987, en hausse de 7,8 %.

Des efforts relâchés

A qui la faute ? Pour l'instant, ces chiffres n'out pas déclenché de ces chiffres n'ont pas déclenché de polémique. Le patronat des travaux publics a chargé François Ceyrac, ancien président du CNPF, d'une mission d'étude, alors que, de son côté, le ministère du travail a demandé à un conseiller d'Etat, Max Querrien, d'euquêter sur la question. Toutefoix, le rapport réalisé par le ministère da travail auprile du Conaeil supériour de prévention des cisques professionnels a jugé la situation etrès présecupante » en mine d'un relichement des efforts de prévention et de prévent des prévention et de respect des normes de sécurité.

De côté petronal, oc refuse d'évoquer un renversement de ten-dance mais l'on se dit déterminé à a examiner le problème de très près s. a C'est un clignotant qui s'aliume. Il faut re-sensibiliser les entreprises et les sularits » admet on transfois au CNPF, dont le président de la commission sociale, Jean-Louis Giral, vient d'adresser aux chefs d'entreprise une très officielle missive allant dans ce sens.

Le patronat continue par ailleurs de critiquer les « excedents programmés » de la branche accidents du travail de la Sécurité sociale (6,2 milliards de francs en 1989 sur un total de 37,5 milliards de cotisations après un surplus de 3,5 milliards en 1988) qui « ne contribuent pas à la motivation des entreprises en faveur d'une préven-

Le rapport du Conseil supérieur

ments de réflexion qui penvent d'ores et déja éciairer les exports. Ainsi, deux secteurs totalisent à eux seuls 90 % de la progression des accidents du travail observée en 1988 : le batiment et les travairs en 1988; le batiment et les travaux publics d'une part, le secteur « interprofessionnel » d'autre part. Ce dernier regroupe 4,8 millions de salariés appartenant à des pro-fessions diverses (restauration, manutention, récupération des déchets) mais il comprend aussi et surtout les intérimaires qui, son-ligne le Conseil, « sont victimes d'accidents plus nombreux et plus grates ».

Les intérimaires sont deux fois

pins exposés que la moyenne des autres salariés : la fréquence des accidents graves atteint 11,5 pour mille intérimaires contre 5,9 pour mille en ce qui concerne l'ensem-ble des salariés. Selon le Conseil supérieur, les formes d'emploi précaires se caractérisent trop souvent par « une absence presque systèma-tique de formation à la sécurité du travail » et par « le désintérés, voire l'absence de l'encadrement et de la mairise pour ces travailleurs ». Le récent accord paritaire sur le « trarail précaire » comporte d'ailleurs un long développement sur le ren-forcement de la prévention pour les salariés intérimaires ou embauchés avec des contrats à durée

Dans le BTP, l'année 1988 a été particulièrement meartrière; 346 décès socidentela, soit une ang-mentation de 34 % en un an. Jean Domangs, nouveus président de la Fédération nationale du bâtiment (FNB), no veut pes faire figure d'accusé, « Malgré le brutalité des esec estenité », paride d, en rappe-lant qu'un déput des sumées 70 le sombre d'accèdents mortels confinumbre d'accidents morten e lait entre 300 et 900 per an.

« Les efforts de prévention des chefs d'entreprise, qui sont tout à fait conscients de leurs responsabili-tés vis-à-vis des hommes, ont donné des résultats concrets. Il faut néan-moint analyser avec des chiffres fiables les statistiques de 1988 qui aont plus que préoccupantes », assure J. Domange qui se refuse à voir un parallélisme entre la reprise de l'activité et celle des

des accidents du travail n'est pas chose aisée. La Caisse nationale

diffuse les statistiques qu'avec plus d'un an de décalage. Quant aux données « technologiques » qui portent sur les caractéristiques des socidents, elles sont encore plus longues à obtenir et de surcroît jugées fort peu opérationnelles par

Le Conseil supérieur a décidé de mettre sur pied un observatoire des risques professionnels alors que la FNB va renforcer ses propres services d'études, Mais ces insuffisances statistiques témoiguent surtout que la nécessité de mieux connaître les accidents du travail pour mieux les prévenir n'a jusqu'ici pas véritablement été considérée comme une priorité.

En tout état de cause, plusieurs facteurs permettent de lever une partie du voile sur le retour des

bâtiment. En premier lieu, la taille moyenne des entreprises de ce sec-teur, reconnaît J. Domange, repré-sente a une limite à la politique de prévention ». En second lieu, on peut s'inquiéter de la pression grandissante qu'exercent donneurs d'ordres publies comme privés — soumis à des contraintes finansoumis à des contraintes financières croissantes sur les entre-prises du bâtiment qui doivent fonctionner « à flux tends ».

Selon les experts de la FNR, le raccourcissement de 25 % du temps d'intervention sur les chantiers observé depuis 1985 s'expli-que d'abord par cette pression extérieure. Il fant contruire tou-jours plus vite le délai entre la commande et le début des travaux se réduit et devient même un argument essentiel pour l'attribution d'un marché et moins cher des

bitiments de taille de plus en plus réduite car les ensembles compre-nant plus de cent logements se font rares. Autant d'éléments qui nui-sent à la préparation des chantiers et à l'organisation de l'encadrement, contraint de se disperser sur plusieurs sites.

Un savoir

Pour sa part Jean-Jacques Peyre, secrétaire de la fédération CFDT du bâtiment, s'inquiète de « la pré-carisation au sens large ; recours aux intérimaires et à la sous-traitance en cascade,

Il y a quinze ans, dans une entre-prise de gros oeuvre, les jeunes étaient intégrés dans un milleu de travail à peu près structuré. A pré-

« un savoir ouvrier en matière de sécurité s'est probablement perdu », estimo-t-il. Traditionnellement plus exposés que les autres, les selariés « précaires » écartés des Davantage d'accidents du travail postes de travail durant la réces-sion se sont faits plus nombreux

dans les usines et les chantiers, ce qui pourrait expliquer une partie du regain des accidents du travail. S'y ajouteraient « des insuffi-S'y ajouteraient « des insuffi-tances de la formation et de la prise en compte de la sécurité dans cette formation ». Plus largement, affirme le directeur général de l'INRS, « la courbe des accidents du travail atteint aujourd'hui un palier et il sens de plus en plus diffi-cile de progresser. Aussi, faut-il changes la nauve de la privation Le zéro-risque n'existe pas, il faut maintenant maitriser les risques. Mair peu d'entreprises on compris Mais peu d'entreprises ont compris que cela fait partie intégrante de leur compétitivité ».

tance, le groupe n'est plus home-gène », « l'endant dix ans, il n'y a pas eu d'embauche, ajoute-t-il. Le milieu de travail a été destructuré

et l'apprentissage n'est plus aussi progressif. En outre, avec l'indus-trialisation du bâtiment, on en est presque au chronométrage et c'est

souvent dans les gros chantlers mécanisés que les accidents sont les

mecanistiquents, Quelques grandes sociétés commenceut à se saint du problème mais, en général, la for-mation reste au minimum légal et rien n'est fait en matière de sensibi-lisation à la sécurité, »

Au-delà de la situation du BTP,

minique Moyen, directeur sé

ral de l'Institut national de recherche et de sécurité (INRS)

discerne une « nouvelle donne ». Avec la reprise de l'emploi après

Négligée en certaines occusions, il est temps que la prévention des accidents du travail retrouve toute se place. En attendant, les pouvoirs blics so disent déterminés à forcer les contrôles es à établir · une concertation étroite avec les parquets o afia qua « toutes les mites tant eur le plus civil que penal soient tires ».

Sans doute faudrait-il également qu'ils s'interrogent, avec les parte-naires sociaux, sur les effets pervers d'une législation qui, en sou-mettant les PME à un taux de cotisation collectif, leur interdit - contrairement aux plus grandes sociétés soumises, elles, au tanx réel – de pleinement recueillir au plan financier les effets positifs de leurs efforts de prévention mais qui, a contrario, amortit les conséquences d'une dégradation de la

curité au travail... JEAN-MICHEL NORMAND



tion du « taux de gravité des incapacités temporaires », l'unité correspon-je suite à un socident pour mille heures travaillées (envrion six mois), soit La courbe traduit l'évolution du « taux de dant à une journée perdue suite à un sou deux jours par an pour chaque salarié.

1984 1985 1986 1987 1988

(Source : Caisse retionale d'assurance-maladie des travailleurs salariés)

Hongkong, le passage obligé

Les trois quarts des investissements directs étrangers en Chine proviennent de la colonie britannique, anticipant l'échéance de 1997

VEC un indéfectible optimisme, et en selectionnant les évolutions depuis dix ans phutôt que les données les plus récentes, Alan Mc Lean, l'un des cadres dirigeants de la Hongkoug Bank, aligne toute une série de paramètres économiques flatteurs pour la colonie britannique: « Même si, depuis deux ans, la croissance à Kongkong est moins vigoureuse, le territoire joue de plus en plus le rôle de point de passage quasi oblige des flux commerciaux entre la Chine et le reste du

13 % de croissance en 1987, 7,3 % en 1988, 3 % l'an dernier; un taux d'inflation qui a doublé en deux ans ; une hausse rapide des salaires : voilà des éléments à mettre au passif. Mais, du côté des performances enviables, les économistes n'ont que l'embarras du choix.

Le revenu par tête est neuf fois plus élevé qu'en Thallande, quatre fois plus qu'en Corée. Sur les dix dernières années, le tanz annuel de progression des réexportations vers

in Chine a atteint 74 %. Autre chiffre qui montre à quel point les milieux d'affaires de Hongkong ont déjà lié leur sort à celui du gigantesque voisin, anticipant l'échéance de 1997 qui sonnera le rattachement des 6 millions d'ha-bitants du minuscule archipel au milliard de Chinois : les trois quarts des investissements directs étrangers en Chine sont originaires de Hongkong. Le Japon vient en deuxième position, avec seulement 7 % du total

Chaque jour qui passe accentue un peu plus l'osmose entre le capitalisme le plus échevelé de ce « Manhattan en mer de Chine » et les provinces contigués de la République populaire. En dépit des contrôles donaniers et de police, le modèle hongkongais de l'argent façale et de ce que les économistes appellent « le rapide retour d'investissement » exerce son attirance sur le Nord, bien an-delà de la colonie elle-même et de la zone économique spéciale de Shenzhen Pékin se garde bien d'ailleurs de vilipender en quoi que ce soit les « capitalistes » de Hongkong.

La province de Guangdong, où près de 2 millions de Chinois travaillent en sons-traitance nour des industriels de Hongkong, passe pour être un peu « l'arrièrede la colonie. A croire que ni les locataires anglais ni les maîtres actuels de Pékin n'ont intérêt à agiter 1997 comme un épouvantail.

L'argent facile

Après les événements tragiques du printemps 1989 sur la place Tiananmen, les dirigeants chinois ont d'ailleurs tout fait pour que la panique ne s'empare pas de la belle mécanique boursière, financière, négociante et industrielle. Ebranler la traditionnelle confiance des investisseurs, c'elit été donner des armes au concurrent de plus en plus menaçant qu'est, en Asie du Sad-Est, Singapour.

D'ailleurs, avec plus de 10 milliards de dollars américains de capitaux (1), Pékin ne reste-t-il pas le principal investisseur à Hongkong? Symbole de cette volonté ostentatoire d'affirmer que Hong-

kong ne sera ni dénaturé ni spolié lors du rattachement : la tour la plus haute du quartier des affaires, 320 mètres, n'est autre que celle de la banque de Chine, conçue par l'architecte Pei, qui a attaché son nom à la pyramide du Louvre.

ter d'une certaine fuite des cervenux - au demeurant difficile à dénombrer, - même si les demandes de passeports pour les Etats-Unis, le Canada, l'Australie ou la France se multiplient per précaution an cas où « ca se passerait mal en 1997 », l'archipel sécrète encore une prospérité insolente. Avec fierté, les autorités portuaires rappellent que Hongkong est toujours, en 1989, an premier rang mondial pour le transbordement des conteneurs, créant dans les baies échancrées un ballet ininterrompu d'embarcations de toutes

desservent Macao, de l'autre côté de l'embouchure de la rivière des Même si le terme a été galvaudé,

sortes et de tous gabarits, croisant

les ferries et les aéroglisseurs qui

Hongkong demeure plus que jamais un paradis fiscal, L'impôt sur les personnes physiques est limité à 16 %, et les dividendes, pas plus que les plus-values, ne sont taxés. Sur les sociétés, le prélèvement ne dépasse pas 17 %. Quant aux charges patronales, elles sont réduites au minimum puis-Bref, même si l'on peut s'inquiéqu'il n'existe pas de régime de

> assurances privées. Et même si le salaire d'un ouvrier représente dix à quinze fois celui qui est versé en Chine, il est rare qu'il dépasse 130 à 150 Hongkong dollars par jour. Voilà des données précieuses pour un industriel qui cherche à fabriquer ou à sous-traiter ici. Ajoutons que les ouvriers d'usine ont droit à une semaine de congés payés par an, les employés de bureau à deux.

sécurité sociale, remplacé par des

Que ne commercialise-t-on, ou ne fabrique-t-on pas, à Hongkong Depuis les vrais jouets ou le matériel hi-fi grand public jusqu'aux fausses montres on chemises de marque. Le délégué international d'une grande entreprise européenne, lorsqu'il est de passage, fait même le plein de faux dollars chez un fournisseur de Kowloon, répliques de billets de Monopoly plus que de réelles coupares de banque, qu'il écoule paraît-il faci-lement en Afrique auprès de fonctionnaires corrompus qui n'y voient goutte...

Progressivement toutefois, à cause de la pénurie de main-d'œuvre (1,3 % de taux de chômage) et de la rareté des terrains disponibles pour édifier des usines peu à peu remplacées par des tours de bureaux d'une audace architecturale sans borne, les caractéristiques de l'économie se modifient,

L'industrie manufacturière, qui bsorbait 45 % de l'emploi en 1976, rien représente plus que 35 % alors que les services sont passés de 15 à 18 % et le commerce de 19 à 23 %. Le secteur du tourisme et de l'hôtellerie progresse à grands pas.

de Hongkong FRANÇOIS GROSRICHARD

Lire in suite page 14

(1) I dollar américain : 7,8 HK dol-lars; I franc : 1,4 HK dollar.

Bibliographie

La CFDT ou l'esquisse d'un syndicalisme de régulation

penchés sur l'histoire de la CFDT. Depuis 1964, et la déconfessionnalisation de la majorité de la CFTC qui lui a donné naissance, la centrale déroute, intrigue, irrite ou séduit, la personnalité de ses dirigeants, et notamment celle d'Edmond Maire, ayant favorisé ce jeu répulsion-fascination. Le grand mérite du livre de Guy Groux et de René Mouriaux, intitulé sobrement la CFDT, est de se situer à l'écart de ce choix. A l'égard de la confédération dirigée aujourd'bul par Jean Kaspar, ils ne pratiquent ni l'anathème ni la glorification.

La démarche des auteurs, dans un livre très fouillé, à l'analyse serrée et fondée sur de nombreuses à des confrontations publiques. consiste à trouver un lien entre le courant Reconstruction de l'aprèserre, la déconfessionnalisation de 1964, la contestation soixantehuitarde, la phase de radicalisation de 1970 à 1978 et le « nouveau cours » depuis 1979. Certes, l'his-toire de la CFDT est loin d'être linéaire. Mais il existe, comme ils le soulignent d'emblée, des « traits constants » comme l'idée de responsabilité économique, la construction de l'Europe, la notion de personne ou encore le refus du totalitarisme comme de « l'enfermement corporatiste ».

La prise en compte des « exclus »

Au passage, R. Mouriaux et G. Groux, tous les deux chercheurs et spécialisés sur le syndicalisme, montrent que certains débats de 1990 ne sont guère nouveaux. On parle de « recomposition » du syn-dicalisme, mais des 1952... il suffisait que des métallurgistes de la CFTC participent à des sessions communes de formation avec FO pour que certains s'alarment de l'apparition d'un « regroupement syndical ». On s'interroge sussi sur l'adaptation du syndicalisme... mais dés la début des années 1960

des militants de Reconstruction se penchaient sur « l'adaptation du contexte ou prévalaient notamment de nouvelles donnes en matière économique, industrielle et sociale ». Eternels recommencements.

Les auteurs dissèquent sans complaisance les orientations de la CFDT, comme celles de 1970 sur la planification démocratique, l'autogestion et le socialisme démocratique, et les confrontent à sa pratique sur le terrain. Ils montrent aussi que dans les années 70, au moment même où elle développait l'idée du « primat des luttes » et où elle se manifestait dans des conflits « antihiérarchiques » qui naraissent aujourd'hni un nen dépassés, elle prenaît mieux en compte qu'elle ne l'a fait par la suite ceux qui aujourd'hui encore font figure d'exclus de l'action syndicale, comme les femmes, les immigrés, les jeunes ou simplement les employés.

L'originalité de l'ouvrage est cependant de voir à travers la resyndicalisation inaugurée après 1978 - où l'activité syndicale devait primer sur les perspectives de changement politique, - l'esquisse d'une nouvelle forme de syndicalisme, « le syndicalisme de régulation ». A travers la réhabilitation de l'entreprise, de l'autono-mie individuelle et de la négociation contractuelle, le partage des pouvoirs prend le pas sur la lutte des classes et le syndicalisme se veut une force de propositions voulant « remplir une fonction 'expertise économique et pas seulement sociale ».

Pour G. Groux et R. Mouriaux, qui se montrent alors pius critipouvoir politique ». Une démarche qui, maigré les différences de dis-

ABONNEMENTS

VOUS N'ÊTES PAS ABONNÉ : Renvoyez-nous le bulletin ci-

dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte

VOUS ÊTES DÉJA ABONNÉ : Vous n'avez aucun supplément à

payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France

métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous

« LE MONDE » ABONNEMENTS 1, place HUBERT-BEUVE-MERY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

120 F

200 F

TARE PAR AVIOR ROUS CONTACTOR AU: (1) 48-40-25-90

O VOTRE ABONNEMENT VACANCES:

• VOTRE RÈGLEMENT : CHÈQUE JOINT

O VOTRE ADRESSE DE VACANCES :

CODE POSTAL ____

sans oublier de joindre votre bande.

ques, le syndicalisme de régulation est fondé sur la négociation à froid avec le patronet et les concessions mutuelles : « Il se base ègalement sur la prise en compte des diversités économiques et entraîne des orien-tations fortement teintées de réalisme, voire de pragmatisme, » Il reste « foncièrement lié à l'affirmation du pouvoir contractuei face au

210 F

281 F

Le Monde

considérer avant de peaufiner quel-

lisme cher à Emmanuel Mounier et pection : « Après une période de par la CFDT de l'autonomie indiviforte attirance vers le politique, le halancier l'a ramenée vers l'entreduelle, écrivent les auteurs en prise. Retour necessaire, certes. conclusion, reprend, s'inspire et mais elle ne saurait s'y enfermer. reproduit certains pans - sinon la totalité - d'une conception personculture CFDT n'est-il pas son effort naliste implicite adaptée aux condiconstant de compréhension globale tions de la modernité présente. » de la société, sa volonté de faire de La démarche qui a inspiré M. Michel Branciard dans son Histion de celle-ci, sa capacité de toire de la CFDT est différente. réflexion critique sur les mutations Branciard est un historien du syn-

> an-delà de la senle CFDT. MICHEL NOBLECOURT ► La CFDT, par Guy Groux et René Mouriator. Economica, 316 pages. 180 france.

en cours qu'il importe de contrôler? » Une question qui va

Toutefois sa conclusion invite

Histoire de la CFDT, pat Michel Branciard. Editions La Découverte. 366 pages, 150 francs.

Vivent les fonctionnaires !

URIEUX. Même quand il prend - et avec quelle vigueur! - la défense de ses collègues, l'an-teur du Bon usage des fonctionnaires croit devoir emprunter un pseudonyme pour s'exprimer. Lorsqu'à l'opposé deux jennes hants fonctionnaires, Denis Olivennes et Nicolas Bavery, avaient laucé un brûlot contre l'Impuissance publique (1), ils l'avaient fait à visage découvert, sans se préoccuper du « devoir de réserve ». Le monde à l'envers l

cours, se rapproche du personas-

dicalisme mais surtout de la

CFDT. Il l'observe avec minutie,

et souci du détail, de l'intérieur. Ce

qu'il propose, à travers un travail

de recherche remarquable, c'est un

voyage à travers soixante-dix ans

d'action syndicale, de la naissance

de la CFTC en 1919 an « pôle syn-

dical démocratique » de M. Kaspar

Pierre Ducasset - puisqu'il fant bien l'appeler ainsi – nous paraît, tout au long de son plaidoyer fort intelligent, surestimer l'apreté des critiques faites en France à la fonction publique. L'opinion n'est tout de même pas composée que de cohortes de Dupont-Lajoie et d'at-tablés du Caté du Commerce, immédiatement prêts à en décou-dre avec les agents de l'Etat ou des collectivités locales, payés à ne rien faire, à défaire ou à mai faire!

Cela dit, il n'était pas superflu de répondre aux principales critiques adressées à la machine administrative. Les réponses ne sont pas toutes convaincantes, mais elles ont le mérite d'être là, et l'élémentaire honnêteté conduira à les

Ainsi, le fameux « statut » de 1946, voté dans « un unanimisme

touchant > n'est pas un bouclier. Il prévoit dix catégories de sanctions disciplinaires (de l'avertissement à la révocation) qui sont appliquées. Certes, la grève n'est pas interdite dans le secteur public, mais 68 % des agents sont favorables à l'aménagement d'un « service mini-

Trop de fonctionnaires? Pentêtre. Mais un tableau (p. 168) est à méditer : il montre que le nombre d'agents publics pour cent habi-tants est en France plus faible que, la moyenne des pays de l'OCDE.

Pierre Ducasset insiste également sur l'écart croissant entre les salaires du privé et ceux du public. entrainant une « fuite des cerveaux », et il se félicite que Michel Rocard place le renouveau de l'ad-ministration parmi les priorités de son souvernement. Mais il pense que la méthode comptera autant que les solutions pratiques. Les discussions sur la transformation des PTT et le rajeunissement de la « grille » prouvent qu'il n'a pas

PIERRE DROUIN.

(1) Calmann-Lévy (voir « le Monde des livres » du 19 septembre 1989).

Du bon usege des fonction-naires... à l'intention de ceux qui voudraient s'en débarrasser, Bei-fond, 220 p., 89 F.

FRÉDÉRIC DEVAL

Le Flamenco et ses valeurs

Peu de musiques savent autant rassembler dans la convivialité, et toucher d'aussi près au sacré. Culture traditionnelle, le flamenco est la vie telle qu'en ellemême l'espèce humaine la vivra jusqu'à son extinc-

Coedition Aubier / Restival d'Arles

BERNARD PIRIS

Fernando Sor

Une guitare à l'orée du Romantisme

La méthode et les compositions de Fernando Sor sont les éléments obligatoires de la formation et du répertoire des guitaristes d'aujourd'hui. Bernard Piris trace la vie aventureuse de ce grand pédagogue, éclaire son œuvre musicale replacée dans le contexte du pre-

Coedition Anbiet / Restival d'Arles

SCIENCES It Monde ET MÉDECINE

Hongkong, le passage obligé

Mais, sauf à se plaire dans les forêts de gratte-ciel au pied des-quels les tramways multicolores et les bus à deux étages désuets déambulent dans no univers de fourmi-lière et de vacarme, Hongkong manque du moindre charme. Ville délignrée par des lacis d'autoroutes urbaines, chantiers, néons agressils, usines qui rejettent dans la mer, sans le moindre scrupule, leurs effinents rongestres à gros bouillons, maisons « coloniales » avalées par le béton, fragiles témoigrages presque incongrus...

De temps en temps le miracle se rités ont exigé de préserver un grand arbre qui avait un caractère racré. Ce qui a amoindri considé rablement la surface au sol à construire. Coût du manque à gagner poer le promoteur : 12 mil-lions de francs,

Une boulimie de projets

Une telle boulimie de projets pharaoniques ne pouvait laisser indifférents les groupes du bâtiment et des travaux publics. Sous la houlette de sa filiale « dragages », Bouygues engrange contrat sur contrat. La firme française, qui vent faire de Kongkong sa plateforme de rayonnement sur toute l'Asie du Sud-Est, est engagée dans cinq chantiers, et devrait réaliser dans la colonie britannique en 1990 un chiffre d'affaires de 1.9 milliard de HK dollars.

Bouyenes scaève pour le conglo-mérat Swire (par ailleurs proprié-taire de la société sérienne Cathay Pacific) deux immenses tours de bureux, sur le chantier de Pacifie Place. Un terrain où, pendant la seconde guerre mondiale, dans une caserne de sinistre mémoire, les Japonais qui occupaient Hongkong soumettaient leurs prisonniers à la

Deux hôtels de luxe occuperont les étages supérieurs et deux cent cinquante appartements seront

réservés aux investisseurs les plus fortunés, quind on sait que le loyer mensuel pour une chambre de 15 mètres carrés dans us immeuble de classe moyenne tourne autour de 2 500 HK dollers! Et le 21 avril, un contrat pour deux nou-velles tours de bureaux, toujours pour Swire, a été annoncé par Boeyens

la société française aménage pour le gouvernement et le très sélect Jockey Club un parc de loisirs, écria de nature miraculeusement préservé où les arbres résistent à la folie cimentière et où une volière et un centre de sculpture inviteront les promeneurs - une espèce en voie de disparition à Hongkong - à la rêverie conditionnée. Près de l'aéroport, au cœur de la ville, c'est une autoroute en encorbellement sur la mer qui prend forme, construite selon une technique très perfectionnée déjà utilisée dans le sud du Jura et pour le pont de l'île

D'autres entreprises de travaux publics comme Bachy Solétanche (étanchéité) on la SGE (construction de HLM) peuvent aussi se flatter d'avoir remporté de beaux succès commerciaux mais la concurrence, locale ou surtout japonaise, reste redoutable. Il y a elques mois, le gouvernement faisant fi des aléas de 1997, a annoncé un programme d'équipe-ments et d'infrastructures (avec appel aux capitaux privés) propre-ment minifique : construction d'un qu'il faudra relier à la métropole actuelle par un pont suspendu, des

Une ville nouvelle est aussi programmée sinsi que des terminaux supplémentaires pour les grands navires. Devis : 127 milliards de HK dollars pour les vingt pro-chaines années. Quant on parle uffaires à Hongkong, tous les rêves

FRANCOIS GROSRICHARD

Un marché du luxe

Hongkong est le deuxième marché de la France en Asie après le Japon . Même si elle ne compte que pour 0,6 % dans le total des exportations nationales, la colonie britannique est un des rares pays d'Extrême-Orient où la France enregistre un excédent commercial (1,32 milliard de francs en 1988, 2,2 milliards en 1989) et

ce depuis vingt ans à l'excep-tion de la période 1979-1983. Toutefois, il faut tempérer car les statistiques françaises ne coïncident pas avec celles que publient les autorités de Hongkong ; pour deux raisons :

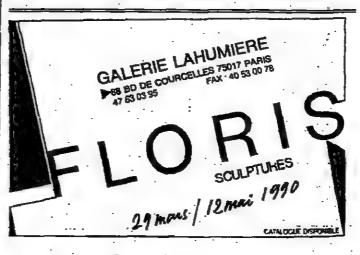
- le rôle croissant d'entrepôt fait que les réexportations en provenance ou à destination de la France ne peuvent être fidèle-ment reflétées, faute de critères de classification uniformes et várifiables.

- beaucoup de produits de Hongkong, à destination de la France transitent par d'autres pays de la CEE qui ont des contingents d'importation plus importants que les nôtres (par exemple la RFA) ou par Macao, territoire portugais avec lequel Paris a un déficit commercial important (800 millions de

francs). L'excédent avec Hongkong n'est donc, pour une part, que la contrepartie statistique du déficit avec Macso et avec la Chine populaire.

Parmi les exportations francaises les plus significatives sur ce marché très ouvert, les produits de luxe en représentent environ le tiers. Les ventes de cognac atteignent 1 milliard de francs, la maroquinerle et les bagages 600 millions. Mais Paris expédie aussi des étoffes. des produits chimiques et... de l'or en lingots (400 millions de francs). L'augmentation des biens d'équipement (1,2 milliard) illustre la percée sur ce marché des entreprises...de bătiment et de haute technolo-

De Hongkong, la France importe essentiellement des produits textiles, des montres, des téléviseurs et des jouets, de l'électronique profession-nelle (un secteur lourdement déficitaire pour Paris). Les réexportations de marchandises fabriquées en Chine concernent ajoutée : sacs de voyage, textile, jouets, radios.



16, rue Antoine-Bourdelle. 75015 Paris ouvertious les jours, souf lundi, de 10 h à 17 h 40 Métro: Montparnasse-Bienvenue...

Mile care or a section

The said of the papers.

The second second

THE R. P. LEWIS CO., LANSING

ang die Jage 🐞

Control of the Control

T. DE JETPER

11.25 Sep. 19

er Signanger 💏

the cur dermit of

A Lat. SAGGERLAN

in the feet that the feet

o nice and property

TRANSPORTS

ph 1000000

North Action

L'entre de Cha

Quand il y

scient de la compagnie chaffei Mineria at Gilbert Frigere. tés cot urganisă une confirente de grassa in 25 mutil bort exteriore, were expocintable

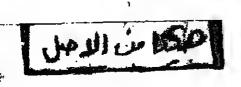
Rend to and Mayer Start with tert i ta a pale et epi**etelejia des** to each of the die un nacheffen et alunna fil, et e Costi 😘 📥 terra ren la calcada (Mil 😘 😘 😘 e vante ide eine middegeren 100 Monte in in gunt G. Aroma A. W. treating with auto week Copies ngame ums une famelige de presso your dayingsies the é evité Statement frem Tait die emblier . 2.55 on pismas suetain at detasser (especta a la vitaban) Significant avec 80% Roughous Atterate qui lui freemette Catheter pour un resident the de-32 Sames nexts for motes.

les deux compares se sente hen alt inhefaten a A 100 % distinct a poor des qu'à l'était. pas quest des que le Club s'es Que Vinaria sa réserve la citati this du this A chacun son Mitter Counted, in Inflicence de Style or the the their gard here de tommas promies de cosesse decorate tes

A im you have the sensormy the the Rend - mitarit est tellereent

EN BREF tate de la brance a atteint 223 miliarde de france en 1989, - Saint to premitte valuations. piper in de antenia fantilien de h France a mountaine um deftent de all million in anna en fevrent de sa militatifa ca jagunt. Age Corrections for Variations and gigies fer genehrente Egen Eracet exerciseira de 18 m larde mei fer dent premiere ? CEL-T-THE STATE OF STREET de l'acaterit ett auf les deut. mers mers de l'une de gra lards de leate, at Lea dorante pariques toutours per le manie de l'écongent et des finances Sparagre un debent de 11.5 talds to in national des par courants on load tweet Q.6 PIB) 47:0: - 34.4 mail

D. W. Jacques Males of file qe lengton gebrischig to bair - 4 f. tame in de anion departementale. Lydie din eine beptes fo



■ VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné)

Suraminitel 3615 LEMONDE code ABO

tenge pår erfrantit a. the best & shiret It says Belent der ar in the same 1000 Pt AF AS AS AS AS Sections of Pub MK delegal by the Control of

Service de Company de la compa production de sempone man de la production de sempone man de la production de sempone man de la production d and the day been an arranged to pages from it prest, some Trate selegi une technica produce desa unitational des lera et pour le par les

Line boulimie A projects

190 125 A

建设工作的。

comme Bach Siere

Comme Bach Siere

HEMI peuren au Cing today Services ... Market Hart British Addition's bill miget at den Larvice. Thou tempone ele a macician is to be with the same of the sam Maringorous and American State of the State come character and אוביותן מובייקני זיי ייי trader teber ala et

and the part of post speci-್ ಕ್ಷಮಿಕ್ ಕ್ಷಮಿಕ್ ಕ್ಷಮಿಕ್ ಕ್ಷಮಿಕ್ ಕ್ಷಮಿಕ್ ಕ್ಷಮಿಕ್ ಕ್ಷಮಿಕ್ ಕ್ಷಮಿಕ ಕ್ಷಮಿಕ್ ಕ್ಷಮಿಕ್ ಕ್ಷಮಿಕ್ ಕ್ಷಮಿಕ್ ಕ್ಷಮಿಕ್ ಕ್ಷಮಿಕ ad up to the te con ancora la Cp

- Car Bridge took Breen Ballery for commercial FRANCOIS GROSES

> Un marché du luxe 11mm --

manufal de militar et en les little et ome porces

with the second state of the first and the f A VENCIN particular sent of the color of 1. 1. 100 27 96030 Wes #17 7 77 7 The second of th the water of the state of the s Charles and the Time of the party of the said and the THE REPORT OF THE PARTY OF THE THE ROSE WAS A STATE OF THE PROPERTY OF See the second of the second o The control of the co

AND PERSONS NAMED IN Towns the state of Sales a Communication of the C Property of the second THE WALLES THE STATE OF THE STATE OF

ferfice dans 2 .

-MUSÉE BOURDELLE

La Pologne entre l'assainissement et la récession

Un trimestre de plan d'austérité

La Pologne n'a pas soustrait um dollar au Fonds de stabilisation du zioty d'un militard de dollars (environ 5,6 milliards de francs) mis à sa disposition par vingt-quatre pays occidentaux. Le zioty est en effet depuis quatre mois une monnaie stable.

ÉTRANGER

M. Jan Piotrovski, économiste polonais de l'Institut de recherches sur le commerce extérieur de Var-sovie, a présenté mercredi 25 avril iors d'un colloque organisé à Paris par la Caisse des Dépôts et le CEPII (Centre d'études prospectives et d'informations internationaies), un tableau surprenant de la autuation présente de la Pologne : une série d'indicateurs favorables sur fond de récession brutale.

Tous les prix sont libérés, les subventions ont été supprimées, et pourtant l'inflation a enregistré une décélération spectaculaire : 80 % en janvier, 24 % en février, 5 % en mars. Le budget, lourde-ment déficitaire l'an dernier, a été excédentaire au premier trimestre.

Les taux d'intérêt sont fixés au mois le mois et suivent le ralentis-sement des prix, tout en étant désormais positifs en termes réels : 40 % en janvier, 20 % en février, 10 % en mars, 9 % en avril.

Les salaires sont en grande partie désindexés, et ont diminué en termes réels de 35 % en janvier et de 25 % en mars.

Le zloty, brutalement dévainé puisque le dollar vant désormais 9500 zlotys (contre 500 au début de 1989 et 6500 à la fin), ne bouge plus maigré la libération complète des changes.

finerve, et Gilbart Trigano.

président du Club Mediterra-

née ont organisé une confé-

rence de presse, le 25 avril,

pour expliquer leur association.

René-Fernand Meyer était vrai-

ment trés agaçé d'entendre dire

qu'il avait perdu de sa superbe en acceptant que le Club Médi-

terranée rentre pour 50 % dans

le capital de son entreprise (le

Monde du 5 avril). Alors il a

organisé, le 25 avril, avec Gilbert

Trigano, une conférence de

presse pour expliquer qu'il avait

aussi longtemps solitaire et de passer, désormais, la vitesse

supérieure avec son nouveau

partenaire qui lui permettra

d'acheter pour un miliard de doi-lars d'avions neufs. Pas moins.

Les deux compères se sont, bien sûr, déclarés « à 100 %

d'accord » pour dire qu'il n'était

pas question que la Club s'ap-

proprie les avions de Minerve ou

que Minerva se réserve la clien-tèle du Club. A chacun son

métier. Cela dit, la différence de

style entre ces patrons hors du

commun promet de cocasses

A un peu plus de sobante-dix ans, René-Fernand est tellement

nent bien fait de rester

TRANSPORTS

dégagé an premier trimestre un at de plusieurs centaines de millions de dollars.

Cette stabilisation se paye par une récession impressionnente : la production industrielle a baissé de 30 %, voire de 40 % dans le textile. Avec pour conséquence une mon-tée rapide du chômage qui pourrait atteindre 10 % de la population active à la fin de 1990. Un effet nius inattendu de la cure massive d'austérité administrée à la Pologne est l'amélioration de la balance commerciale : les exportations à destination de l'Ouest ont augmenté de 6,5 % au premier trimestre (par rapport à la même période de l'an dernier), tandis que les importations chutaient de 20 %.

La Pologne serait-elle en train de mourir guérie? M. Piotrovski ne semble pas si pessimiste, Pour lui, le schéma polonais de retour à l'économie de marché est le seul possible dans le contexte des pays de l'Est : tous y viendront, à quelques détails près. Mais ce n'est qu'une phase de transition. « La Pologne, explique le ministre, est aujourd'hui une économie transparente comparable au marché du XIXème siècle. Tous les mécanismes sont libérés, mais il n'y a plus d'intervention régulatrice de l'administration » .

L'entrée du Club dans la compagnie Minerve

Quand il y a deux pilotes dans l'avion...

René-Fernand Meyer, le pré-

Air France ? Au choix, « l'Ae-

René-Fernand Meyer, le pré-jeunesse i On dirait même qu'il a cette « compagnie de belle taille, sident de la compagnie charter le doigt tétenisé sur la détente intelligente, créatrice » qui va

de la mitrailleuse de son Soitfire

roflot française » ou bien, « des

mathonnétes » qui paient à qua-

rante jours les avions qu'ils

affrètent. Les sociétés de les-

sing ? « Des salopards. ». Les

journalistes ? « Ils écrivent des

conneries, car ce n'eat pas vrai

qu'Air France a assuré nos fins

La direction générale de l'avia-tion civile prend une refale pour

avoir fait le jeu du monopole

d'Air Afrique et interdit des vols

à Minerve. Les concurrents ?

de mon bureau. 3 Ne trouve

grâce à ses yeux que l'Airbus A-21,dont il parle avec une mine

gourmande et qu'il verrait assez bien compléter sa flotte de onze

A un peu moins de soixante-

∉ gentil

dix ans, Gilbert est tellement

organisateur » (GO) de notre jeu-

nesse i Surtout ne faire de peine à personne. Qui, le mariage d'Air

France et d'UTA est une excel-

lente chose. Non, il ne faut pas

parler de guerre à outrance, mais

de « concurrence commerciale ».

sagesse [c'est lui] et de la jeu-

resté le

de mois.

Inflation en hansse chômage en baisse

La hausse des prix à la consom-

La baisse du yen a renchéri les importations, notamment de pro-duits énergétiques, et le Japon a connu un véritable boom de la consommation. D'antre part, les salaires ont progressé à un rythme de 5 % et plus, du fait de la pénurie de main-d'oœuvre.

□ Croissance de 2,1 % aux Etats-Unis an premier trimestre. - Le pro-2,1 % en rythme annuel au premier trimestre 1990 ann Etats-Unis, a annoncé vendredi 27 avril le départeinaires marquent une remontée très net ralentissement du quatrième trimestre 1989 (+1,1 %, après + 3 % de juillet à soût). L'inflation s'est en revanche accélérée pendant les trois

verra plus tard pour l'achat d'A-

321, mais « le président Meyer »

tous ces triréacteurs MD 11.

Si ce couple hors du commun

n'explose pas, on peut imaginer leur tactique. Dès le 26 avril, ils

se zont présentés devant la

direction de l'aviation civile pour

obtenir les droits de trafic aérien

qui rempliront les lits du Club et

qui feront voier en hiver les

avions de Minerve. Ils deman-

dent Osaka-Nouméa-Papeste-

Los Angeles et New-York-Mis-

mi-les Antilles en vols presque

Pas question de menacer les

juteuses lignes européennes d'Air France. Bon. Mais si « Ber-

nard » (i. e. Attali, le président

de la compagnie nationale) et les pouvoirs publics persistaient à

faire la source oreille, nul doute que le squadron leader René-Fer-

nand reprendrait l'air pour un de

ces redoutables passages en

rase-mottes qui vaudrait au gou-

vernement socialiste, qu'il

n'aime guère, quelques belles

a été tellement inspiré d'acheter

L'économie japonaise risque la surchauffe

L'année budgétaire japonaise 1989 s'est achevée le 31 mars dernier avec une inflation en hausse

quent par d'autres facteurs.

duit national brut a progressé de ment du commerce. Ces estimations de l'économie américaine, après le

(2,9 % contre 0,8 % en 1988) et un taux de chômage en baisse (2,2 % contre 2,4 %), selon les chiffres officiels publiés vendredi 27 avril à

mation est la plus forte depuis huit ans, et le chômage est ramené à son point le plus bas depuis 1981. Bien que l'administration attribue l'essentiel de la hausse des prix à l'introduction en avril 1989 d'une taxe à la consommation de 3 %, les tensions inflationnistes s'expli-

S. GH. premiers mois de l'année.

revendications syndicales.

Séoul à l'heure du krach et des grèves

de notre correspondant Les spéculateurs coréens sont en colère. Pour protester contre la chute des cours, certains se sont livrés à des actes de vandalisme dans les bureaux de maisons de

ritres de plusieurs villes. Selon l'agence de presse Yonghap, des incidents se sont produits à Tagm et à Séoul, paralysant près de la moitié des brokers au coura de Les investisseurs qui ont subi

des pertes pour dix mois consécu-tifs demandent au gouvernement de prendre des mesures pour relan-cer l'économie. En un an, l'indice est tombé de 250 points. Franchis-sant le seuil psychologique des 800 points, les cours ont enregistré en un an une chatte de 25 % de leur valeur. Il endi 26 souil ils décient valeur. Jendi 26 avril, ils étaient revenus à leur piveau de povembre

Une situation politique difficile et la crainte d'un recol des exportations sont à l'origine de ce « krach » coréen. A trois reprises depuis décembre 1989, le gouvernement a cherché à remédier à la chute de la Bource En fait la marchite de la marchite chute de la Bourse. En fait, le mar-ché boursier coréen est étroit (les grandes entreprises avec des parti-cipations croisées laissant une fai-ble part du marché aux particuliers). Ces grands investisseurs out tendance à reporter leur intérêt sur l'immobilier ou les métaux préieux. Selon les opérateurs, la der-nière chute des cours serait égale-ment due au climat d'instabilité sociale créé par les monvements de

ont interrompu le travail sur les chantiers navals de Hyundai Heavy Industries, exigeant en par-ticulier la libération de deux de leurs dirigeants arrêtés au début de cette année. Les ouvriers ont dressé des barricades dans les rues.

Le gouvernement sud-coréen veut réagir « vigoureusement »

Un autre mouvement de grève, plus genant encore pour les autori-tes, paralyse pour la seconde semaine consécutive la chaîne de télévision nationale KBS; ont cessé le travail. Ils demandent la démission de leur nouveau direc-teur, M. Suh Ki-won, considéré comme un homme du gouverne-ment. Depuis l'arrivée au pouvoir du président Roh Tae-woo, KBS a diffusé des programmes critiques et celui-ci souhaite visiblement une reprise en main de la grande chaîne de telévision nationale.

La reprise retardée

Le gouvernement a annoncé qu'il allait prendre des mesures « vigoureuses » pour mettre fin à des mouvements de revendication e intolérables » et qu'il considère illegaux, tant chez Hyundai qu'à KBS. Ces monvements sont effectivement hors de tout cadre légal pour la simple raison que les auto-rités ont été incapables depuis trois ans de fixer les règles du jeu des négociations collectives.

Selon le quotidien Dong A Ilbo, le gouvernement entend mettre fin evendications syndicales.

Si le constructeur automobile

aux mouvements de grève avant le l'« mai, jour où devraient avoir

Kis Motor est parvenu, jeudi, à un compromis avec ses sept mille grévistes, à Ulsan, à 300 kilomètres au sud de Séoul, 20 000 ouvriers un sud de Séoul, 20 000 ouvriers la lieu de grandes manifestations de protestation des syndicats. A Ulsan, les forces de l'ordre comptent la 2000 hommes (nombre raient 12 000 hommes (nombre qu'il fallut l'année dernière pour venir à bout d'une grève de trois mois des ouvriers des chantiers navals). Des mouvements de solidarité avec les grévistes d'Ulsau ont commencé à Masan et à Changewon.

> Selon les instituts de recherches économiques sud-coréens, l'instabilité sociale, conjuguée aux fluotuations monétaires (l'affaiblisse ment de 20 % du yen par rapport au won a entamé la compétitivité des produits coréens) et à un accroissement de l'inflation (+ 8 %), risque de retarder la reprise économique attendue, Les organismes officiels, tela que la Banque de Corée, sont plus optimistes et estiment que le pays devrait sortir de l'état de réor qu'il connaît depuis le début de

> Récession qui doit être placée dans le contexte coréen, c'est-àdire d'une croissance de 7,1 % au cours du premier trimestre de cette année. Bien que moins grave qu'en 1989, l'instabilité sociale a'en constitue pas moins un problème auquel il est loin d'être certain que le gouvernement remédiera en agissant uniquement par la force.

FINANCES

S'appuyant sur un rapport du Conseil de la concurrence

La cour d'appel de Paris donne raison aux commerçants dans le conflit sur la commission des cartes bancaires

La première chambre de la cour d'appel de Paris, présidée par sur la tarification de la como interbancaire de paiement par carte. Elle estime, notamment, que les taux pratiqués ne tiennent pes compte des efforts des commerçants, notamment les grandes surfaces, en matière de

Le tarif de la commission interbancaire détermine, en partie, le taux de la commission globalement prélevée par les banques auprès des commercants pour chaque transaction effectuée par carte. Il tient compte d'un taux de fraude consolidé pour l'ensemble des commercants domiciliés dans une même banque.

L'arrêt de la cour précise que le

groupement « n'a pas respecté l'in- surfaces, mieux équipées en matière jonction du Conseil de la concurrence M= Myriam Ezratty, a donné raison du 11 octobre 1988 sur plusieurs aux commerçants et tort au groupe-ment des cartes bancaires (GIE CB) sion est calculée suivant une formule nui n'individualise pas assez chacun des éléments qu'elle est destinée à rétribuer ». S'appuyant sur un rap-port du Conseil de la concurrence, la cour précise que « le taux moven de fraude enregistré d'une banque à l'autre varie de 0 % à 5,2 %, alors que celui de la commission évolue dans des limites très étroites (de 0,50 à 0,66 %). >

L'arrêt indique que l'injonction du Conseil de la concurrence au groupement « en situation de monopole ». est « définitive » .

Les banques devront donc réviser à la baisse les tarifs de leurs commissions, notamment pour les grandes

de sécurité. Le Conseil national du commerce, qui se bat avec les banques depuis la lin de 1986 sur ce terrain se félicite de l'arrêt, de même que MM. Edonard et Michel Edouard Leclerc, seion lesqueis, « pour la première fois un arrêt mar-que la volonté d'appliquer le droit à la concurrence aux banques et signifie la mort d'une pratique tarifaire de monopole ».

La réduction du montant des commissions des banques risque de déséquilibrer encore le système de la carte, déià fortement déficitaire. Elle pourrait remettre en cause la sénéralisation de la carte à puce (microprocesseur), prise le 6 avril dernier, qui alourdit encore le coût de ce moven de paicment.

FRANÇOIS RENARD

INDUSTRIE

Le difficile redressement du groupe textile

VEV-Prouvost a enregistré 197 millions de francs de pertes en 1989 Pour la seconde année consécu-

tive, le groupe textile Prouvost, accuse un déficit. Celui-ci se monte à 197 millions de francs en 1989. Le chiffre d'affaires, qui atteint 6,6 milliards de francs, est en progression de 6 % par rapport à 1988.

« La plus grande partie des perses ont été concentrées sur le premier semestre », a expliqué M. Christian Derveloy, le PDG du groupe qui, face au scepticisme des milieux bançaires et des analystes financiers s'est efforcé de clarifier sa stratégie. Quatre mots lui ser-vent à expliquer le passé et prévoir Vent a expiquer se passe et prevoir l'avenir de son groupe : construction (87-88), restructuration (88-89), consolidation (90-91) et développement à partir de 1992, où M. Derveloy espère atteindre une rentabilité de 5 %.

Les cessions et acquisitions réalisées au cours des dernières années ont abouti à recentrer le groupe antour de deux « métiers » : le textile (filature, vêtement, tissus Boussac) a réalisé 4,8 milliards de france de chiffre d'affaires, en baisse de 0.5 % par rapport à 1988. Le secteur « technologie » (transformation des caoutchoucs et plastiques, sièges auto, etc.), en pro-

Le Monde

gression de 12 %, atteint 1,7 milliard de francs. Par ailleurs, le groupe Prouvost réalise 47 % de son chiffre d'affaires à l'étranger - notamment par l'intermédiaire

de sa filiale brésilienne.

En 1989, Prouvost a investi 325 millions de francs. Le groupe emploie 13 600 personnes, soit 5000 de moins qu'en 1987. Enfin M. Derveloy a précisé que, à la suite des opérations de délocalisation, 50 % de la production n'est plus intégrée. Contre 10 % il y a

O Remous autour de Feldmülhe Nobel. - Les papetiers suédois pour-suivent leur offensive en Europe. Le groupe Stora, corepreneur de la Chapelle-Darblay, aurait acquis 75 % du capital de Feldmülbe Nobel, le principal groupe papetier outre-Rhin, seion des informations publices vendredi 27 avril par le quotidies économique ouest-allemand Handelsblatt. Feldmülhe Nobel était jusqu'ici contrôlé par le conglomérat Veba. La décision nrise per un autre suédois, le groupe SCA, de céder une participation de 5 %, acquise à la hussarde, dans Feldmülhe Nobel 2, semble-t-il décienché une vaste opération de remodelage du capital. La cotation du titre avait d'ailleurs été suspendne jeudi à la Bourse de Francfort.

Dans son bulletin mensuel La COB sanctionne la gestion d'un fonds commun

de placement

Dans le numéro de janvier de son bulletin mensuel, la Commission des opérations de Bourse épingle le fonds commun de placement Ponthieu International, dont la société de Bourse Magnin, filiale de la Banque de l'union européene est le dépositaire, la gestion étant assurée par Choiseul, une firme constituée par cette société de Bourse.

L'attention des services de la Tour Mirabeau était attirée par la chute très importante de la valeur liquidative de la part au cours du premier semestre 1989. Les contrôles effectues par la COB révélaient alors des « irrégularités et des négligences » et des « carences du contrôle interne et externe » commises également par le commissaire aux comptes, M. Francis Bastien.

Outre les sanctions envers Choiseul SA, la COB a aussi transmis à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes, les man-quements relevés concernant Pour la société Choiseul, les

constatations de la COB ont démontré que les faits relevés « sont le résultat d'anomaliesadministratives et matérielles dont les plus significatives sont liées à l'existence de suspens, assez courants dans ce type d'activité, ou à la diffi-culté de l'identification de la valorisation exacte de certains titres cotés

EN BREF u Le déficit des paiements conrants de la France a atteint 23,3 milliarda de france en 1989. – Selon

les premières estimations, la balance des paiements courants de la France a enregistré un déficit de 26 milliards de francs en février en données brutes aprè un déficit de 3,2 milliards en janvier. Après correction des variations saisonnières, les paiements courants seraient excédentaires de 3,8 milhards sur les deux premiers mois c'est-à-dire nettement moins qu'ils ne l'avaient été sur les deux pre-miers mois de 1989 (+ 6,5 milliards de francs). Les dernières statistiques fournies par le ministère de l'économie et des finances font apparaître un déficit de 23,3 mil-hards de la belance des paiements courants en 1989 (soit 0,4 % du PIB), après - 21,2 milliards en

M. Jacques Mairé rééla à la tête de l'union départementale de FO Paris. - A l'issue du congrès de l'union départementale de FO Paris, qui s'est achevé le 27 avril, M. Jacques Mairé, un des princi-paux opposants à l'élection de M. Marc Blondel à la tête de la confédération, a été réélu secrétaire général.

I Le FNSEA critique l'accord enropéea sur les prix agricoles. -Le président de la FNSEA, M. Raymond Lacombe, n'a pas caché sa déception en appres les principales dispositions de l'accord sur les prix agricoles inter-venu à Bruxelles le 27 avril. « C'est incompréhensible : après six ans de remise en cause des grands équilibres et de limitation des protions, on continue dans la même direction, nous a déclaré M. Lacombe. Devant les Etats-Unis qui réarment leur agriculture et se montrent sereins, la Communauté baisse les bras. On attendait au moins un démantellement des taxes sur les céréales et sur le lait. » Le président de la FNSEA a précisé que l'action de son organisation allait porter sur le budget 1991 afin que les pouvoirs publics acceptent un allegement des charges d'exploitation, rendues plus lourdes par les mauvaises conditions climatiques.

ALAIN FAUJAS

Il la consommation des ménages en produits manufacturés a augmenté de 4,4 % sur un an. - La consommation des ménages en produits manufactures s'est maintenue en mars à son niveau de janvier-février, une forte baisse des achats d'électronique grand public ayant été compensée par les acquisitions de membles et d'électroménager (+3 % par rapport à février),per l'habillement (articles de cuir potamment) et par l'horlogerie-bijouterie. Les achats d'automobiles françaises et étrangères sont restés à pen près au même niveau que les mois précédents, proches de 200 000 véhicules, mais se situent un pen en retrait par rapport au niveau devé du troisième trimestre

TÉLÉMATIQUE Composes 36-15 - Tapez LEMONDE

HARCHE INTERNATIONAL DES CAPITALES

ATT A STATE OF THE STATE OF

a chies

Market State of State

See you

The second secon

The second of th

Sent and the sent tent

partial age good

States Annahma fin beite.

THE RESERVE THE PARTY OF THE SECOND

2 2 2 1 2 7 3 1 10 3 No. 10 24

Second of the contract of the

material control of the same

mild. ... is shall

mit and the order to be a more of the

n burt ber bie empfer de

mile ein erfante gentrerien. ma Jour 2 to Just places and I to have the Representation

Die ind in er entfriebe bereite

fine alle eine afterm de

2.7 . 1 75. 20 Spe 34 00 00000.

water par original accordance.

war in rais en Jid vald. Se

22 to the country separate

mittage fange og søsten den

TENNY - THE PROPERTY OF BOTH

Marya . Herritage de Palle

Allegan er eine gannengen 6.

Aller in in an in nur ifte pere

The second of the second THE PROPERTY OF A SEC. ASS. barre mare at des graies

and the contact decidents

Can gran er a jwiete ein len

And the second states in page September of the September.

Blibers for Latiners Can passell.

Table to the excellentials.

imer int . Die aus grafiches

Cartes de les entermations

Ald un control date the rem-

The per time or vival granule

Die im amente gent fie

term den ere trestite pour des

Branden in einen die Pie et

felter errealen, americanter en

Stedler te. cottates en jen

Cont de l'orier de 5(4) milleres

interneupal de des mes eff sques

there is a branch and the

en eine ber in 'a gemaine de

in gur gort mur if atfaiblir in

patients In the contract that

In dellier er er er fert bent fint

The Part of the second of the Real

Berliert a the part of the chair

Carried Comment Con the entrement

der bereit, ber ten etufte ber

Ten gran and the state

In mars & Vienne E't'msen

Similar 1 Charles and section \$

CHE BY IN: THE

1712 (- 31)

I may in 1988

3 th ... 18

TAX SHAPE

MI (- 3

1241, 1

والملائدة

PRODI III

MITIÈRES PREMIÈRES

Accrocs sur

200 (200)

weeks some

white to see it so it was mit in er bert ger ferte. PARTY IN A STREET MAN

THE WOOD STORE IN THE

to the second section of

11. 21. 10th all.

... ... alabaer

L'affention se porte sur les

Dès lundi, sons l'effet de ventes bénéficiaires, la Bourse Dès lundi, sons l'effet de ventes bénéficiaires, la Bourse encaissait assez durement le comp (~ 1,86 %). Le lendemain, cependant, la résistance s'organisait (+ 0,56 %). Pas long-temps toutefois. Mercredi, les valeurs françaises allaient de nouveau progressivement s'affaiblir. Encore soutennes à l'ouverture (+ 0,19 %), elles reperdaient pen à peu pied par la suite (~ 0,47). Le même processus allait se reproduire les deux jours suivants. Jeudi les cours commencaient par progresser de 0,24 % pour ensuite se replier en clôture de 0,93 %. A la veille du week-end, après un nouveau mouvement de reprise initial (+ 0,37 %), le marché rechutait de 0,28 %, taut et si bien que d'un vendredi à l'aute, l'indice CAC-40, a baissé de 2,9 % environ. Il fant remonter deux mois en arrière pour retrouver un écart d'une telle impormois en arrière pour retrouver un écart d'une telle impor-

parcourir sa plus belle étape depuis juin 1988 avec une liquidation gegnente de 11,31 %, sans vraiment prendre le temps de reprendre son soutile. Des prises de bénéfices devenuient dès lors à peu près inévitables. Et puis si les arbres ne montent jamais jusqu'an ciel, pourquoi la Bourse le feraiteile?

Initiateur du récent et vigoureux mouvement de hausse, les investisseurs étrangers prennent un peu de recul et le temps de la réflexion.

Assorément la France continue de représenter à leurs yeux un havre de prospérité que ne pervertit pas l'inflation, ou pas encore. Mais des craîntes de tensions sur le front des taux viennent des Etats-Unis. Publié vendredi après-midi, le PNB américain pour le premier trimestre 1990 (+ 2,1 %), même s'il progresse moins que prévu, marque outre-Atlanti-que, une accélération de la croissance ralentie durant les trois derniers mois de 1989 (+ 1,1 %). Il est surtont accompagné d'une forte hansse des prix (+ 6,5 % en rythme annuel), dont la moitié, c'est vrai, est imputable à la vague de froid de cet hiver, un phénomène non répétitif.

Reste que toute détente sur le loyer de l'argent demeure pour l'instant exclue aux États-Unis, la Réserve fédérale n'ayant aucune envie d'assouplir sa politique de crédit vu l'augmentation rapide des commandes de biens durables en mars (+ 6.7 %) .

Les menaces de tensions ne sont pas non plus à sous-esti-mer en Allemagne de l'Onest, où le cadeau politique fait par le chanceller Helant Kohl à la RDA en retenant la parité minimum (1 pour 1) pour l'échange des deux marks (salaires, retraites, épargue jusqu'à 4 000 mark-est) fait

Les ides de mai

grincer des dents. Ce n'est pas de la folie, mais tout comme, mormere-t-on outre-Rhin, M. Karl-Otto Poehl, président de la puissante Bundesbank ne s'est pas privé de parler d'une décision « aux limites du défendable sur un plan économi-

La France a-t-elle les moyens d'échapper à la contagion inflationniste ? Exultant devant la fermeté du franc français, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, est catégorique : « Il faut s'habituer à considérer le franc indépendamment du deutschemark. » Peut-être !

Mais en attendant, le marché n'a réagi ni à la baisse des taux directeurs de la Banque de France ni à celle des taux de base bancaire (voir ci-contre) qui a suivi. Phéaomène du fait accompli ou médiance défensive?

Les investisseurs semblent en tont s'être accordé le temps de la réflexion pour étudier la situation. La preuve, les étrangers, très actifs encore la semaine passée, sont pour la pin-part restés l'arme au pied. Et leurs collègnes français n'ont pas vraiment pris la relève. Quelques touches ont bleu été euregistrées ces derniers jours sur les valeurs de second ordre. Mais la prise de relais tant attendue ne s'est pas encore vraiment faite.

Du reste, le degré de confiance à court terme dans la Bourse a singulièrement diminué. Selon un soudage RES réalisé pour *la Tribune*, sur l'échantillon de personnes interrogées au sujet de l'avenir de la Bourse, une sur quatre seulement s'est déclarée optimiste pour le mois de mai. Le mois précédent, le rapport avait été de une sur deux. Arrivet-on à la fin d'un cycle ?

Rien ne l'indique pour l'instant. Seulement le mois de mai a manvaise réputation Rue Vivienne où l'on se mélie de ses ides. Son approche favorise une forme de syndrome qui exerce ses effets régulièrement tous les aus.

Ajoutous quand même que la proximité du week-end, que beaucoup s'apprétent à transformer en pont avec la sête du 1" mai (la Bourse fonctionne le lundi 30 avril), n'est pas de

Dans l'immédiat, les dernières nouvelles en provenance de l'économie française plaident plutôt pour l'optimisme avec, bien sur, la déteute enregistrée sur le front monétaire, mais aussi avec la nouvelle réduction du déficit commercial de la France pour mars (858 millions de francs au lieu de 1 078 millions pour février) et, es plus, le premier excédent depuis

27-4-90 Diff.

+ 10

- 1. + 164 - 15

145.38 - 0.40

Diff.

inch. - 20

+ 27,70 + 2 - 0,10

MATIF

Join 90

102,44

102.10

102,20

102.20

25 avril

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 29 décembre 1989)

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES (base 100, 31 décembre 1981)

(base 1000, 31 décembre 1987)

India: CAC 40 _ 2 089.77 2 101.40 2 091.57 2 072.16 2 066.27

24 avril

2 454 532

5 870 226

8 830 554 8 936 113

611 355

92,2

Indice gén. 557,1 548,4 553 554

Nationnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 27 avril 1990

inch. - 20 - 1,10

J. Lefebyre___

Lafarge ______ Polict et Chaneson __

Alimentation

Cesino 163
Euromarché 3 845
Gayenne et Gasc. 1 162

Oliper........... Pern.-Ricard.

Pétroles

BP-France ELF-Aquitaine

ÉCHÉANCES .

Sept. 90

102.34

102.08

102,10

2 928 299

9 961 983

13 127 910

237 628

(1) Coupon de 60 F.

606 343

2 598 616

397,90 5 760 133

1 189 710

284 1 230

27-4-90

494 1 175

493 2 277

_

2 637 906

6 005 414 187 234

Banques, assurances

Hénin (La).

Midland Benk.

Société générak Soez (C* lin.)...

COLIRS

R, et obl.

sociétés d'investissement

Matériel électrique

CSEE (ca-Signaux).

Semaine du 23 avril au 27 avril

onze sus vis-à-vis de la Communanté euronéeuse. Simule embellie ou amélioration plus durable ? Les avis diverguat, mais l'impression générale est photé favorable.

En outre, le succès du PEP (Pint d'épargne populaire) démontre que la Bourse exerce encore ses charmes asprès de la clientèle particulière. Déjà 66 sulliards de francs out été collectés durant le premier trimestre, suns compter les plans souscrits auprès des compagnies d'assurances.

A ce train, les spécialistes estiment que la borre des 100 milliards de francs postruit être atteinte pour l'année entière. Antant d'argent qui reviendre es Bourse et une boune raison supplémentaire de se montrer relativement

Pinsieurs érénements ont défrayé cette senaine la chroni-que financière et industrielle. Pour commencer, Cofineg et Selimeg ont décidé de fusionner (5 Selimeg pour 7 Colineg) nour devenir le numéro des SII (sociétés inmobilières d'lapour devenir le suméro des SII (sociétés ismobi vestissement) avec 11 milliards de francs gérés.

Puis, nouvelle historique, Paribas reprend le contrôle total de sa filiale suisse, perdue en 1982 avec la nationalisation. Michelin a enfin ruen le sen vert des autorités américalues pour racheter Univoyal Goodrich. Bibendus deviendra ainsi le auméro un mondial de pueu devant Goodyear. En même temps, la firme de Clermout-Fernand a publié ses résultais pour 1989, très décevants avec un résultat net part du groupe de 2 449 millions de francs accre seulement de 3,4 %. Le bénéfice net consolidé atteint 2,65 milliords (courre 2,59 milliords) mais comprend pour 258 millions de plus values nettes de cession d'actions Citrolin Hispania. La Bourse a manifesté sa manvaise humeur et l'action Michelin a pris me bosne claque.

Autre événement : POPA muicale Inncée par Saint-Gobain Autre crescuent : l'Ora muche suice per santi-commune sur la firme américaine Norten pour contrer BTR. Le marché n'a pas nos plus apprécié. Les analystes jugent l'opération beaucoup trop onéreuse (11 milliards de francs). L'action Saint-Gobain a, elle aussi, bien baissé.

Résultats brillants, en revanche, pour L'Oréal (+18,6 %). Le numéro un mondial des conmétiques va diviser son action par dix. A cet égard, les commentaires sont moins chalesrenx. Il n'y a pas d'exemples en Bourse de titre qui se soit remis d'une si importante division.

Sir Jimmy Goldsmith synst renoucé à 22 mega-OPA sur BAT, AXA-Midi assurances a de renoucer à racheter le groupe américain Farmers (filiale de BAT) qu'il convoltait. Enfin, nouvelle qui compte, M. Bernard Arnault a rem-porté une victoire complète pour prendre le pouvoir chez LVMH. M. Henri Recamier a démissionné de toutes ses

Bâtiment, travaux publics

1 019 635 1 620

450

32 599

27-4-90 Diff.

98,25 + 9,25 1 081 - 19 416,50 - 10,96 587 - 8 252 - 4,50

27-4-90 Diff.

27-4-90 Diff.

- 6 -21 + 0.50 + 21

Déc. 90

102.30

102.30

182,86

168,68 -656 -648 -259 + 848 + 846 i 228,28 -412 -

- 21 + 79 - 36 - 60 + 6 + 45 + 12 - 201 - 210

- 20 - 40

50 41

onctions ainsi que les membres de la famille Vaittes.

27-4-90 Diff.

+ 8,84 - 6,75 - 8,65 - 6,19 - 6,26 - 8,65

99,96 117,30 99,95 99,20 98,30 167,18 100,71

99,32 100,20 100,20 99,35

Valeurs à revenu fixe

ou indexé

PME 10,6 % 1976...

8,80 % 1977 ____ 10 % 1978 ____

9.80 % 1978 9 % 1979 10.80 % 1979

CNB Parities 5 000 F.

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT

TRAITÉES AU RM (*)

(7) Du jeudi 20 avril 1990 su jeudi 26 avril 1990 inclus.

MARCHE LIBRE DE L'OR

68 700

67 790

412 235

and Consin.

RSN

VMLR

Essex (Gén. des).

Lafarge Cop.____

Sté Gén. « A »... Créd. Lyon. CIP Elf Aquataine Midi (Cie du)....

Gran felio en lumaj _____ felio en linguaj ___ Pricor française (20 fc.) ___ o Pricor française (10 fc.) ___

CH PRINTS CO Sci

e Pièce teriniques (20 k.)

o Cas piùcas d'or un sent es

Pengeot SA. ____ 569 136 Sorz Financ. ___ 1 023 486

Val. ca

1 836 992 1 137 069 155 1 404 802 869 083 908 1 198 315 529 107 474 569 136 511 379 695

569 136 511 379 695 1 023 486 500 38 2.425 441 617 366 006 123 863 556 361 717 399 188 655 348 346 548 68 420 333 8346 548 465 304 290 332 844 626 465 304 290 319 998

cap. (F)

CNE 3 % ...

BOURSES ÉTRANGÈRES

2,1% (contre 1,1% pour le quatrième trimestre de 1989) a effectivement contirmé les prévisions de croissance souteme de même que l'augmenta-tion rapide des commandes de biens tion rapide des commandes de biens durables. Mais ces performances ont été accompagnées d'une possaic d'inflation à 5.7% en rythme annuel (contre 3,6% pour le dexnier trimestre 1989). Du coup, les espoins d'un desseurement de la politique de crédit menée par le FED se sont évanous laissant su contraire la place à des ino miérades sur les taux des inquiétudes sur les taux d'intérêt, qui, s'ils devaient resson-ter, porteraient un comp rade aux

ladice Dow Jones du 27 avril ;

2 645,04	(comire	2 695,95)	• . ·
VALEUR	5	Sours 20 avera	Court 27 am
Alcoa ATT Boeing Chase Ma De Pest de Enstmar I Excor Ford General E General E Goodyear, IBM ITT Mobil Oil Pilzer Schlusber Teunco UAL Corp. (Union Car USX Weningho Xorox Cor	n, Back Nemous Codak Coda Codak Codak Codak Codak Codak Codak Codak Codak Codak Codak Coda Coda Coda Codak Codak Codak Codak Codak Coda Coda Coda Coda Coda Coda Coda Coda	62.34 41.10.27 36.34 46.00.36 46.56 47.34 46.56 47.34 48.50 48.10	44 5 14 5 14 5 14 5 14 5 14 5 14 5 14 5

LONDRES

An plus bas depuis six mois

L'état de santé du London Stock

				Act action of the	hree
		ES VARIATI OMADAIRES		Bowster	Cours 20 avri
Valents	Hange.	Valens	Baine	Charter Courtmakis De Beens (*) Glavo	316 432 303 12,9
Sograal Via Bauque Aza Modi A. Immob. Phénis CGP OFP SADE Métalourop Fromme, Bei Nordon et Cir.		Micheira B	-59 -57 -57	GUS ICI Reuters Shell Unilever Victors (*) En dollars. FRAN	13.6 10.7 11.4 446 645 218
BHY United BIP Fiscated	+++	Rh. Poul. CIP Suez Francoles Braypus Just. Mer. Intl	-35 -31 -30 -49	La baisse a repsemaine écoulé à fort et même bien	pris ais o la Bours repris,

La baisse a repris au cours de la semaine écoulé à la Bourse de Francher et même bien repris, pursque les divers indices ont reculé de 3,8%. Pour tout dire, la décision prise de proposer à la RDA un taux de conversion de 1 dentschemark pour 1 mari-Est dans le cadre de l'union monétaire à réaliser d'ici au mois de juillet, a décleaché de sérieuses inquiétudes sur une reprise de l'inflation accompagnée d'une hausse des taux.

1 sièces du 27 avril : Commerchank, 2.228,60 (contre 2.316,20); Dux, 1825,52 (contre 1884,33).

	Cours 20 avril	Cours 27 avril
AEG BASF Bayer Commerciant Dentschelpak Hoechit Karnadt Mannesman Sissocat Volkswagen	313,59 311,59 313 287,29 787 297,59 676 374 763 579	297,50 300 362,30 276,29 751 290 650 359 743 560

frant même une légère reprise à la veille du week-end. Indices du 27 avril: Nikkei, 29.584,80 (contre 29.835,44); Topk, 2.205,96 (contre 2.213,49).

	Cours 20 avril	27 m
Akai	1 800	
Bridgestone	1730	139
Fuji Bank Honda Motors	1770	2 56 1 78
Matroshita Electric . Mitsubishi Heavy		214
Sony Corp.	8 260	8.47

NEW-YORK Le pessiuleme grandit

Déjà bien recouée la sommine pri-cédente, la Bourse new-yorkaise a, ces derniers jours, franchement étôde an pessimisme. Les quélques tenta-tives de reprise enregistrées ch et là out toutes été vouées à l'échec, et l'indice Dew Jones des industrielles l'est insent véndredi soir à énouse près de 2% on dessons de son nivesa de la précédente semaine. L'amouse et un PNB en hausse de 2.1% (courre L.1% pour le quarrième

VALEURS	Cours 200	Coun
Alcoa	62 3/4 41	431
Boeing	78 1/2	42.7
Chase Man, Bank	27	25.1
De Post de Nemouss	36 5/2	37 1
Eastman Kodak	3914	36 1
Econ	46 1/2	45
General Electric	45 5/8	44.5
General Motors	47	45
Goodycar	34 3/4	35 1
IBM	109 3/8	167 3
ITT	52 1/2	52 1
Mobil Oil	G 1/2	4
Pfizer	38 1/4	573
Schlowberger	51	₩ 7/
UAL Corp. (ca-Allegis):	57 1M	57 7/ 156 1/
Union Carbide	195/8	19 1
USX	11/2	33 1/
Wextinghouse	74 3/4	727/
Xorox Corp	53 1/2	50 1

Exchange s'est encore aggravé au cours de la semaine écoulée. En cours de la semaine ecoulee. En moyenne, les cours ont baissé de 3,8 %, et le marché britannique est retombé à son plus bas niveau depuis fix mois.

Cames de cette nouvelle chute : l'ammonce d'une sérieuse aggravation du déficit de la balance des paiements britannique en mais, combinée à une forte avementation des prêts.

une forte augmentation des prêts buncaires et de la masse monétaire, ainsi qu'aux craintes d'une flambée des salaires et des prèx.

	Cours 20 avril	Cours 27 avril
Bowster	485	455
BP	316	304
Charter	432	413
Courtnelds	303	250
De Beens (*)	1 12,95	13
Glacto	13,50	743 .
GUS	13.63	13,60
ICI	10,70	10,63
Reuters	11147	10,48
Shell	446	430
Unilover	645	617
Vickers	218	215

FRANCFORT

TOKYO

Cahne

Aucun fait vraiment marquant ne s'est produit cette semaine à Tokyo sprés les bouleversements récents. La tendance a été généralement ins-guière, mais d'une façon générale, le marché s'est plutôt stabilisé, s'of-

	Cours 20 avril	Cours 27 svill
Akai Bridgestone Canon Fuji Bank Honda Motors Matrushita Electric	1 800 1 440 1 730 2 570 1 770 2 160	1 396 1 736 2 560 1 780 2 140
Mitsubishi Heavy Sony Corp. Toyota Motors	950 8 260 2 340	8 470 2 330

Valeurs diverses

	27-4-90	Diff.
Accor	945	- 23
Air liquide	713	- 10
Arjomari	2 480	- 8
Bic	630	- 5
Bis	676	+ 16
CGIP	1 445	- 44
Club Méditerranée	679	- 48
Essilor	2 490	mch.
Euro-Disney	99.26	- 2.50
Europe I	1 379	- 36
Eurotuanei	53,40	- 8.85
Groupe Cité	841	+ 1
Hachette	443	+ 3
Havas	1 660	- 60
Navigation mixte	2 063	- 39
Nord-Est	195	+ 1.90
L'Ordal	5 270	- 120
Saint-Gobain	602	- 62
Sanofi	1 060	- 13
Saulnes Châtillon	330	+ 6
Chia Cambanal	1 045	

Mines d'or, diamants 27-4-90 Diff. 164 - 8 492 - 29 84.26 - 1,10 123.89 - 1,20 67 - 0.50

Gencor	14,86 38,10 29,66 57,20 295	- 0.75 - 8.90 - 2.90 - 1.10
Mines, caon		
	27-4-90	Diff.
Géophysique Locétal Michelia Métaleurop	1 304 362,50 136,50 224,20	+ 44 + 3,50 - 13,70 + 13

IPBM : L'industrie forestière à la bourse

« Quand vous demandez à un père ou à une mère quel enfant il préfère, il ne répond guère. Pour ma part, c'est la même chose, les trois entreprises ont chacune leur beauté. L'Institut de développement des industries agricoles et alimentaires (IDIA) est une valeur sure du capital risque, Idianova est spécialisée dans la création d'entreprises, et l'Institut de participation du bois et du meuble (IPBM) illustre l'atout français

dans la forêt ». En l'espace de trois ans, M. Guy Nébot, ancien sous directeur du Trésor, aura ainsi fait entrer en bourse chacune de ses créations, la demière étant l'IPBM dont l'arrivée sur le second marché a eu lieu vendredi 27 avril. Ce jour là, 20 % du capital de cette firme soit 304 128 actions ont été proposés au prix d'offre minimum de 130 francs. Devant l'afflux de demandes (4.6 millions de titres), les autorités boursières ont coté un cours de 140 francs et 7,3 % des ordres ont ainsi

été servis Cette ieune société financière a été créée en 1985 sur l'initiative de M. René Souchon, secrétaire d'Etat à la forêt, suite

à une réflexion sur le devenir de la filière française du bois alors en difficulté. De cette étude, il ressortait un contraste entre la situation nationale et internationale en faveur de l'hexagone. En effet, si les parcs forestiers vont en se raréfiant dans la monde entier, le reboisement effectué de manière régulière depuis la fin de la guerre a accru la taille du domaine français. Ce dernier représente désormais plus de la moitié de la surface plantée en arbres de la Communauté européenne. Les résineux arrivant à maturité dés le milieu des années quatre vingt, ils devenaient exploitables et pouvaient entrainer un regain d'activité. La constitution de l'IPBM reposait sur ce constat. A cette société sectorielle appelée encore IDI du bois, d'aider les entreprises en leur fournissant

des fonds propres. La conjoncture a donné raison cette mesure des pouvoirs publics et le redresse anciens canards boiteux en est l'une des illustrations. « Ce qui était était un pari risqué est devenu un truisme » reconnait non sans satisfaction M. Nébot et l'IPBM en a profité. Cet institut a pris plus de 70 participations dans des firmes et a dégagé en quatre ens 32 mil-lions de bénéfices nets.

DOMINIQUE GALLOIS

Renseignements:

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

45-55-91-82, poste 4330

da 38 avril au 27 avril

paint to PEP (Plus & special propriate)

species minute un entrene applien de Belle un antituede de Septen aus des for friguestes, unte ristigates des pieux species d'institutions

fieldete mellemen gein in denem den jug-prografie, filter aftenden ment i namer men das enrelemben die finden er et ber

finder de 1985 and to universitation of the first state of the state des autoritys upwers to the state of the

priferen gentente benede pap bereit for beine fenter Peperson propi propiner Aff Le met bie approprie Lan approprie jagran fragis papers i la particular de branco de bran

stransache, pape l'Abial celle à des constitues en france een setten

to M. Bornard Sappart a rain

Patricks & execute line

MERCE POPTS (ARXIVES)

gentless son

W

gente girenten be feintere iber

ANDER DESIGN

BOURSES ETRANGERES

VEW-YORK

le prainine pais

- ter Dem Jones du 22 ang;

42 34 BH

5) 12: gp

La piter bes depeis six mi

. ere de werte du Landa fin

a tange and entere attent

to Taine states in marche beatsman

tion of the series are supplied thereis

. ser gen er mats, comten

THE RESERVE TO SECTION AND ADDRESS.

12.64

FRENCFORT

LA bailes repres

0 1

:10 45

TONIO

*

L'attention se porte sur les titres français

Nomura vient d'interrompre le concert de louanges qui entourait depuis son apparition, il y a trois semaines, l'euro-emprunt de 1 mil-liard d'écus de la République ita-lienne. Les services d'études de la principale maison de titres japo-paise incitent tout bonnement les détenteurs des obligations ita-liemes à s'en défaire pour les rem-piacer par des titres comparables en écus du Trésor français. Les en ecas du 17esor trançais. Les investisseurs perdront au change, car les obligations italiennes rap-portent bien davantage. Mais, au dire de Nomura, la différence, qui est actuellement de l'ordre d'une vingtaine de points de base (soit 0,20 %), n'a pas, et de loin, de commune mesure avec les risques

Il s'agit en fait d'un rare avertissement, d'une véritable mise en garde coutre les fonds d'Etat émis par les pays européens dont l'en-dettement est très lourd : la Belgi-que, l'Irlande et la Grèce autant que, l'Irlande et la Grèce autant que l'Italie. Les progrès de l'unification européenne pourraient rendre la situation très critique, pour deux raisons principales. La première étant l'impossibilité de faire fonctionner la planche à billets pour répondre à leurs besoins financiers, du fait de la totale indépendance dont devraient jour bientôt les banques centrales par rapport au Trésor public de leurs pays respectifs. La seconde raison tient à la difficulté qu'auront les gouvernements du Vieux Continent à augmenter les impôts de gouvernements du Vieux Conti-nent à augmenter les impôts de façon unilatérale lorsque les fros-tières auront disparu et qu'il sera facile de se réfugier dans un autre pays dont le fise serait moins exigeant. Dès lors, certains gouvernements pourraient être placés devant une alternative très délicate : diminner les dépenses de l'Etat on réduire les intérêts servis

Dans l'argumentation de Nomura, il n'est fait aucune men-tion d'une quelconque solidarité communautaire dont pourrait bénéficier un pays en difficuté. Au contraire, l'établissement japonais insiste sur le fait qu'en raison des progrès de l'union monéaire et éco-

sur leur dette.

munauté suspend le paiement des intérêts de sa dette au cours des dix prochaines années.

L'évocation d'une telle éventua-lité par une maison aussi écoutée que Nomura ne pouvait évidemment pas demeurer sans effet sur le marché des capitanx. En particu-lier, parce que l'endettement de la France est contenu dans des imites correspondent à moins de 40 % du produit national brut, contre plus de 100 % pour l'Italie, l'attrait des titres français s'en est trouvé renforcé.

C'est un des nombreux éléments qui a favorisé la reprise, ces derniers jours, de l'activité primaire dans le compartiment des empunts en eurofrancs. Deux débiteurs de choix s'y sont présentés, Interfinance, le véhicule du Crédit national sur l'euromarché, et la SNCF, dont les obligations sont garanties par la République. Tous les deux ont bénéficié d'un très bon accueil de la part des investisseurs. Ces de la part des investisseurs. Ces transactions ont retenu l'attention de nombreux spécialistes parce que, chacune à sa manière, elles paraissent annoncer d'importants développements.

Eurofranc: rendement inférieur à 10 %

L'opération d'Interfinance est L'operation d'interfunance est dirigée par Paribas, qui n'avait plus assuré le secrétariat d'une émission nouvelle de type classique en eurofrancs depuis des années. Cette banque s'est illustrée dans d'autres compartiments, notamment dans celui de l'écu qui lui doit beaucoup et dont elle est le leader incontesté. On ne peut s'empêcher de voir dans son retour au premier plan sur le marché de l'eurofranc la promesse d'un flar-gissement et d'une évolutionnatio-nale vraiment internationale.

La transaction de la SNCF dont s'occupaient conjointement le Crédit commercial de France et Paribas est le premier emprunt en francs depuis des mois à offir un rendement inférieur à 10 %. En superposant ainsi la perspective

nomique de l'Europe le risque a'est d'une plus grande internationalisa-accra de voir un pays de la Com-tion à celle d'une baisse des taux, ce marché est pratiquement voué à la réussité.

On sait que les chances d'une poursaite du repli des taux d'intérêt sont grandes en ce qui concerne les emprunts en francs dont la rénumération apparaît encore surfaite, compte tenu du faible niveau de l'inflation en faible niveau de l'inflation en France. Si, comme de nombreux spécialistes le prévoient, les rendements relatifs du mark et du franc devaient se rejoindre d'ici à la fin de l'année, le volume des émissions en francs pourrait s'accroître considérablement. On se prépare à une telle éventualité dans les eurobanques françaises qui, jusqu'à présent, sont les seules à avoir dirigé des euro-émissions dans cette monnée. Mais, si ce marché, dont l'importance est encore dont l'importance est encore modeste, devait se développer de façon importante, il serait difficile de ne pas admettre que des ban-ques étrangères contribuent direcment à son expansion.

L'émission d'Interfinance porte sur 500 millions de francs. Sa durée est de trois ans et son taux d'intérêt nominal de 10,25 %. A d'intérêt nominal de 10,23 %. A son lancement, au pied des commissions, les obligations rapportaient 10,40 %. Le produit de l'emprunt a fait l'objet d'un contrat d'échange au terme duquel l'émetteur dispose de fonds en francs qu'il aura à rénumérer à taux variable, à environ 0,12 % au-desseus du toux annuel monéraire le seus du toux annuel monéraire le variable, à environ 0,12 % au-des-sous du taux annuel monétaire. La transaction de la SNCF s'élève à 1,25 milliard de francs. Ce mon-tant viendra, à la date du régle-ment, le 29 mai, s'ajouter aux 750 millions d'un emprunt précé-dent lancé l'année dernière et dont le nouveau a le même profil. Son taux d'intérêt est de 9,25 %, pour une durée d'environ sept ans. Au une durée d'environ sept ans. Au pied des commissions, le rende-ment se situait à sa sortie, mercredi 25 avril, à quelque 9,98 %. Son produit u'est pas « swappe ». L'emprunteur disposera des fonds tels qu'il les aura levés sur le mar-

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Le franc vraiment très fort

les variations ont été peu significatives, à l'exception de celle du yen, qui après une semaine de répit, s'est à nouveau affaibli, le cours du dollar à Tokyo s'élevait à plus de 159 yeas, le franc français s'est mis en vedette, essentiellement vis-à-vis du mark, il est vrai, Ce dernier a été quelque pen affaibli par l'an-nonce officielle d'une parité de un deutschemark pour un ostmark pour l'union monétaire RFA-RDA, avec un maximum de 4 000 marks pour les comptes d'épargne, ce qui a provoqué une vigoureuse réaction du président de la Bundes-

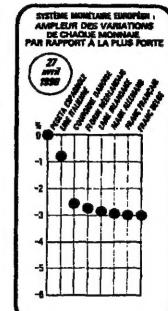
mark a glissé un court moment, audessous de son cours pivot vis-àvis du franc, soit 3,3538 francs. la Banque de France interviendra

Sur des marchés des changes où 3,3550 francs en fin de semaine. L'annonce du second abaissement, en trois semaines, des taux directeurs de la Banque de France n'a même pas provoqué un fléchissoment du franc, ce qui est contraire aux lois théoriques de la mécanique monétaire. En réalité, le franc est soutenu pour toute une série de données fondamentales favorables, niveau des prix, commerce extérieur, politique économique du gouvernement, qui déclenchent des rentrées de capitaux étrangers à un rythme très souteen.

Les observateurs se demandent si la revalorisation du franc, au plus haut depuis octobre 1987 vis-A Francfort, jeudi matin, le à-vis du mark, monnaie de notre premier fournisseur et de notre premier client, se poursnivra, et si avant de se redresser un peu à pour la stopper, par prudence, au

min (2,25 %) entre le cours plafond du mark (3,4305 francs) et son cours plancher (3,2792 francs) .. A Francfort, in Bundesbank ne voudrait pas voir le mark s'affai-

blir par trop : l'Allemagne a besoin d'une monnaie forte, pour elle, pour la RDA et pour ses partenaires. En attendant, la revalorisation du franc développe ses effets vertueux, à savoir la baisse du code des importations, conformement, cette fois-ci, sax théories monétaires. C'est toujours cela de



COURS MOYENS DE CLOTURE DU 23 AU 27 AVRIL 1990 (La ligne insérieure donne ceux de la semaine précédente.)

Livre	SEU.	Franc Trançais	Franc	D.mark	Franc beige	Florin	Lire Italiana
1,6320	-	17,714	62,4463	59,4536	2,8902	52,8541	1130,6
1,500	-	17,7242	67,3401	59,5238	2,8752	52,9246	0,001
9,2136	5,6456	-	384,38	335.6E	16,2586	298,36	4,5783
9.26C	5,6420	-	379,93	335.83	16,2220	298,60	4.5758
2,3844	L4610	2533	-	36,3600	4,3979	77,2199	1,1849
2,4384	1,4850	24,3205	-	82,7920	4,2617	78,5922	L2044
27450	1,6820	29,7963	115,13	-	4,8445	88,9000	LJMJ
2.7586	1,6800	3,7767	11111	-	4,8304	88,9124	1,3425
56,6630	34,72	6,1506	23,7645	38,6421	-	18,3510	2,8159
57,1088	34,78	4,1645	23,4209	28,7023	-	18,4970	2,5266
3.9577	1,8928	33.5164	129,50	112,48	5,4493	-	1,5345
3,1835	1,8995	33,4898	127,24	112.47	5,4327	-	1,5324
2012.24	1233	218,42	843,94	733,00	35,5L27	451,49	-
2024,39	1233	218.54	839,39	733,93	35,4514	652.35	-
259,65	159,10	28,1842	106,90	94,5898	4,5824	84,0909	6,1290
258,45	157,40	77 9070	105.00	93,6985	4.52%	83 3036	0,1277
	1,6720 1,6420 9,2125 9,26-0 2,4844 2,4864 2,7896 54,6630 57,168 3,9677 3,9677 2012,26 2012,26 2012,39	LAS20 — 1.6-C0 — 9.2136	LASZ9	LASZ0	LaS20	Late Late	LASZO

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 27 avril, 3,5481 F contre 3,5845 F le vendredi 20 avril.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

La France, toute seule

Jeudi 26 avril 1990, la Banque de France a abaissé, à nouveau, d'un quart de point ses taux directeurs, les ramenant de 9,75 % à 9,50 % pour son adjudication sur effets de première catégorie et de 10,50 % à 10,25 % pour ses pensions de cinq à dix jours. Elle a expliqué sa décision par «la poursuite de l'amélioration des rési constatés en matière de prix et de senue du franc sur les marchés des changes».

En ce qui concerne le franc, il se porte à merveille (« voir en rubrique Devises et or »). Quant aux prix, leur indice en mars n'accuse qu'une hausse de 0,3%, tandis que, pour le même mois, le déficit du commerce extérieur 2 encore été inférieur à 1 milliard de F, le solde avec les partenaires de la CEE devenant excédentaire pour la pre-mière fois depuis 1979. Tous ces facteurs favorables ont donc rendu un peu de sa liberté de manocuvre à la Banque de France, qui l'a utilisée, pour la seconde fois en trois semaines, puisque, le 2 avril der-nier, elle abaissait déjà d'un quart de point ses taux directeurs.

Ce faisant, elle achève d'annuler le relèvement d'un demi-point de ces mêmes taux directeurs, le 18 mbre dernier, pour, alors, sou tenir le franc et atténuer la surhauffe. Aujourd'hui, l'éconor française apparaît mieux équiti-brée, d'où la détente observée uis trois semaines. Sans doute la Banque de France a-t-elle du recevoir l'annonce que la Banque fédérale d'Allemagne, ne procède-rait pas immédiatement à un nou-veau relèvement de ses taux directeurs. Le président de la Bundesbank, M. Kari-Otto Pochl, a eu beau protester, à sa manière en qualifiant la promesse d'union nétaire de la RFA avec la RDA d'eoffre généreuse mais, à la limite de ce qui est défendable économiquement», il ne trouve pas moins exagérées» la peur de l'inflation outre-Rhin et la hausse des taux sur les marchés allemands. Pou lui, les tensions, s'il y en a, pourraient se manifester un peu plus

tard, en 1991. Estimant que les marchés n'avaient aucune raison de tomber dans l'abystèrie ou de voir tout en noirs, il estime que l'offre faite par Bonn à la RDA implique une croissance de 10 % de la masse monétaire, à un rythme plus élevé, certes, que les 4,5 %, 5,5 % fixés comme objectif en 1990, mais qui ne serait pas supérieur à la crois-sance du produit national brut, résultant de l'unification des deux DEYS.

A la veille du week-end, les ba ques françaises annonçaient unc nouvelle diminution de leur taux de base, ramené de 10,80 % à 10,50 %, après une première diminution de 0,20 % le 4 avril dernier. l'augmentation des taux directeurs de la Banque de France.

De son côté, le Crédit national a abaissé d'un quart de point son 10.75 % Ainsi se poursuit une décrue amorcée au début de ce mois, après une ascension qui avait porté

le taux de base des banques de 9,25 % au début de 1989, à 11 % tout recemment. Sur le marché de Paris, la tendance est à l'optimisme aprudent

mais modéré»: le cours de l'échéance juin, qui était retombé de 102 à 101, a retronvé et dépassé ce niveau (102,20) à la veille du week-end et surtout l'écart entre les rendements des emprunts d'Etat à dix ans en Allemanne et en France, a continué de se réduire. Il y a quinze jours, il était tombé au-dessous d'un point, pour la première fois depuis... très longtemps, sans doute la guerre : cette semaine, il a glissé, certains jours à 0,80 point, le rendement de l'OAT française oscillant autour de 9.60 % et celui du Bund allemand tournant autour de 8.80 %.

Des rendements favorables

La prudence des opérateurs francais s'explique en observant le «reni d'Amérique» qui n'est pas bon. Aux Etats-Unis, le rendement des obligations à long terme, l'em-prunt à trente ans du Trésor, qui s'était élevé de 8,60 % à 8,93 % la semaine dernière, a carrément crevé le seuil des 9 %, passant à 9,05 %. Motif: la crainte d'un retour de l'inflation, qui s'est gonflée à 5,7 % en rythme annuel, au cours du premier trimestre 1990, phénomène de nature à préoccuper la Réserve fédérale des États-Unis, en dépit des phénomènes climatiques qui ont perturbé les prix.

Sur le marché obligataire de Paris, un optimisme prudent règne également. On y note un retour timide vers les placements à long terme, savorisé par l'évolution de rendements, ceux au court terme s'abaissant, à l'initiative de la Banque de France, aux environs de 9.5 %-9.7 %. La courbe des taux, inversée depuis des mois, avec un court terme supérieur au long terme, est en train de redevenir eplates en attendant, peut-être, de redevenir normale, le court terme se situant au-dessous du long terme, phénomène propice aux pla-cements en produits à courte vie sur le marché monétaire.

Dans ces conditions, un excellent accueil a été réservé aux deux emprunts émis par la Caisse nationale des autororoutes, pour 1 milliard de F chacun, à 10 % et

Par ailleurs, initiative fort intoressante, le Crédit local de France (CLF) a décidé d'accentuer le placement direct de ses obligations apprès des particuliers et de privilégier les émissions syndiquées, c'est-à-dire placées par l'intermédiaire des guichets bancaires auprès de ces mêmes particuliers. Il ne recourra donc plus aux adiudications, essenticliement réservées aux investisseurs institutionnels (ezinzinsa), SICAV, compagnies d'assurances et caisses de retraite. En conséquence, le CLF a confié au Crédit agricole le soin de placer sur 2,3 milliards de F d'emprunts à moins de dix ans emis à 10.20 % et 10 %, que ces mêmes zinzins boudent, trouvant les rendements (9,98 %) trop «tires». L'explication de ce changement de politique est simple : elle tient à l'institution de quotas par la nouvelle réglementation des OPCVM, à savoir un plafond de 5 % dans chaque portefeuille d'investisseur, par émetteur non garanti par l'Etat, ce qui est le cas du CLF. Comme ce dernier émet beaucoup actuellement, 30 milliards de F en 1990, dont les deux tiers sur le marché domestique, au deuxième rang après l'Etat. il a du mal à trouver des souscripteurs institutionnels, saturés de son emaniere.

Voilà donc un exemple, prévisible, du retour au bon vieux placement direct dans le public, et non plus par le canal d'organismes de placement collectifs ou de zinzins: sans doute, la formule de l'adjudication coûte moins cher que le placement direct, facture par les banques, mais tout à son prix et c'est là une belle entorse au rapport Tricot, qui avait recommandé, avec succès, trop peut-être, la diminution drastique des commissions de placement antérieures, très juteuses, certes, mais qui correspondaient, pour une grande partie à un service réel.

Signalons enfin que, selon la Lettre du juriste d'affaires, des billets de trésorerie étnis par la chaîne de distribution CODEC auraient été refusés en paiement pour une centaine de millions de francs, indication confirmée dans les milieux bancaires, qui présèrent parler de « diffusion de renouvellement de billets » et de « lignes de substitution insuffisantes ».

FRANCOIS RENARD

MATIÈRES PREMIÈRES

Accrocs sur les céréales

Alors que les ministres de l'agriculture des Douze sont parvenns à un accord, le 27 avril, sur les prix de la campagne 1989-1990 (les prix céréaliers augmenteront de 2,3 %). le marché mondial des grains connait actuellement quelques accrocs de nature à peser sur les cours. L'Union soviétique, le premier acheteur mondial de céréales (31 millions de tonnes l'an passé). éprouve sinsi de réelles difficultés à payer ses achats aux grandes compagnies de négoce international. Le délai de 120 jours au-delà duquel un crédit doit être remboursé par Moscou s'est écoulé sans que les versements aient été honorés dans leur totalité, pour des commandes récentes de blé et d'autres céréales, américaines en particulier. Les sommes en jeu seraient de l'ordre de 500 millions de dollars.

Cette incapacité des soviétiques à financer leurs besoins confirme s'il en était besoin la pénurie de devises qui continue d'affaiblir la perestroika. Des rumeurs insistantes, difficiles à vérifier, font état de ventes d'or massives de l'URSS qui seraient à l'origine de la chute des cours du métal fin. Ou estimait jusqu'à présent que ces ventes provenuient d'investisseurs saoudiens. Fin mars à Vienne, l'Union

Soviétique a cependant réussi à

PRODUTTS	COURS DU 27-4
Culore h. g. (Londres)	1 541 (+ 15)
Trois mois	Livres/tome
Alembrium (London)	I 524 (- 21)
Trois mois	Livres/toune
Nickel (Louiss)	S 900 (+ 200)
Trois mois	Dollars/tonne
Sacre (Paris)	2 539 (- 19)
Aout	Francs/tonae
Caff (Lastro)	661 (- 38)
Mai	Livres/tonne
Carao (New-York)	1 245 (- 73)
Mai	Dollars/tonne
Mic (Chicago)	370 (Inch.)
Mai	Cents/boisseau
Main (Chicago)	280 (+ 3)
Mar	Cenis/boissean
Seja (Chinge)	184,4 (+ 12)
Mai	Doğumla, counte

Le chillre entre parenthèses indique la

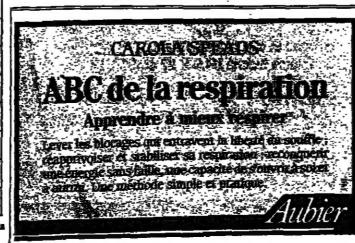
renégocier sans trop de peine un nouvel accord céréalier quinquennal dont la signature sera formalisée lors de la prochaine rencontre des deux chefs d'Etat en juin. En verte de cet accord, l'URSS pourra acheter un minimum de 10 millions de tonnes de grains par an (contre 9 millions de tonnes dans précédent accord), dont au moins 4 millions de tonnes de blé et 4 millions de tonnes de céréales fourragires (mais, orge ou sorgho). Jusqu'à présent, Moscou pouvait acheter sans l'accord préalable du département américain de l'agriculture jusqu'à 12 millions de tonnes de grains. Le plafond d'achats permis sans autorisation préalable a été fixé à 14 millions de tounes. « Le grand souci des soviétiques est maintenant d'obtenir le statut de la « Nation privilégiée » qui leur ouvrirait la porte de crédits dont ils ont désespérément besoin en ce moment », est- il expliqué dans la revue Expo Com

Une fois n'est pes coutume, l'Or-ganisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a publié la 11 avril un communiqué moins alarmiste que d'or-dinaire sur la production céréalière mondiale. Pour la première fois depuis quatre ans, estime l'institution basée à Rome, les récoltes devraient en effet se situer au même niveau que la coasommation si les conditions climatiques restent favorables . « On prévoit de meilleures récoltes que l'année dernière en Amérique du Nord, en

URSS, en Europe et en Asie ». La production mondiale de blé devrait ainsi s'établir à 558 millions de tonnes, en progression d'an moins 3 % sur celle de 1989. Celle de cérésies secondaires (mais, sorgho) atteindrait 852 millions de tonnes. en hause de 4 % environ. La FAO précise cenendant que « la reconstitution des stocks sera faible » et que « la situation alimentaire mondiale restera précaire pendant au moins une autre année ». En revenche, les experts ne cachent pas leur inquiétude pour certaines zones de la Corne de

l'Afrique et des zones sub-sahariennes. « La famine commence à poindre dans le Nord de l'Ethiopie et le sud du Soudan » écrit la FAO dans son rapport spécial sur la situation alimentaire et les perspectives de récolte en Afrique paru le 23 avril. « De mauvaises récoltes devraient aggraver les pénuries en Angola et au Mozambique ». Des interrogations, moins fortes, subsistent pour des pays comme le Malawi et la Zambie, pénalisés par un mois de mars trop sec, de même que pour le Botswana et la Namibie où les récoltes s'annoncent insuffisantes. Au total, conclut la FAO, sur les 4,2 millions de tonnes d'aide alimentaire nécessaires aux 46 pays de la zone subsaharienne, 3,2 millions de tonnes seulement sont annoncées et moins de la moitié de ces engagements ont été livrés.

ERIC POTTORINO



Les enquêtes sur les délits d'initiés en 1988

Le retour des affaires Pechiney et Société générale

Alors que les suites de l'amnistie continuent de créer un trouble certain chez les magistrats deux dossiers qui semblaient sortis de l'acles affaires Pechiney-Triangle et Société géné-rale refont surface, Ainsi M. Jean-Charles Naouri, président de l'Européenne d'investissements

GABON Nomination d'un nouveau

premier ministre

Le chef de l'Etat, M. Omar Bongo, a annoncé, vendredi 27 avril à Libreville la démission de son premier ministre, M. Léon Mébiame, et son remplacement par M. Casimir Oyé-Mba, chargé de former le nouveau gouvernement, M. Mébiame, 56 ans, personnage important de la vie politique gabonaise, a occupé les fonctions de vice-président du gouvernement à partir de 1968, avant de devenir premier ministre et chef du gouvernement le 22 août 1981.

Le nouveau premier ministre agé de 48 ans, occupait jusqu'à présent les fonctions de gouverneur de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC), il s'est taillé une solide réputation de technicien de l'economie et des finances. Licencié de la faculté de droit et des sciences économiques de Rennes, il est en outre diplomé du Centre d'études financières et bancaires de la Caisse centrale de coopération

économique (CCCE). La nomination d'un nouveau premier ministre intervient après plus de trois mois de troubles et d'agitation dans le pays et après la conférence nationale qui a achevé ses travaux le 23 avril en se prononçant pour l'instauration du multipartisme et la formation d'un gouvernement de transition dans l'attente des élections législatives prévnes à la fin de cette année. - (AFP.)

(EURIS) et ancien directeur du cabinet de M. Pierre Bérégovoy au ministère des finances de 1984 à 1986, a été entendu le vendredi 27 avril, par les enquêteurs de la brigade financière de la nolice judiciaire. Son audition avait pour cadre l'enquête préliminaire, ouverte le 6 septembre 1989, par le parquet, à propos de l'OPA - manquée - sur la Société générale. Selon des sources judiciaires, cette audition n'a pas apporté d'éléments nouveaux dans l'enquête sur la constitution d'un délit d'initié. D'autres auditions vont avoir lieu dans les prochains jours, notamment celle du financier libanais M. Samir Traboulsi.

Au terme de cette série d'auditions, le Parquet devrait ouvrir une information judiciaire. La question est actuellement de savoir si celle-ci sera ouverte contre X (laissant ainsi au juge d'instruction le soin de cerner les responsabilités) on bien contre telle ou telle personne nommément désignée.

Dans l'affaire de l'achat d'American National Can par Pechiney fin 1988, le Point daté du 30 avril apporte un certain nombre de tes nouveiles. Selon l'hebdomadaire « les Suisses ont livré les noms des « heureux acheteurs » qui s'étaient rendus acquéreurs anonymement de titres à Genève ». M. Reiplinger, codirigeant avec M. Max Théret de la Compagnie parisienne de placements, est notamment cité.

Autre affirmatio du Point, le juge chargé de l'enquête aurait trouvé dans les comptes de Patrice Pelat, « la trace d'un chèque de 150 000 francs fait par l'industriel au président de la République ». Mais il s'agirait, selon l'Elysée citée par l'hébdomadaire, du remboursement par Patrice Pelat d'achais de livres anciens effectués pour lui par le président de la République dont la bibliophilie est

Une Semaine de l'amitié à Creil

Le Carnaval des enfants

Des petits Pierrots tout blancs, des magiciens hauts comme trois pommes et des acrobates un peu vacillants ont défilé, vendredi 27 avril. dans les rues de Creil. Cette ville de l'Oise, où s'est enflammés, à l'automne 1989, la polémique sur le port des foulards slamiques à l'école, avait décidé d'organiser, du 22 au 28 avril, une grande « Semaine pour l'amitié ». En centrant le carnaval des enfants sur le thème du « cirque », les enseignants et les parents d'élèves n'ont sans doute pas voulu faire référence au grand tapage suscité par les fameux foulards des trois jeunes musulmanes du collège Gabriel-Havez. C'est pourtant pour conjurer les retom-bées négatives de cette affaire sur l'image de la ville que la municipafité a mis au point une semaine de

« La circonférence de la Terre »

Outre divers concerts, spectscles de danses ou manifestations sportives, les Creillois s'étaient donné pour objectif de couvrir à pied, à vélo cu à la nage, la distance de 40 000 kilomètres. « Cela correspond à la circonférence de la Terre, explique M. Jean Ancient, maire PS de la ville. Il s'agit de montrer que nous sommes une petite partie de l'uni-versal, en train de bâtir le France de demain. > Plus de mille des trente mille habitants de Creil avaient déjà couvert, en milieu de semaine, la distance respectable de 26 552 kilomètres.

Et la commune attendait de pied ferme M. Michel Rocard, qui devait fermer la marche samedi 28 avril, en compagnie du conseil municipal

d'enfants. Cet effort collectif. auquel se sont joints une trentaine d'handicapés dans leur fauteuil roulant, doit aussi militer en faveur de la tolérance dans une cité où cohabitent trente nationalités. « L'intégration ne doit pas être imposée de l'extérieur par de grandes messes médiatiques, mais prise en main par les gens eux-mêmes », explique

Un homme, pourtant, ne se sent guère concerné et même exclu de cette manifestation; M. Ernest Chenière, le principal du collège Gabriel-Havez, qui s'était opposé au port du foulard dans les salles de classes, estime avoir été délibérément tenu à l'écart de la fête de Creil. Le maire, cependant, affirme avoir « traité comme les autres » le principal du collège Havez. « Moi, l'affaire des foulards, je na veux plus en entendre parler », souligne M. Anciant.

M. Chenière, de son côté, regrette de n'avoir pas été mieux associé à cette opération, qui se fait, dit-il, e par référence à l'affaire des foulards ». Amer, il considère que « au lieu d'analyser le vrai problème qui s'est posé et la solution qui a été trouvée, on le gomme en jetant le discrédit sur une personne ». Le chef d'établissement regrette d'être traité « comme un pestiféré » et observe que le maire ne l'a pas salué, lors de la réception à Creil, mercredi 25 avril, de M. Roger Bambuc. L'œuvre de réconciliation de la ville de Creil n'est apparemment pas tout à fait terminée.

RAPHAELE REROLLE

Après le succès de sa mise en orbite

L'œit de Hubble accommode mal

De nouveaux problèmes techniques pourraient bien retarder de elques jours supplémentaires l'envoi vers la Terre des premières images prises par le télescope spa-tial de Hubble. Déjà, tôt dans la journée du vendredi 27 avril, les contrôleurs au soi n'avaient pu entrer en contact avec l'engin pour télécommander l'ouverture du cache protégeant le miroir et les instruments d'observation de la lumière violente émise par le

Après plusieurs heures de tentatives infractueuses, les techniciens sont finalement pervenus à reprendre contact avec l'engin et tout rentrait dans l'ordre. e Le télescope de Hubble est ouvert aux affaires. Ca marche. Le roilà prêt pour le travail », annonçaient les respon bles de la mission, tout heureur d'effacer d'un coup les sept ans à attendre cette mise en service.

Mais c'était sans compter avec les systèmes de contrôle du télescope qui se mettaient un moment plus tard en mode de protection automatique, dans une position perpendiculaire au soleil pour mieux protéger ses objectifs. La raison de ce nonveau contre-temps ? La défaillance de deux des quatre gyroscopes charges de contrôler l'attitude de l'engin.

La NASA ne s'inquiétait pas pour autant, affirmant même que ce télescope de 2 milliards de doilars était « sûr et stable » et que ces petits soucis étaient surtout dus au manque d'expérience des contrôleurs au sol dans leur pilotage de l'engin.

La confiance de l'agence spatiale américaine est telle que l'équipage de la navette qui, depuis quatre jours, se tenait prêt à intervenir sur Hubble, a été informé que sa mission de surveillance était terminée. li pourra donc comme prévu reve-nir sur Terre dans la journée de dimanche, l'atterrissage de la navette sur la base aérienne d'Edwards (Californie) étant, sauf impréva, fixé à 15 h 48 (heure française).

> Nouvelle percée américaine en Europe

NBC s'associe avec Yorkshire TV

La chaîne américaine NBC et Yorkshire TV, l'une des quinze sociétés britanniques membres de ITV, viennent d'annoncer la création d'une filiale commune de production: Tango. Les deux partegaires investiront chacun environ 10 millions de francs en deux ans pour produire des séries et des films destinés aux télévisions européennes et à la diffusion sur NBC et les réseaux cáblés américains.

Cette alliance offre à la télévision britannique un accès précieux au marché américain.

L'accord entre NBC et Yorkshin illustre une nouvelle fois la dernière stratégie des groupes américains, qui multiplient les investissements dans des entreprises européennes de production. En novembre 1989, Paramount avait acheté la société britannique Cariton Communications, et Walt Disney avait ouvert un studio à Montreuil (Scine-Saint-Denis). Il y a quelques semaines, la chaîne ABC prenait 25 % du capital du producteur français Hamster.

DATES En 1965, les marines à Saint-Domingue 2

ETRANGER

L'ESSENTIEL

L'Europe au sommet

de Dublin..

Un entretien avec M. François-Poncet..... 3

Le président Assad en URSS Des relations toujours privilégiées 3

M. de Maizière à Moscou Berlin-Est veut tenir ses engagements à l'égard de l'URSS..

POLITIQUE

Le PCF et la démocratie à Montreuil....

Livres politiques La chronique de André Laurens.

SOCIÉTÉ

Un plan pour l'aménagement des universités Pour faire face à l'afflux des étudiants dans les années à venir, le gouvernement met en piace une

CULTURE

Les blues de Philippe Léotard Son premier album, 'A l'amour comme à la guerre, vient de remnorter le Grand Prix de l'académie Charies-Çros

L'art prend l'air à la Villette Cent quarante artistes ont imagine

RÉGIONS

 BOURGES : utiliser la culture comme moteur industriel.

**STRASBOURG: les chiffres de la radioactivité sur minitel. . MONT-PELLIER : la camine scolaire gérée per l'électronique.

CHAMPS ECONOMIQUES

 Plus de croissance, moins de sécurité, davantage d'accidents du a Hongkong, le passage obligé pour

nents on Chine

ÉCONOMIE

Le conflit

sur les cartes bancaires La cour d'appel de Paris donne rai-

Le Club et Minerve Le Club Méditerranée et la compagnie Minerve expliquent les raisons

Austérité en Pologne Stabilité monetaire et récession éco-

Crise en Corée du Sud Chute de la Bourse et manifesta-

Crédits, changes, grands marchés 17

Services

Radio-Télévision. La télématique du Monde : 3615 LEMONDE

3615 LM Le numéro du « Monde » daté 28 avril 1990

a été tiré à 551 085 exemplaires.

EN BREF

□ Messages de M. Mitterrand à la commananté masulmane. -M. François Mitterrand s'est adresse, jeudi 26 avril, aux représentants de la communauté musulmane en France à l'occasion de la fête de l'Aid-el-Fitr qui a marqué la fin du ramadan, le recteur de la Mosquée de Paris et les autres ressur l'Islam en France. Dans ces messages, le chef de l'Etat rappelle que « les principes fondamentaux de la République permettent à tous ceux qui rivent sur son soi de partager, par le dialogue et le respect des différences, les grandes valeurs de solidarité de tolérance et de fraternité ». Le chef de l'Etat se dit d'autre part « persuadé » que le conseil de réflexion sur l'avenir de l'islam, récemment créé à l'initiative de M. Joxe, permettra un «approfondissement du dialogue ».

D Le Front national défilers le 1" mai « pour la défense des liber-tes publiques menacées ». - Le défilé du Front national pour la fête de Jeanne d'Arc, qui a lieu comme l'an dernier le 1" mai, sera place sous le signe de « la défense des libertés publiques menacées », a indiqué M. Bruno Mégret, ven-dredi 27 avril à Paris. Selon le délégné général du parti d'extrême droite, il y a une « montée d'une torme sournoise de totalitarisme en France ». M. Mégret dénonce « une sèrie de pratiques qui mettent en cause les règles fondamentales de la démocratie et l'exercice des libertes ». Il dénonce « l'instauration d'une idéologie officielle cos-mopolite, habillée des droits de nme, qui veut organiser la dissolution de la nation ». Le délégué général souligne que le FN veut « associer la nation et le social ».

u M. Marchais lance un appel à « l'anion des forces de ganche ». — Le secrétaire général du PCF, M. Georges Marchais, a lancé, joudi 26 avril à Nantes, un appel à l'union « du monde syndical » et des « forces de gauche » pour mettre en échec la politique du gouvernement. Multipliant les critiques contre les membres du gouvernement de M. Rocard qui, a-t-il dit, « ne cessent de se compromettre ovec la droite », M. Marchais a assuré une fois de plus que les communistes « restent prets à prendre toutes leurs responsabilités au sein d'un gouvernement de

D Les reconstructeurs commu nistes estiment que « le prochain congrès est celui de la dernière chance » pour le PCF. - Le bureau national des reconstructeurs communistes a estimé, vendredi 27 avril à Longlaville (Mourthe-et-Moselle), que « le PCF était en danger de mort ». Le prochain

congrès de ce parti sera « celui de la dernière chance », selon ces opposants à la direction. « S'il a'y a pas immédiatement réintroduc tion des exclus, publication des effectifs réels et des différentes plates-formes, ce congrès ne sera qu'une parodie analogue aux derniers congrès des partis de l'Est », ont affirmé les reconstructeurs à l'issue d'une réunion de leur

□ Le PDG de Radio-France demande 15 % de rallonge budgé-taire. - « L'enveloppe budgétaire de Radio-France n'est pas ajustée, ni à l'importance et à la varieté de ses activités, ni à la bataille de la concurrence. » Ce diagnostic a été rendu par M. Jean Maheu dans un entretien au Figaro le 28 avril. Le PDG de Radio-France réclame entre 250 et 300 millions de francs émentaires à inscrire au budget 1991. Pour accompagner cette " mutation budgétaire », M. Mahen veut présenter un plan d'action au comité d'entreprise de juin : création d'une structure de communication interne et d'une direction des ressources humaines rénovation des locaux et des studios, amélioration de la promotion des chaînes et des formations musicales de Radio-France.

buresu national à laquelle partici-

paient notamment MM. Marcel

Rigout, Félix Damette, Claude

Poperen et Martial Bourguin.

D M 6 reaffirme sa candidature an satellite TDF 1. - Les déclarations du gonvernement allemand deman-dant plus de chaînes en clair sur le satellite de télévision directe (le Monde du 28 avril) suscitent de nouvelles réactions dans l'audiovi-suel français. Ainsi, M. Nicolas de Tavernost, directeur général de M 6, estime qu'e il serait de l'in-tèrêt même de ce satellite que la

Cinq et M 6 y montent ensemble. Si le CSA remettait en compétition un canal, ce serait la voie du bon sens, car cela nous permettrait de toucher les sept millions de foyers qui ne peuvent pas nous capter et créerait un formidable produit d'ap-

s sages » du Conseil supérieur de l'audiovisuel quittent le 56 de la rue Jacob, ancienne résidence de Beniamin-Franklin à Paris, pour rejoindre le reste de leurs services tour Mirabeau, dans le quinzième arrondissement, où ils retrouveront une autre autorité indépendante, la Commission des opérations de Bourse (COB). La nouvelle adresse du Conseil est donc : 39-43, quai Citroën, 75739 Paris Cedex 15 (tel.: 40-58-38-00). D Washington menace de cesser sa

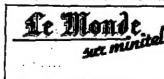
contribution à l'OMS en cas d'admission de l'OLP. - Les Etats-Unis cesseront lear contribution à l'Organisation mondiale de la santé (OMS) si POLP y adhère, a réaf-firmé, vendredi 27 avril, le département d'Etat. L'OLP a officiellement demandé à faire partie de l'OMS le 12 avril à Genève, trois semaines avant l'assemblée générale de celle-ci, du 7 au 18 mai. L'année dernière, la délégation américaine avait déjà menacé de se retirer à l'occasion d'une demande similaire de l'OLP. - (Reuter.)

I JAPON : le pirate de l'air chinois remis aux antorités de Pékin. - Le pirate de l'air chinois Zhang Zhenhai, accusé d'avoir détourné, en décembre, un Boeing 747 de la compagnie chinoise CAAC sur le Japon, a été remis,

samedi 28 avril, aux amorités chipoises et aussitôt extradé du Japon, a indiqué la police japonaise. La rapidité avec laquelle la décision d'extradition a été appliquée témoigne de la volunté de Tokyo de couper court aux critiques. - (AFP.)

CORÉE DU SUD : la police a pris d'assent les chantiers pavais d'Ulsan. - Des milliers de policiers ont pris d'assaut, samedi 28 avril les chantiers pavais de la compavoie Hyundai Heavy Industries à Ulsan pour en déloger des centaines de grévistes oni les occupaient depuis trois jours. Plusieurs centaines de grévistes avaient passé la noit aux chantiers. Selon des témoins, les affrontements se poursuivaient encore samedi en milieu de matinée. Les manifestants avaient occupé l'usine mercredi pour protester contre des poursuites judiciaires intentées à six dirigeants syndicaux.

 L'attaque du TGV à Marseille :
cinq mineurs interpellés, — Cinq
mineurs, âgés de treize à quinze
ans, ont été déférés, mercredi 25 avril, au parquet des mineurs de Marseille après avoir reconnu leur participation au « saccage » d'une rame vide de TGV bloquée par des salles de béton, dimanche 22 avril, dans une gare désaffectée des quartiers nord de Marseille.



36.15 TAPEZ LEMONDE

LES GRANDES DATES DE L'ISLAM

De Mahomet à nos jours. toute l'histoire religieuse. politique et culturelle de l'Islam. Un volume broché (14,3 × 22 cm), 288 pages.

Déjà parus :

Les grandes dates du christianisme. Les grandes dates de l'Europe communautaire.

Les grandes dates des États-Unis. Les grandes dates de la Révolution française.



